

SOMMAIRE

2 DATES IMPORTANTES : À NOTER DANS VOTRE AGENDA !

3 L'AIU AU PÉROU

- 3 Bref rapport sur la Conférence internationale 2014 à Iquitos et ce qui vient ensuite
- 5 Rapport sur la Réunion du Conseil d'Administration
- 6 Autour du monde avec le CA

11 RAPPORTS SUR LES PROJETS DE L'AIU

- 11 L'AIU est impliquée dans la planification stratégique nationale en Malaisie
- 12 Internationalisation
- 15 Développement durable
- 17 Accès et réussite
- 17 Programmes doctoraux
- 18 Enseignement supérieur/ Recherche et Education Pour Tous : projet HEEFA
- 20 Programme LEADHER et projets sélectionnés
- 22 Travail de l'AIU sur la question de l'éthique

23 COOPÉRATION ET RÉSEAUTAGE

24 NOUVELLES DES MEMBRES DE L'AIU

27 DOSSIER THÉMATIQUE: LES TIC EN ÉDUCATION – RÉVOLUTION OU ÉVOLUTION ?

- 27 Brève introduction, par Hilligje van't Land, AIU
- 28 Les MOOCs peuvent-ils changer le monde ?, par Heila Lotz-Sisitka, Rhodes University, Afrique du sud

PERSPECTIVES INTERNATIONALES

- 30 Afrique: African Virtual University et University of South Africa (Unisa)
- 32 Amériques: Chili et Canada
- 34 Europe: Royaume Uni
- 35 Asie et Pacifique : Inde, Thaïlande, Malaisie et Chine
- 41 Perspectives internationales
- 43 Point de vue de l'AIU

46 NOUVELLES PUBLICATIONS DE L'AIU ET NOUVELLES PUBLICATIONS REÇUES

- 47 WHED et publications de références
- 48 20^e volume d'AIU Horizons
- 49 La chronique de Gilles Breton
- 50 Publications reçues à l'AIU

52 CALENDRIER DES ÉVÈNEMENTS

Les opinions exprimées dans les articles de *AIU Horizons* sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement le point de vue de l'Association internationale des Universités.

Illustration de couverture : shutterstock / Andrey Popov
Vignettes :
Photos de gauche à droite : Lancement de l'Enquête mondiale de l'AIU sur l'internationalisation, Amsterdam, avril; MOOCs; Conférence internationale de l'AIU

MESSAGE DE LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE



LE PRÉSENT NUMÉRO DU MAGAZINE *AIU HORIZONS*, QUI A CONNU PLUSIEURS TRANSFORMATIONS AU FIL DU TEMPS, MARQUE SON 20^e ANNIVERSAIRE. Il apparaît donc opportun d'analyser les transformations éducatives induites (ou pas) par la technologie. Le dossier thématique présente quelques exemples de la manière dont les TIC transforment l'éducation. Qu'il s'agisse de FOAD (formation en ligne ouverte et à distance), de REL (ressources éducatives libres) ou de MOOCs (cours en ligne ouverts et massifs), la technologie semble aujourd'hui révolutionner l'accès à l'enseignement supérieur et marque pour certains la fin de la salle de classe telle que nous la connaissons. Il se peut que je sois de la 'vieille école' mais j'é mets néanmoins quelques doutes sur ces déclarations sensationnalistes, même si ce qui se passe dans la salle de classe change et continuera de changer, les étudiants et les enseignants souhaitant tirer pleinement profit de la technologie et des innovations pédagogiques. Il est impossible d'envisager l'avenir de l'enseignement supérieur sans les TIC mais il est également impossible de dire avec certitude quelles innovations dureront dans le temps et lesquelles seront bientôt obsolètes. Dans ce numéro, des auteurs de plusieurs régions du monde, ainsi que l'AIU, partagent leurs points de vue sur ces évolutions.

Pour l'AIU, l'enseignement supérieur devra à l'avenir mettre davantage l'accent sur les questions liées au développement durable (et les TIC peuvent également jouer un rôle déterminant à cet égard). La présentation de la Conférence internationale 2014 de l'AIU et de la **Déclaration d'Iquitos de l'AIU sur l'ESDD**, rédigée durant l'événement, offre un aperçu des préparatifs de l'AIU en vue de la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation au développement durable. Ceci, et la promotion constante de l'enseignement supérieur en tant que secteur important, nécessitant une attention accrue dans le cadre de l'agenda de développement post-2015, feront partie des priorités de l'AIU dans les prochains mois, de même que plusieurs nouvelles initiatives et projets en cours décrits dans le présent numéro.

Dans notre volonté d'offrir à nos Membres des services utiles, l'AIU met en ligne sa *Base de données mondiale sur l'enseignement supérieur (WHED)*, améliorant l'expérience des Membres en termes de recherche et de téléchargement. Dans le domaine des publications, le rapport de la 4^e *enquête mondiale de l'AIU sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur* est également mis à la disposition de tous, les Membres bénéficiant d'une réduction importante. Enfin, le dernier numéro de *Higher Education Policy*, publié en juin, comprend des articles sur la formation doctorale, offrant un lien vers l'un des quatre portails spécialisés de l'AIU, le Portail IDEA-PhD. Vous en saurez plus en lisant les pages du présent numéro.

Je vous invite également à noter dans votre agenda plusieurs événements de l'AIU prévus prochainement. Prague, Uppsala, Ankara, Accra, et Sienne sont inscrites à l'ordre du jour et offriront l'occasion d'aborder différents thèmes tels que l'aptitude à l'emploi des diplômés, le comportement éthique dans l'enseignement supérieur, la formation doctorale, la participation du privé dans l'enseignement supérieur, les liens entre l'enseignement supérieur et l'EPT, et l'internationalisation. Ces événements sont une occasion unique pour nos Membres de s'impliquer dans nos activités, d'apporter leur expertise et de faire connaître leur point de vue sur les futurs thèmes de l'AIU.

Oui, les TIC offrent de nouveaux outils précieux favorisant de nouveaux modes d'apprentissage et de communication, mais dans une activité aussi sociale que l'éducation, la technologie ne peut pas remplacer l'interaction directe entre pairs. De fait, bien que l'AIU envisage une série de webinaires, nous continuerons d'offrir des opportunités de rencontre à nos Membres et à d'autres acteurs désireux de participer à des échanges animés, de partager des points de vue et d'apprendre des uns des autres. Je vous invite donc à tourner les pages de ce magazine pour en savoir plus sur les TIC dans l'apprentissage et sur les activités passées et futures de l'AIU.

Eva Egron-Polak

AIU Horizons 20.1 – À la une

P3

CONFÉRENCE INTERNATIONALE 2014 DE L'AIU

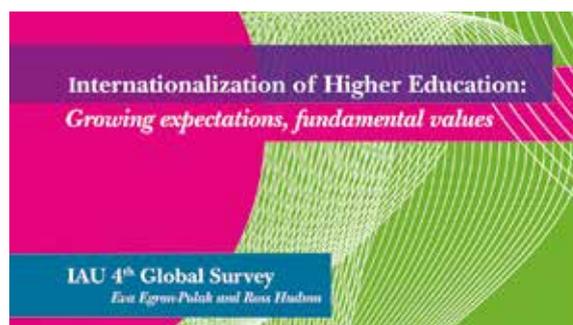
L'AIU remercie l'Universidad Científica del Perú et son recteur, le professeur Saldaña, pour avoir accueilli le Conseil et la Conférence internationale 2014 de l'AIU à Iquitos en mars dernier. La Conférence a attiré des participants des cinq continents et a permis de discuter et d'adopter **la déclaration d'Iquitos de l'AIU sur le rôle de l'enseignement supérieur pour le développement durable**. Le texte de la Déclaration est publié sur le portail HESD de l'AIU ainsi qu'en pages 4 et 5.



P11

LE RAPPORT DE LA 4^e ENQUÊTE MONDIALE DE L'AIU EST MAINTENANT PUBLIÉ !

Le rapport d'Enquête sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur a été publié le 1^{er} avril 2014. Il résulte de l'analyse des données recueillies auprès de 1336 établissements d'enseignement supérieur de 131 pays différents – géographiquement parlant, la plus grande et la plus complète collecte et analyse de données brutes sur l'internationalisation jamais entreprise à ce jour.



P10

PROJETS DE L'AIU

Beaucoup de choses se sont passées depuis que le dernier numéro d'AIU Horizons s'est posé sur votre bureau. Découvrez les nouveaux projets et ceux en cours en matière d'internationalisation, de développement durable, d'éducation pour tous, de programmes doctoraux, d'accès et de réussite, d'éthique et les nouveaux projets d'évaluations nationales dans lesquels l'Association s'implique.



P27

DOSSIER THÉMATIQUE: LES TIC EN ÉDUCATION – RÉVOLUTION OU ÉVOLUTION ?

17 auteurs de Chine, du Chili, du Royaume-Uni, de France, d'Afrique du Sud, du Canada, d'Inde, de Malaisie, de Thaïlande, et des États-Unis ont soumis des articles dans lesquels ils partagent des perspectives très différentes sur les développements futurs, l'utilisation et les impacts de la FOAD, des REL et des MOOCs. Les papiers soulèvent des questions invitant à poursuivre le débat.



APPELS DE L'AIU

➤ Appel à manifestation d'intérêt: le programme ISAS est ouvert aux membres de l'AIU

L'appel et le formulaire de candidature sont disponibles sur le site de l'AIU

www.iau-aiu.net



➤ L'AIU fait appel à des experts de l'internationalisation pour travailler sur le nouveau projet AIU - UFESCDI sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur en Roumanie

Voir page 10.

➤ Appels à contributions ! Portails HEEFA, ESDD et IDEA-PhD



www.heefa.net



www.idea-PhD.net



www.iau-hesd.net

Impliquez-vous et partagez vos projets et initiatives dans les domaines de l'éducation pour tous et l'enseignement supérieur, du développement durable et des approches innovantes pour la formation doctorale à l'attention de la communauté mondiale de l'enseignement supérieur.



DATES IMPORTANTES - A NOTER DANS VOTRE AGENDA !

➤ 2014 CONFÉRENCES

+ 23-26 Septembre : 4^e CONFÉRENCE DES RECTEURS DE L'ASEM (ARC4) ET FORUM DES ÉTUDIANTS, INNOVATIVE PARTNERS FOR CHANGE: UNIVERSITIES, BUSINESS AND SOCIETY - ASIA & EUROPE MOVING FROM PRACTICE TO POLICY AND ACTION, organisés par Asia-Europe Foundation en partenariat avec l'AIU, le réseau d'universités ASEAN, Chulalongkorn University, Office of Higher Education Thailand (OHEC), Bangkok, Thaïlande.

+ 9 Novembre : INTERNATIONAL CONFERENCE ON HIGHER EDUCATION FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT: HIGHER EDUCATION BEYOND 2014, co-organisée par UNU en collaboration avec UNESCO, UN DESA, UNEP, UN Global Compact - PRME initiative et l'AIU, Aichi Nagoya, Japon.
Contact : h.vantland@iau-aiu.net / www.iau-hesd.net

+ 10-12 Novembre : CONFÉRENCE MONDIALE UNESCO SUR L'ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT DURABLE, Aichi Nagoya, Japon. L'Association internationale des Universités est invitée à intervenir en tant que coordinatrice d'un atelier sur "ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE". La réunion de préparation de l'atelier se tiendra les 25 et 26 juin à l'UNESCO (Paris). Davantage d'information à venir au cours de l'été.

Pour les expressions d'intérêt : contact : h.vantland@iau-aiu.net / www.iau-hesd.net

➤ 2014 ATELIERS ET SÉMINAIRES

+ 17 Septembre : IAU-EAIE 2nd INVITATIONAL EXECUTIVE SEMINAR ON: "ARE GRADUATES FIT FOR PURPOSE?", Conférence annuelle EAIE, Prague, République Tchèque.

+ 18 Septembre : IAU-ACUP SEMINAR ON DOCTORAL EDUCATION AND E-SUPERVISION, Conférence annuelle EAIE, Prague, République Tchèque.

+ 19 Septembre : ATELIER AIU-MCO SUR L'INTÉGRITÉ ET L'ÉTHIQUE DANS L'ENSEIGNEMENT, LA RECHERCHE L'ADMINISTRATION / GESTION, Uppsala University, Suède.

+ 18-20 Novembre : SÉMINAIRE DE SUIVI AIU HEEFA, Hacettepe University, Ankara, Turquie.

+ Automne : SÉMINAIRE INTERNATIONAL IDEA-PHD DE L'AIU, University of Ghana, Accra, Ghana.

➤ 2015

+ 5-6 Mai : 80^e RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AIU, Accra, Ghana.

+ 7-8 Mai : RÉUNION MONDIALE DES ASSOCIATIONS (GMA 6), SUR LA PARTICIPATION DU SECTEUR PRIVÉ DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, AUJOURD'HUI ET DEMAIN ? co-organisée avec l'Association des Universités Africaines (AUA) et hébergée par University of Ghana, Accra, Ghana.

+ 28-30 Octobre : CONFÉRENCE INTERNATIONALE 2015 DE L'AIU, SUR L'INTERNATIONALISATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR - ALLER AU-DELÀ DE LA MOBILITÉ, organisée en partenariat avec Université de Sienne en Italie.

➤ 2016

+ 15^e CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'AIU à Bangkok en Thaïlande. Thème provisoire : « AUTONOMIE, RESPONSABILITÉ SOCIALE ET LIBERTÉ ACADÉMIQUE DANS UN MONDE EN MUTATION ». Le thème et les dates seront annoncés ultérieurement.



RAPPORT SUR LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE 2014 DE L'AIU

➤ **CONCILIER L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LES SAVOIRS TRADITIONNELS POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE**, *Universidad Científica del Perú, Iquitos, Pérou, 19-21 mars 2014*

La Conférence d'Iquitos de l'AIU a attiré des participants de nombreuses universités du monde entier pour débattre et échanger des idées sur des questions d'intérêt commun. Les participants ont en particulier examiné comment mieux concilier l'enseignement supérieur et les savoirs traditionnels pour le développement durable.

La Conférence a permis d'aborder la question fondamentale de l'éducation au développement durable et a donné lieu à des approches comparatives dynamiques concernant les enjeux du développement durable. Le programme a été élaboré pour offrir aux participants une occasion unique d'interagir en petits groupes de pairs afin d'échanger des idées et des pratiques et de favoriser le travail en collaboration entre des personnes issues de différents établissements, réseaux et organisations. La Conférence a également offert une occasion unique d'en savoir davantage sur les enjeux du secteur de l'enseignement supérieur dans différentes régions.

Les conclusions des discussions contribueront à définir la position de l'AIU concernant l'Agenda de développement post-2015.

➤ **LA MISSION ET LA VISION DE L'UNIVERSIDAD CIENTIFICA DEL PERÚ (UCP)**



Pr. J.R. Saldaña, Rector UCP



“ L'un des objectifs de l'UCP est de repenser la manière dont l'enseignement et la recherche sont conduits

et de développer des approches innovantes qui répondraient aux besoins des communautés étudiantes d'aujourd'hui. Le rôle et les fonctions des universités, et de l'UCP en particulier, consistent à former des dirigeants ouverts d'esprit et au sens critique aiguisé qui seront capables de prendre des décisions avisées en vue de garantir un avenir meilleur pour tous à Iquitos, au Pérou et bien au-delà. L'UCP est donc fortement intéressée à l'idée de développer son enseignement, sa recherche et son travail administratif en intégrant à tous les niveaux les principes du développement durable, en encourageant l'interdisciplinarité et l'engagement auprès de la communauté et en développant sa stratégie d'internationalisation afin d'offrir à ses étudiants et son personnel une meilleure compréhension du monde. Ceci a incité l'UCP à orienter la Conférence vers le thème 'Concilier l'enseignement supérieur et les savoirs traditionnels pour le développement durable'.

L'UCP est bien positionnée dans la ville d'Iquitos, dans la région de Loreto, au Pérou et en Amazonie. L'université est engagée dans des projets internationaux tels que Tropimundo ; est impliquée dans le programme Beca 18 ; participe à la plateforme mondiale de l'AIU sur l'enseignement supérieur pour le développement durable et à de nombreux autres projets dont le but est d'apporter un changement dans l'esprit des étudiants et du personnel, à la fois aux niveaux local et international. L'UCP approuve les déclarations de principe de l'AIU et vise, en les adoptant, à encourager la liberté académique et l'autonomie des universités en vue de développer le type de programmes académiques requis à cet effet.

L'Amazonie est une région unique ; c'est, d'une certaine manière, le centre de notre monde. La richesse de la flore et de la faune mérite une attention constante et appelle des projets de recherche dans le but de les protéger et de les promouvoir pour le bien de tous. Et nous pensons que cette conférence peut contribuer à répondre à cet objectif en faisant prendre conscience à la communauté internationale de ce qu'elle est et de ce qu'elle représente.

La réunion a eu lieu au moment opportun. La Décennie des Nations Unies pour l'éducation au développement durable (UN-DESD) s'achève à la fin de cette année. Les dates limites concernant les Objectifs du Millénaire pour le Développement approchent également et les résultats sont bien loin de ce qui était espéré. La Décennie débutée en 2005 a insisté sur le fait que l'enseignement supérieur devait apporter des changements fondamentaux pour soutenir l'agenda de la durabilité. L'enseignement supérieur doit être en



mesure d'évoluer afin de bénéficier à une plus grande majorité de la population mondiale. Quels changements innovants devraient conduire les établissements d'enseignement supérieur pour faciliter ce processus de transformation ? Voici l'un des thèmes généraux sur lequel portera cet événement.

Au vu des expériences collectives et individuelles échangées durant la Conférence, il existe des solutions et des alternatives positives pour améliorer la qualité de l'éducation et enrichir l'expérience des étudiants et des chercheurs, profitant ainsi davantage à la société dans son ensemble, et de manière durable.

Les conclusions de la Conférence seront présentées à la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation au développement durable, à Aichi-Nagoya, en novembre 2014, et seront reprises dans les discussions qui contribueront à définir l'agenda post-2015 pour l'éducation. »



Pr. Dzulkifli Abdul Razak,
Président, AIU



« Les participants à la Conférence se sont réunis pour partager des idées et des enseignements sur les stratégies qui contribuent à promouvoir le développement durable. Les établissements d'enseignement supérieur du monde entier ont été innovants en tentant de répondre aux défis des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Pourtant, les objectifs fixés pour 2015 n'ont pas été atteints et de nouveaux plans doivent être envisagés pour garantir la qualité de vie pour tous.

L'AIU a pris des mesures à cette fin et élabore actuellement un nouveau plan stratégique d'activités pour les quatre prochaines années. Tous les programmes et projets visent à contribuer à développer la qualité de l'éducation pour tous. En ce qui concerne le développement durable (DD) et sa promotion par l'enseignement supérieur, l'Association s'est montrée active de différentes manières depuis la signature de la Déclaration de Kyoto de l'AIU en 1993, a participé aux principales conférences internationales depuis Kyoto, Johannesburg et Bonn, et est activement impliquée dans les préparations de la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation au développement durable (EDD) prévue en novembre 2014, qui marquera la fin de la Décennie des Nations Unies sur l'EDD et annoncera le lancement des activités de l'Agenda de l'éducation post-2015.

L'AIU a créé un Portail mondial sur l'enseignement supérieur pour le développement durable (ESDD) dont le but est de présenter les établissements d'enseignement supérieur, les projets et les actions ciblées visant à promouvoir le DD aux niveaux du leadership, du campus, de la recherche, de l'enseignement et de l'administration. Un grand nombre de nos établissements est représenté dans le portail et nous vous invitons à continuellement mettre à jour les informations publiées pour permettre au portail d'atteindre réellement ses objectifs : promouvoir le DD ; échanger des idées ; développer des alternatives innovantes pour un avenir meilleur.

Le thème de la Conférence, 'Concilier l'enseignement supérieur et les savoirs traditionnels pour le développement durable' élargit la portée du DD en réaffirmant le rôle de la culture, de la sagesse et du patrimoine locaux dans la co-création de connaissances pour un public plus divers et inclusif, de façon démocratique. »

📄 DOCUMENTS DE LA CONFÉRENCE

Les présentations portant sur des thèmes généraux tels que "What Kind of Future do we want ?" ; "The Role of Higher Education in Promoting Sustainable Development" ; "The post-2015 ESD Framework for Action: Higher Education's Commitment to the Future" sont disponibles en ligne sur les pages Internet dédiées à la Conférence, ainsi que le programme de la Conférence et les biographies et résumés des interventions des conférenciers : www.iau-aiu.net/civcrm/event/info?reset=1&id=353.

📄 Déclaration d'Iquitos de l'AIU pour l'éducation au développement durable

En préparation de la Conférence internationale 2014 de l'AIU intitulée 'Concilier l'enseignement supérieur et les savoirs traditionnels pour le développement durable', l'Association a rédigé la Déclaration d'Iquitos de l'AIU pour l'éducation au développement durable (ESDD), conçue comme l'une des contributions de l'Association à la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au développement durable.

Tous les participants à la Conférence et tous les Membres de l'AIU ont été invités à la commenter. Une fois finalisée, elle sera présentée lors de la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation au développement durable, prévue à Aichi Nagoya, Japon, en novembre 2014.

A des fins de référence, la dernière version est publiée ci-dessous. La version électronique est disponible à l'adresse suivante : www.iau-hesd.net. La version finale sera également disponible à cette adresse.

Contacts: h.vantland@iau-aiu.net; iau@iau-aiu.net

Déclaration d'Iquitos de l'AIU pour l'éducation au développement durable

Cette déclaration fait suite à la Conférence internationale 2014 de l'AIU intitulée 'Concilier l'enseignement supérieur et les savoirs traditionnels pour le développement durable' (Iquitos, Pérou, mars 2014)

1. Nous, Membres de l'Association internationale des Universités (AIU), ainsi que les représentants de la communauté de l'enseignement supérieur dans son ensemble, réaffirmons notre engagement à renforcer le rôle de l'enseignement supérieur dans la transition vers des sociétés plus durables et à poursuivre le développement durable dans et au travers les actions de nos établissements respectifs.
2. A l'approche du terme de la *Décennie des Nations Unies pour l'éducation au développement durable* et de la réalisation

des Objectifs du Millénaire pour le Développement, l'Agenda post-2015 est en cours d'élaboration. La communauté de l'enseignement supérieur est prête à contribuer au développement et à la mise en œuvre de l'Agenda post-2015.

3. Nous pensons que seul l'engagement total de l'enseignement supérieur dans l'Agenda post-2015 permettra de créer les conditions intellectuelles, économiques, environnementales et culturelles requises pour garantir un développement durable pour tous.
4. Nous saluons les promesses et les engagements pris à l'occasion des conférences internationales organisées à Stockholm (1972), Rio de Janeiro (1992), Johannesburg (2002) et "Rio + 20" (2012), dans le but de rendre notre monde meilleur pour les générations actuelles et futures.
5. Conformément à l'engagement de longue date de l'AIU dans l'élaboration des déclarations suivantes :
 - **Déclaration de Kyoto de l'AIU**, 1993
 - **Déclaration de Bonn**, émise lors de la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation pour le développement durable pour célébrer la mi-décennie (2009);
 - **Traité des peuples pour la durabilité dans l'enseignement supérieur Rio + 20** (Juin 2012) ;
 - **L'engagement des établissements d'enseignement supérieur en faveur des pratiques durables**, à l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, Rio de Janeiro, Brésil (2012)

Nous renouvelons notre engagement dans l'enseignement supérieur pour le développement durable et sommes prêts à développer de nouveaux projets et à renforcer les initiatives actuelles pour répondre de manière proactive à ces résolutions et recommandations.

6. Afin de créer des synergies et promouvoir la collaboration dans la recherche d'approches efficaces et innovantes en vue de résoudre les défis actuels et futurs liés au développement durable, l'AIU s'engage à offrir un forum de discussion et d'action ouvert, interactif et collaboratif dans le but de sensibiliser le public et promouvoir le changement. A travers son *Portail sur l'enseignement supérieur pour le développement durable*, l'AIU présentera les activités des établissements d'enseignement supérieur du monde entier et offrira des possibilités de mise en réseau.
7. Entrepris collectivement, ces projets et autres initiatives facilitent les changements dans l'enseignement supérieur et permettent ainsi de mieux parvenir au développement durable. Travailler ensemble peut créer un impact plus important, notamment dans les domaines suivants :
 - *Approches globales des établissements pour inscrire le développement durable dans les programmes institutionnels,*
 - *Intégrer les concepts et principes liés au développement durable dans tous les domaines d'études,*
 - *Recherche sur des questions relatives au développement durable,*
 - *Engagement communautaire pour ancrer le développement durable dans la tradition, la langue et la culture locales, et mieux*

concilier les savoirs traditionnels et l'enseignement supérieur,

- *Développement et pratiques durables en matière de leadership,*
 - *Approches transdisciplinaires pour des solutions durables,*
 - *Ecologisation et durabilité dans les campus,*
 - *Mise en réseau pour consolider les connaissances, les expériences et l'impact sur le développement durable*
8. Davantage de ressources, humaines, organisationnelles et financières, doivent être mobilisées pour atteindre le développement durable aux niveaux local et mondial. Seuls des efforts collectifs et collaboratifs contribueront à prendre des mesures efficaces en matière de développement durable et à entraîner un changement durable.
 9. L'expertise de l'AIU, les conclusions de la Conférence internationale 2014 de l'AIU, et les contributions de l'ensemble de la communauté de l'enseignement supérieur ont donné naissance à cette Déclaration. Elle sera présentée lors de la Conférence mondiale 2014 de l'UNESCO sur l'éducation pour le développement durable, ainsi qu'aux personnes impliquées dans la définition des objectifs et des stratégies de mise en œuvre pour l'Agenda post-2015.
 10. La Déclaration d'Iquitos de l'AIU doit servir à promouvoir la reconnaissance du rôle important de l'enseignement supérieur dans l'Agenda post-2015.

La version électronique est disponible en ligne : www.iau-hesd.net

► RAPPORT SUR LA 79^e RÉUNION DU CA DE L'AIU ET LA RÉUNION DE PLANIFICATION STRATÉGIQUE, Mars 2004





La 79^e réunion du Conseil d'Administration de l'AIU s'est tenue du 16 au 19 mars 2014, juste avant la Conférence internationale, à Iquitos au Pérou, accueillie par le Recteur Saldaña de l'Universidad Científica del Perú. Bien que de nombreux sujets aient été abordés durant la réunion du Conseil, une journée entière a été consacrée au lancement d'un exercice de planification stratégique qui se traduira par une proposition de nouveau Plan stratégique lors de la Conférence générale de l'AIU prévue en Thaïlande en 2016. Les Membres du Conseil ont confirmé que l'AIU devait s'appuyer sur ses forces mais aussi mieux tenir compte des évolutions de l'enseignement supérieur et des besoins de ses divers Membres. Les propositions de nouvelles déclarations de vision/mission ont été approuvées ; elles permettront de structurer le plan stratégique de l'AIU et les lignes d'action concernant sa mise en œuvre. Ce travail se poursuivra lors de la 80^e réunion du Conseil d'Administration prévue à Accra au Ghana, durant la première semaine de mai 2015.

En parallèle, l'AIU conduira une **enquête auprès de ses Membres** afin de recueillir les commentaires et réactions de l'ensemble de ses Membres, Affiliés et Associés. Merci d'avance à tous ceux qui nous feront partager leur avis !

Outre la planification stratégique, les Membres du Conseil ont également noté que le Secrétariat de l'AIU allait préparer et soumettre une nouvelle **demande de financement à l'Agence suédoise de coopération au développement international (Sida)**, dont la subvention actuelle court jusqu'en juin 2015. Les deux processus seront étroitement liés dans la mesure où l'AIU intégrera pleinement ses projets financés par Sida à sa stratégie globale. A cet égard, une récente évaluation externe du programme d'activités de l'AIU financé par Sida a offert une analyse précieuse et émis certaines recommandations, soulignant le caractère unique des activités proposées par l'AIU aux établissements du monde entier qui sont tous considérés comme des partenaires égaux. Le rapport globalement positif a repris l'avis du Conseil qui estime que l'AIU doit davantage concentrer ses efforts et a suggéré de mettre l'accent sur le leadership et l'apprentissage entre pairs.



à constituer un groupe de huit leaders internationaux de l'ES et d'autres experts qui ont rencontré le Ministère et le personnel chargé de l'ES pour examiner, valider et légitimer les processus. Le rapport a été présenté en avril.

Pam Fredman, *Rectrice, Gothenburg University (Suède)*, a souligné l'importance du débat actuellement en cours en Suède sur la question de 'l'autonomie des universités' : que signifie ce concept aujourd'hui ? ; que veulent les directeurs d'université ? En ce qui concerne la situation financière des établissements d'enseignement supérieur suédois, Mme Fredman a indiqué qu'ils étaient mieux lotis que dans de nombreux pays. Il est par ailleurs important de noter la récente hausse significative du financement dédié à la recherche. Les leaders de l'ES discutent actuellement de la nécessité d'augmenter les espaces dédiés aux étudiants pour offrir l'accès à un plus grand nombre de personnes. Néanmoins, à l'approche des élections, de nombreuses décisions à court terme sont prises et la situation est plutôt instable. Les universités demandent au gouvernement d'allouer des fonds 'non étiquetés'. Elles demandent également au gouvernement de répondre aux impacts négatifs de l'introduction des frais d'inscription pour les étudiants étrangers (non européens) depuis 2011, qui a entraîné une baisse de 90% du nombre d'étudiants internationaux hors Europe et un véritable problème de compétences dans le pays. Les entreprises se plaignent de la situation et le nombre de bourses de compensation est par conséquent en hausse ; le problème n'est pour autant pas encore résolu.

► AUTOUR DU MONDE AVEC LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Dzulkipli Abdul Razak, *Président de l'AIU et ancien Vice-chancelier, University Sains Malaysia (USM) (Malaisie)* a indiqué que les finances, la demande croissante d'enseignement supérieur et la gouvernance étaient les trois principaux points inscrits à l'ordre du jour des directeurs d'établissements d'enseignement supérieur malaisiens, à un moment où le système éducatif malaisien est en pleine restructuration en raison de la fusion des Ministères de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur. Des processus de consultation et de consolidation sont en cours cette année. L'AIU a aidé le Ministère

Manuel Fernós, *Président, Inter American University of Puerto Rico (IAU-PR)*, a évoqué la situation financière difficile de **Porto Rico** en raison d'une décennie d'emprunts qui viennent d'être récemment suspendus et qui s'est traduite par une période d'austérité financière marquée par des coupes budgétaires conséquentes qui ont également eu en partie un impact important sur les EES. Ceci demande de la part des différents EES une approche plus créative face aux problèmes financiers et se traduit par une hausse des frais d'inscription et une légère augmentation des bourses Pell. Dans le même temps et en raison de la mauvaise situation économique, Porto Rico a perdu une grande partie de sa 'population active' ; ceci a une



incidence sur les chiffres de l'ES en matière d'inscriptions. En réponse à cette situation, IAU-PR a créé un centre en Floride, dont le rôle est de suivre les étudiants et de s'assurer qu'il conserve ses étudiants et par là-même le soutien financier qui lui est alloué. Les objectifs des universités sont multiples : préparer les étudiants à devenir des citoyens du monde ; les préparer au marché du travail ; former les nouveaux leaders de Porto Rico. En conséquence, les établissements d'enseignement supérieur sont contraints d'être plus efficaces et de mieux définir leur rôle dans le développement de leur pays et dans la société en général.

Olive Mugenda, Vice-chancelière, Kenyatta University (Kenya), a évoqué les implications de la Constitution kényane adoptée en 2010 sur l'enseignement supérieur : au Kenya, de nombreux développements et de nombreux défis ont vu le jour suite à l'adoption de la nouvelle Constitution kényane en 2010. Cette nouvelle Constitution reconnaît l'éducation comme un droit humain fondamental et offre une base solide favorisant l'engagement du gouvernement dans l'éducation et facilitant la mise en œuvre de réformes importantes concernant les aspects politiques, législatifs et curriculaires du secteur de l'éducation. Dans l'enseignement supérieur, entre autres développements, la 'Commission for Higher Education' a été restructurée et renforcée, et bénéficie aujourd'hui d'un mandat élargi couvrant l'accréditation, l'amélioration de la qualité et l'assurance qualité dans toutes les universités, qu'elles soient publiques ou privées.

La question de la qualité est étroitement liée à la question de la pertinence. 'Kenya Vision 2030' met fortement l'accent sur le lien entre l'éducation et le marché du travail, sur la nécessité de créer des compétences entrepreneuriales, et sur le besoin de renforcer les partenariats entre le secteur public et le secteur privé. Ceci a une importance considérable pour la structure et les objectifs du système éducatif et du curriculum.

Dans le domaine de la gouvernance dans l'enseignement supérieur, la 'Loi sur les universités' votée en 2012, a renforcé le rôle joué par les Conseils universitaires dans la nomination de hauts responsables universitaires. Entre autres responsabilités, le Conseil approuve les politiques universitaires les plus importantes. Les politiques sont des instruments de gouvernance importants.

Stephen Freedman, Vice-recteur principal, Fordham University (États-Unis), a indiqué que l'accessibilité et l'accessibilité financière étaient actuellement les deux points prioritaires de l'agenda de l'ES aux États-Unis. La question de la hausse des frais d'inscription, même dans les établissements publics, allant parfois de 40 000 à 50 000 dollars par an, est un véritable enjeu de société, surtout à une période où la proposition de valeur de l'enseignement supérieur, dans le contexte d'une situation économique volatile, est difficile à défendre. L'administration Obama envisage que les EES rendent davantage de comptes au secteur public. Les bourses fédérales destinées à l'enseignement supérieur doivent pouvoir être justifiées en fonction des résultats ; cette mesure se heurte néanmoins à une grande résistance.

Betsy Boze, ancienne Présidente, College of the Bahamas, a évoqué les changements politiques aux **Bahamas**. Le gouvernement a réduit de 25% le financement dédié à l'enseignement supérieur et n'a pas autorisé la hausse des frais d'inscription qui sont restés les mêmes depuis 14 ans, à une période de transition (diplômes de baccalauréat et de Master) caractérisée par une hausse des inscriptions. Un prêt de la Banque interaméricaine de développement permettra de financer l'achèvement d'un nouveau bâtiment dédié aux étudiants en commerce, de créer des résidences universitaires supplémentaires et d'améliorer l'efficacité énergétique. Par le biais du BAMSI (Bahamas Agricultural and Marine Science Institute), basé sur l'île d'Andros, le College sera moins dépendant de l'importation de nourriture en développant ses propres programmes agricoles. Le College s'est associé à l'Island School pour créer le 'COB Cape Eleuthera Institute' en sciences marines. Le COB a reçu une bourse Erasmus Mundus et abrite un Institut Confucius.

Pornchai Mongkhonvanit, Président, Siam University (Thaïlande), a indiqué que les universités thaïlandaises devaient être plus indépendantes ; cet objectif peut être atteint à travers la révision de leur système de gestion, en garantissant la liberté académique et en renforçant les réseaux entre les établissements afin de réduire l'implication du gouvernement. Les universités publiques et privées doivent travailler ensemble pour développer de nouvelles



stratégies et des projets à long terme et ainsi être prêtes pour la Communauté ANASA d'ici à 2015. Par ailleurs, les EES s'inspirent du système occidental pour ajuster leurs semestres (début du 1^{er} semestre fin août et début du second semestre en janvier) et ainsi tenir compte des échanges des étudiants étrangers et accroître l'internationalisation des EES thaïlandais. En ce qui concerne le système d'assurance qualité, les EES thaïlandais vont entrer dans la quatrième étape d'un cycle de cinq ans d'évaluation externe de la qualité, en utilisant un nouvel ensemble d'indicateurs de performance clés. Cependant, certains indicateurs et autres éléments nécessitent encore une consultation et une amélioration afin d'assurer la précision du système d'AQ.

Le système d'enseignement supérieur thaïlandais se caractérise également par la prolifération d'universités privées ou de départements privés au sein de certaines universités publiques. SAR la Princesse Sirindhorn a gracieusement fondé un nouveau collège privé baptisé "Chitralada College of Technology" dans l'optique de 'produire' une main d'œuvre efficace et de 'bons membres' de la société thaïlandaise. 'Petroleum Authority of Thailand' a également prévu d'établir un nouvel institut de recherche privé spécialisé dans les études supérieures. Cet institut vise à devenir un établissement d'enseignement supérieur de classe mondiale. Quinze universités publiques, comprenant quelques universités de premier plan comme Chulalongkorn University et Mahidol University, se sont également restructurées et sont devenues des universités autonomes. Par ailleurs, les universités thaïlandaises se concentrent davantage sur l'employabilité à travers l'éducation coopérative et l'apprentissage basé sur l'expérience.

Yutaka Tsujinaka, *Conseiller exécutif auprès du Président, University of Tsukuba (Japon)* a évoqué la dynamique de différenciation universitaire qui influe sur le secteur de l'ES. En novembre dernier, le Ministre de l'Éducation a annoncé le lancement d'un plan visant à modifier la gouvernance des universités et a demandé une coopération accrue entre les universités du pays pour contrer les effets de la décentralisation sur le secteur et consolider les processus de transformation afin de garantir la qualité et l'indépendance des universités japonaises. Le Japon est également confronté à une légère baisse de ses effectifs étudiants. Ceci, combiné à la pression nationale liée à la concurrence mondiale en matière d'innovation, a entraîné l'élaboration d'une stratégie de différenciation par le gouvernement qui lui permet de sélectionner une série d'établissements et de renforcer leur mission de recherche. En 2014, 86 universités nationales dépendent encore à hauteur de 60 à 70% du financement du gouvernement. La concurrence entre les universités augmente.

Goolam Mohamedbhai, *Président honoraire de l'AIU (Île Maurice)*: au niveau national, le projet prioritaire du gouvernement est de faire en sorte que l'Île Maurice devienne un centre d'études supérieures en attirant les établissements et les étudiants étrangers. Le secteur évolue rapidement : University of Mauritius a été la première université du pays (créée en 1967), et la seconde a été établie en 2000. En 2012, deux nouvelles universités publiques ont été créées : University of Mascarene et Open University of Mauritius. Plusieurs établissements étrangers ont également été créés, bien que la qualité de certains d'entre eux ait été récemment



remise en question. Au niveau sous-régional (région SADC qui couvre 15 pays d'Afrique australe), SARUA connaît actuellement de profonds changements. Elle était auparavant principalement financée par une agence de développement qui n'a pas renouvelé son financement. SARUA est donc devenue une association universitaire dépendant des cotisations de ses Membres.

En l'absence d'**Etienne Ehilé**, *Secrétaire général de l'Association des Universités Africaines (AUA)*, Pr. Mohamedbhai a indiqué que l'AUA était très impliquée dans l'initiative de la Banque mondiale visant à créer des Centres africains d'excellence (CAE) en Afrique occidentale et centrale. L'AUA a contribué à la sélection de 18 Centres, dont 10 sont basés dans des universités nigérianes. Les CAE, financés par la Banque mondiale, se concentrent sur la formation et la recherche postuniversitaires dans des domaines pertinents pour l'Afrique.

Au **Nigeria**, les universités ont été confrontées à une grève nationale du personnel académique au cours des cinq derniers mois ; les grévistes réclamaient davantage de fonds pour l'enseignement supérieur. Cette crise a été résolue en février et a entraîné l'allocation de deux milliards de dollars dédiés aux universités nigérianes, cette somme devant servir à améliorer l'infrastructure et à renforcer les capacités du personnel en termes de formation. Le gouvernement s'est engagé à allouer 2,6 milliards de dollars par an pour améliorer la situation, a déclaré le Professeur Ambali, Vice-chancelier, University of Ilorin, Nigeria. En outre, le consortium UCs (6 universités en Afrique) s'est réuni il y a deux mois et a notamment décidé de créer de nouveaux instituts de recherche.

Angelo Riccaboni, *Recteur de l'Université de Sienne (Italie)*, a souligné que le système public italien était confronté à des contraintes financières importantes. Le secteur de l'enseignement supérieur tente actuellement de développer une stratégie de différenciation qui permettrait une meilleure gestion du système dans son ensemble. Une simplification des procédures administratives est également nécessaire. Les universités réclament un financement public accru, basé sur une meilleure reconnaissance de la valeur et des contributions de l'enseignement supérieur au développement de la société en général. Le chômage des jeunes est un problème majeur. La légitimité des résultats de l'enseignement supérieur, basée sur une évaluation critique des résultats de recherche et de l'employabilité des étudiants, est devenue aujourd'hui une question prioritaire.



Howard Newby¹, *Vice-chancelier, University of Liverpool (Royaume-Uni)* nous a fait part des commentaires suivants concernant la situation au Royaume-Uni (R-U) : le R-U entre aujourd'hui dans une période de pré-élection et le gouvernement de coalition ne semble donc pas disposé à s'engager dans des changements politiques majeurs jusqu'aux prochaines élections de mai 2015. Pour la même raison, le gouvernement a reporté l'introduction d'une nouvelle loi sur l'enseignement supérieur jusqu'à la prochaine législature qui interviendra après les élections. Les récentes évolutions ont été plutôt techniques et détaillées et ne peuvent être apparentées à de nouvelles initiatives politiques. Deux exemples illustrent bien la situation : (i) peu de temps avant Noël, le gouvernement a annoncé qu'il allait supprimer le plafond concernant le nombre d'étudiants de premier et deuxième cycle pour les universités individuelles. Depuis de nombreuses décennies, les gouvernements successifs ont imposé aux universités des quotas sur le nombre d'étudiants qu'elles peuvent admettre. Cette initiative supprime donc le plafond et est considérée par le gouvernement comme un autre exemple consistant à déplacer les forces du marché vers l'éducation, en vue de permettre aux universités renommées et prospères de se développer et de pouvoir réagir face à la demande croissante de places de la part de futurs étudiants ; (ii) Egalement peu de temps avant Noël, toutes les universités britanniques ont déposé leurs dossiers pour l'évaluation de leurs résultats concernant l'excellence de la recherche, connue auparavant sous le nom de 'Research Assessment Exercise', désormais baptisée 'Research Excellence Framework'. Sur la base de ces évaluations, le gouvernement allouera aux universités le financement dédié à la recherche, qui sera effectif à compter de 2016 ; comme par le passé, le financement risque d'être alloué principalement à un petit nombre d'universités. Pour la première fois, l'évaluation de l'impact de la recherche est prise en considération et comptera pour 20% de l'allocation de fonds proposée. Les résultats seront dévoilés en décembre 2014.

Marianne Granfelt, *Secrétaire générale, Association of Swedish Higher Education*, a indiqué qu'en **Suède** le système actuel d'assurance qualité de l'enseignement supérieur était remis en cause et que les établissements avaient conjointement élaboré une proposition pour

établir un nouveau système. Le système proposé par le secteur de l'ES est conforme aux normes et principes européens et le secteur espère un changement. Près de 25% des cours et programmes évalués ont obtenu la même évaluation générale : 'qualité inadéquate'. On est en droit de se demander s'il s'agit bien là d'une évaluation précise du système d'enseignement supérieur suédois.

Daniel Hernandez Ruipérez, *Recteur, Université de Salamanque (Espagne)*, a évoqué la situation financière très difficile du pays et son impact sur les universités espagnoles : d'une part, la réduction drastique du financement dédié à la recherche et la réduction des coûts des services, et d'autre part la hausse significative des frais d'inscription. Cette hausse n'est pas une décision prise par les universités elles-mêmes mais par les gouvernements respectifs ; elle n'est pas basée sur des critères de qualité et a entraîné une différenciation importante entre les régions en termes de frais d'inscription. Deux universités peuvent proposer les mêmes études mais imposent des frais d'inscription totalement différents. Dans la situation actuelle, il est quasiment impossible d'embaucher des professeurs voire même de les conserver. Récemment, 250 professeurs ont quitté l'Université de Salamanque. En Espagne, bien que ce ne soit pas le cas de tous les enseignants titulaires, les enseignants sont des fonctionnaires et c'est l'une des raisons pour laquelle les postes sont gelés. Ceci se traduit par une importante fuite des cerveaux, qui se caractérise par le départ de jeunes chercheurs vers d'autres pays européens et ailleurs. Ceci a un impact direct sur la dynamique des universités, leur qualité et aussi la quantité des travaux de recherche entrepris dans tout le pays. La réalité est aujourd'hui très sombre, surtout si l'on considère que l'Espagne occupait en 2009 une excellente position en Europe en ce qui concerne l'enseignement et la recherche. L'Espagne a connu en effet un véritable âge d'or mais ce n'est malheureusement plus le cas aujourd'hui. Le Recteur espère toujours un changement dans un futur proche.

Godehard Ruppert, *Représentant, Bavarian University Association et Président, University of Bamberg*, a évoqué la situation de l'enseignement supérieur en **Allemagne**. Ce dernier a souligné que, malgré la hausse du nombre d'étudiants, le financement dédié au système universitaire n'avait pas suivi la même courbe ascendante. En outre, les universités sont financées exclusivement

1. Sir Howard Newby n'a pas pu assister à la réunion du Conseil d'Administration mais nous a adressé ses commentaires sur la situation au Royaume Uni aujourd'hui.



par les 16 Etats individuels du pays, dont les moyens financiers varient considérablement. Trois Etats assurent une compensation financière pour les treize Etats restants. Le gouvernement fédéral peut uniquement offrir des avantages financiers aux universités dans le cadre de projets, mais ces avantages sont limités à une durée maximale de 10 ans.

L'initiative d'excellence allemande a généré beaucoup d'argent pour les universités et a largement contribué au développement. Il reste à savoir si le nouveau gouvernement fédéral parviendra à établir un financement continu et stable au-delà des limites financières du projet. Malgré tous les problèmes financiers rencontrés, les frais d'inscription, qui ont été introduits il y a quelques années seulement, ont été une nouvelle fois supprimés.

Justin Thorens, ancien Président de l'AIU et ancien Recteur de l'Université de Genève (Suisse), a attiré l'attention sur la question qui a été le plus traitée par la presse ces derniers temps : la Suisse est un pays très démocratique et positif et de nombreux référendums ont eu lieu récemment, en particulier sur la relation du pays avec l'Union Européenne ; si la Suisse ne fait pas partie de l'UE, de nombreux traités lient toujours le pays à l'Union. Le récent référendum a remis en question le nombre de personnes devant être autorisées ou non à entrer dans le pays et a visé de le réduire. La Suisse prend également part à de nombreux programmes de recherche européens et fermer les frontières à l'immigration est très problématique. En conséquence, ceci remet également en cause la participation des étudiants suisses aux programmes Erasmus. Le référendum a été adopté à une très faible majorité. Ses résultats font l'objet de nombreuses analyses et discussions aux niveaux national et international. Sur un autre registre, les EES suisses, à l'instar de beaucoup d'autres en Europe et ailleurs, sont confrontés à des problèmes financiers.

Roberto Escalante, Secrétaire général, Association of Universities of Latin America and the Caribbean (UDUAL), en réponse à ce qui a été décrit ci-dessus, a mentionné que la situation de l'Espagne profitait paradoxalement à l'Amérique Latine où les EES de nombreux pays enregistrent les candidatures de professeurs espagnols. Ceci est par exemple le cas de l'Equateur. Il a par ailleurs mentionné que beaucoup de choses restaient encore à améliorer en Amérique Latine en termes de démocratie. Les gouvernements de gauche tentent aujourd'hui de réglementer très fortement ce qui se passe dans les universités. On peut une nouvelle fois citer l'exemple de l'Equateur où le gouvernement réglemente tout. Au Pérou, une nouvelle loi sur les universités, qui réduit leur autonomie, est sur le point d'être adoptée. En Argentine également, des lois similaires sont instaurées. Les arguments invoqués insistent notamment sur l'idée que les universités n'ont pas fait leur travail correctement ; qu'elles ne rendent pas à la société ce qu'on attend d'elles. On avance que les universités ne prennent pas (suffisamment) en compte les contextes locaux. L'ingérence du gouvernement et la volonté de réglementation du gouvernement sont inquiétantes et une réponse solide à cette situation n'a pas été encore apportée. Escalante a fait référence à une nouvelle initiative : la création d'une sorte de programme Erasmus pour l'Amérique Latine, baptisé SELAC, qui doit être également piloté par les gouvernements. Les universités contestent la validité du projet. En dernier lieu, il est important de noter qu'une nouvelle initiative UNIVERSIA doit être étudiée en juillet.

Juan Remigio Saldaña, Recteur, Universidad Científica del Perú (Pérou), a rappelé l'état d'« adolescence » dans lequel se trouve le Pérou en termes de développement. Le pays compte sur l'enthousiasme de sa jeunesse. Il existe toujours un certain nombre de problèmes au niveau du gouvernement mais ces problèmes se résolvent progressivement. Le cabinet doit se développer et se renouveler pour répondre à ces problèmes. Chaque année, le PIB national augmente de 6% grâce à l'extraction de matières premières comme le cuivre, l'or et le pétrole. Les fruits et légumes sont exportés en Europe, en Asie et dans d'autres pays d'Amérique Latine. Le pays développe sa stratégie de coopération au niveau international. En ce qui concerne les universités, ces dernières luttent contre l'introduction de réformes, et en particulier une nouvelle loi qui préconise la suppression de l'autonomie des universités. Le Président de la Conférence des Recteurs péruviens travaille actuellement sur ce sujet. La collaboration avec le gouvernement est en train d'être développée et d'autres coopérations institutionnelles sont également sollicitées. L'anglais n'est pas encore suffisamment maîtrisé pour permettre une meilleure intégration sur la scène internationale mais son enseignement s'intègre progressivement à tous les niveaux d'éducation.

Walid Moussa, Président, Notre Dame University – Louaize (Liban), a d'abord indiqué que le Liban était confronté depuis une dizaine d'années à une massification croissante de l'enseignement supérieur ; il a également souligné la hausse de 13% de la population et la hausse de 25% à 27% des effectifs de l'enseignement supérieur. Cette évolution pose de sérieuses questions en termes d'assurance qualité. Des organismes d'AQ internationaux sont venus au Liban pour apporter leur aide. Le troisième point est la question du financement du secteur privé. Au Liban, 4,3% de la population suivent aujourd'hui des études supérieures. L'avenir des étudiants, dans un pays où la situation économique est problématique et où le travail n'est pas garanti, appelle une réflexion approfondie. Beaucoup de nouveaux projets sont entrepris avec l'Union européenne dans le cadre d'Erasmus+ ; la question de l'assurance qualité et de l'adaptation potentielle au marché requiert toute notre attention.

Khalid Omari, Président, Jerash University (Jordanie), a annoncé que le pays avait lancé un examen complet des systèmes d'enseignement supérieur et de tous les réseaux d'enseignement supérieur. Ceci pourrait soulever de nouvelles questions en termes de gouvernance. De nouveaux mécanismes d'assurance qualité sont actuellement mis en place, à un moment où le nombre d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur augmente rapidement et de manière significative. Pour répondre à cette demande accrue, le secteur de l'enseignement supérieur privé se développe. Pr. Omari a également souligné le poids qui pèse sur le pays en raison de la présence de plus de 700 000 réfugiés syriens et d'un grand nombre de réfugiés irakiens et palestiniens. Compte tenu de la situation précaire dans laquelle vivent ces populations, aucun frais d'inscription n'est imposé. Pour répondre aux défis liés à la capacité institutionnelle, ce que l'on appelle le 'caravan teaching' a été mis en place.

Cette table ronde a permis de rapidement passer en revue un paysage de l'enseignement supérieur en constante évolution.



RAPPORT SUR LES PROJETS DE L'AIU

► L'AIU S'IMPLIQUE DANS LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE NATIONALE EN MALAISIE

⊕ Finalisation de l'examen du Plan stratégique national pour l'enseignement supérieur en Malaisie

Novembre 2013 – Avril 2014



Réunion au Ministère malaisien de l'éducation et avec le MRT, à Kuala Lumpur, en mars 2014

A la suite des discussions initiales avec le Ministre et les représentants du Ministère de l'Éducation de Malaisie en novembre 2013, organisées parallèlement à la réunion du Comité exécutif de l'AIU, l'Association a accepté de contribuer à l'examen du plan stratégique pour l'ES actuellement en cours en Malaisie. L'AIU a par la suite signé un protocole d'accord avec l'équipe malaisienne en charge de l'examen (MRT) et a collaboré avec elle en apportant des perspectives internationales au processus d'examen approfondi. L'équipe malaisienne avait déjà passé plusieurs mois à évaluer les progrès réalisés en vue d'atteindre les objectifs du Plan stratégique national pour l'enseignement supérieur et d'identifier les défis et les ajustements requis pour renforcer la stratégie actuelle. La contribution de l'AIU est venue compléter le large processus de consultation conduit par la MRT. L'AIU a constitué un groupe international composé de 8 experts de différentes régions du monde possédant une grande expérience des différentes dimensions de

l'enseignement supérieur. Les experts ont fait part de leurs commentaires et présenté des exemples de bonnes pratiques tirés de leurs expériences et contextes respectifs, et leurs contributions ont été examinées lors d'une réunion de trois jours organisée à Kuala Lumpur du 5 au 7 mars 2014. Une trentaine de conseillers et de chercheurs membres de l'équipe malaisienne en charge de l'examen a assisté à la réunion. A cette occasion, le groupe international d'experts a également eu l'opportunité de rencontrer dans le cadre d'une visite officielle, Dato' Seri Idris bin Jusoh, Ministre II de l'Éducation en Malaisie, afin de souligner les aspects importants des discussions. Sur la base des échanges et des discussions développés durant la réunion, l'AIU a remis fin mars la version finale de son rapport écrit. La contribution de l'AIU, qui s'est appuyée sur l'expertise de spécialistes issus de systèmes d'enseignement supérieur très différents, a été très appréciée par la MRT et l'expérience s'est révélée très intéressante pour l'ensemble des personnes impliquées. L'Association espère élargir ce type de services de conseil à d'autres systèmes ou établissements dans le monde. Nous attendons par ailleurs les futurs développements des projets de réforme ambitieux de la Malaisie dans le domaine de l'enseignement supérieur.

⊕ L'AIU en Roumanie / projet AIU-UFESCDI sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur en Roumanie



Le 1^{er} avril, les documents finaux concernant le projet de développement HRC ont été signés en Roumanie et une première réunion a été programmée les 22 et 23 mai à Paris pour lancer cette initiative de **18 mois** qui s'appuie sur l'expertise et les services de conseil de l'AIU dans le domaine de l'internationalisation. L'objectif est de soutenir et de conseiller les établissements d'enseignement supérieur roumains désireux de renforcer leur stratégie d'internationalisation et de contribuer à l'élaboration d'une politique nationale pour l'internationalisation en Roumanie.

L'AIU fait appel à des Experts de la question de l'internationalisation !

L'AIU fera appel à un large réseau d'experts pour l'aider à mettre en œuvre ce projet. Les experts de l'internationalisation issus d'établissements Membres de l'AIU et désireux de prendre part à ce projet sont invités à transmettre leur CV à l'AIU, en complétant le formulaire suivant :

www.iau-aiu.net/content/roster-experts.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter Ross Hudson (r.hudson@iau-aiu.net)

► INTERNATIONALISATION

⊕ La 4^e enquête mondiale de l'AIU vient d'être publiée !

Internationalization of Higher Education: Growing expectations, fundamental values



Lancement de la 4^e Enquête mondiale de l'AIU sur l'internationalisation à EAIE à Amsterdam, le 1^{er} avril 2014

La 4^e édition de l'enquête mondiale de l'AIU sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur a été publiée le 1^{er} avril 2014. Ce rapport résulte de l'analyse de données recueillies auprès de 1 336 EES dans 131 pays, ce qui constitue la collecte et l'analyse de données brutes sur l'internationalisation la plus large et la plus diversifiée sur le plan géographique jamais entreprise à ce jour.

En analysant les tendances de l'internationalisation au fil du temps et en comparant son développement dans toutes les régions du monde, cette étude offre un éclairage unique sur le processus d'internationalisation, ses avantages, ses moteurs mais également ses valeurs et préoccupations sous-jacentes. Parmi les nombreux résultats de l'enquête, les plus marquants sont présentés ci-après :

- **Les établissements du monde entier concentrent leurs efforts sur l'internationalisation :** 53% des personnes interrogées déclarent que leurs établissements disposent d'une politique/stratégie d'internationalisation et 22% déclarent qu'une politique/stratégie est en cours de préparation. 16% indiquent que l'internationalisation fait partie de la stratégie globale de leur établissement.
- **La mobilité étudiante et la collaboration internationale en matière de recherche** sont citées parmi les activités prioritaires liées à l'internationalisation, considérées respectivement par

29% et 24% des personnes interrogées comme la priorité numéro un.

- **La connaissance des étudiants concernant les questions internationales** est le bénéfice attendu le plus significatif de l'internationalisation, comme l'indiquent 32% des personnes interrogées. Il s'agit du même résultat que lors de la 3^e (2009) et la 2^e enquête mondiale de l'AIU (2005).
- **Les opportunités internationales** offertes uniquement aux étudiants disposant de moyens financiers ont été citées par les personnes interrogées comme le principal risque potentiel de l'internationalisation pour les établissements (31%), la marchandisation/commercialisation de l'éducation étant considérée comme le risque sociétal le plus important (19%).
- Dans la majorité des régions, les personnes interrogées ont indiqué que leur **cible géographique pour l'internationalisation était leur propre région**. L'Europe est également une cible privilégiée pour la plupart des régions.
- **Le financement limité est le principal obstacle interne et externe** au développement de l'internationalisation. La question du financement avait été également mentionnée dans les deux précédentes enquêtes mondiales de l'AIU.
- Les établissements interrogés déclarent chercher à **promouvoir les valeurs de l'équité et partager les points positifs** à travers leur stratégie et leurs activités en matière d'internationalisation.

L'ouvrage comprend une centaine de digrammes et tableaux qui présentent, comparent et analysent les résultats mondiaux et régionaux. L'enquête est une ressource précieuse pour toute personne qui travaille ou qui s'intéresse à l'internationalisation de l'enseignement supérieur.

Avec la présence sur place de l'ensemble des partenaires de l'AIU (la **Commission européenne, NAFSA, le British Council et EAIE**), la 4^e édition du rapport de l'enquête mondiale de l'AIU a été officiellement présentée à Amsterdam. Cette présentation a eu lieu parallèlement à un séminaire organisé par l'EAIE pour les rédacteurs en chef, les membres du Comité consultatif de rédaction, et le Conseil de l'ASIE. Les co-auteurs du rapport, Eva Egron-Polak et Ross Hudson, ont présenté un certain nombre de résultats clés de l'étude durant l'événement.

⊕ Présentation des résultats de la 4^e enquête mondiale lors de conférences internationales

Les résultats de cette enquête ont suscité l'intérêt de la presse et ont été ou seront présentés lors de prochaines conférences internationales, comme par exemple la conférence Going Global 2014 du British Council organisée à Miami et la Conférence 2014 de NAFSA.

Les résultats de l'enquête animeront les débats de la **Conférence internationale 2015** de l'AIU intitulée *L'internationalisation de l'enseignement supérieur : aller au-delà de la mobilité*, prévue les 28 et 29 octobre 2015 à l'Université de Sienne, Italie. **Notez ces dates dans votre agenda !**

L'AIU prépare également une série de 'webinaires' prévus pour l'automne qui porteront sur les résultats de l'enquête.

COMMANDEZ VOTRE EXEMPLAIRE EN LIGNE !

www.iau-aiu.net

Pour commander un exemplaire du rapport "Internationalization of Higher Education: Growing expectation, fundamental values", veuillez remplir et renvoyer le bon de commande disponible ici : www.iau-aiu.net/sites/all/files/Final_order_form_4th_Global_Survey_1_0.doc

Pour de plus amples informations, pour le résumé du rapport et les articles parus dans la presse, veuillez consulter le site Internet de l'AIU à l'adresse suivante www.iau-aiu.net/content/iau-global-surveys

Contact : Ross Hudson, Coordinateur Internationalisation : r.hudson@iau-aiu.net

+ **Nouveau :** Étude sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur destinée au Parlement européen

L'AIU a participé avec *European Association for International Education* et *Centre for Higher Education Internationalisation (CHEI)* de Università Cattolica del Sacro Cuore à Milan, Italie, à l'élaboration d'une étude destinée au Parlement européen sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur. L'étude s'appuiera sur plusieurs rapports traitant de l'internationalisation dans 16 pays (10 en Europe et 6 hors Europe) ainsi que sur les résultats de la 4^e *Enquête mondiale de l'AIU sur l'internationalisation* et le Baromètre européen de EAIE. L'étude comprendra également une analyse de l'apprentissage numérique et de l'internationalisation conduite par le directeur du Observatory for Borderless Higher Education.

L'étude sera dirigée par Pr. Hans de Wit, directeur du CHEI et Dr Fiona Hunter, Chercheuse associée du Centre à Milan. Les partenaires ont remporté l'appel d'offres du Parlement européen dans un concours impliquant 15 autres propositions.

L'étude devrait être achevée fin 2014/début 2015. Parmi les pays qui y seront inclus figurent la Roumanie et la Malaisie, deux pays dans lesquels l'AIU est déjà impliquée dans l'analyse de l'internationalisation de l'enseignement supérieur.

+ **L'AIU conduit des projets ISAS au Japon et au Botswana**



Au cours du dernier mois, des équipes d'experts en charge du *Service de conseil de l'AIU en matière de stratégies d'internationalisation (ISAS)* ont conduit des projets sur deux continents. Un groupe ISAS, présidé par Dr. Hans de Wit (Pays-Bas et Italie), a effectué une visite à **Meiji University** au Japon et dirigé un groupe composé d'experts Japonais et Britanniques. En avril également, un projet

ISAS qui bénéficie du soutien financier de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Sida) a été conduit à **University of Botswana**. Le groupe dirigé par Clifford Tagoe (Ghana) était composé d'experts des États-Unis et de Belgique et la visite a eu lieu du 15 au 17 avril. Dans les deux cas, le rapport préliminaire et les premières recommandations ISAS seront préparés par l'AIU et communiqués dans un premier temps aux établissements à des fins de commentaires. L'évaluation de leur impact prendra un certain temps.

Tous les établissements Membres de l'AIU bénéficient d'une réduction pour les projets ISAS et sont invités à considérer ce service. Plus d'informations sur ISAS : www.iau-aiu.net/content/internationalization-strategies-advisory-service-isas

ISAS et Meiji University



par **Etsuko Katsu**,
Vice-président, International, Meiji
University



Visite de Meiji University, réunions ISAS apparentées et entretiens, mars 2014

Cette année, Meiji University est devenue la première université japonaise à bénéficier du Service de conseil en matière de stratégies d'internationalisation (ISAS) de l'AIU. Ce service est similaire à celui offert par l'AIU à l'Hokkaido University il y a deux ans, avant la création d'ISAS.

Meiji University a été fondée en janvier 1881 sous le nom de Meiji Law School, et est devenue depuis l'une des universités privées les plus prestigieuses du Japon.



Depuis plus de 130 ans, portée par les principes directeurs suivants « Droits, liberté, indépendance et auto-gouvernance », Meiji University s'engage à former des étudiants pour qu'ils deviennent des « individus autonomes et responsables ».

Située en plein cœur de la région métropolitaine de Tokyo, notre université attire le plus grand nombre de demandes d'inscription du pays. Sélectionnés parmi l'une des treize universités du programme 'Global 30', nous nous engageons à développer l'internationalisation au sein de notre université. Les ressources humaines mondiales et la présence des universités japonaises au niveau mondial sont devenues le programme clé de la nouvelle stratégie de croissance du gouvernement japonais. Après avoir achevé le programme quinquennal 'Global 30', et en vue de se préparer au programme de subventions allouées dans le cadre de « l'initiative sur les meilleures universités », qui doit être lancé au cours du présent exercice, il était naturel pour Meiji University, Membre de l'AIU, de faire appel à ce service et ainsi bénéficier des conseils d'experts en internationalisation.

L'an dernier, la Secrétaire Générale de l'AIU, Mme Eva Egron-Polak, s'est rendue à Meiji University pour assister à notre atelier intitulé "Internationalization and Internal Collaboration in Meiji University". Cet atelier nous a donné l'occasion de mieux comprendre la situation actuelle de l'internationalisation dans les établissements japonais et au sein même de Meiji University. Ceci nous a fortement incités à participer au programme ISAS.

Le programme ISAS comprend deux phases : le rapport d'auto-évaluation et la visite, comportant une série de réunions avec les groupes d'experts. Pour la première phase, nous avons rédigé un rapport de 70 pages couvrant différents aspects de l'internationalisation, tels que la stratégie, la structure de gouvernance/évaluation, les échanges d'étudiants, les programmes universitaires, l'internationalisation de la recherche, la stratégie des établissements partenaires, etc. Le processus d'analyse et de compilation des informations pour le rapport nous a aidés à comprendre de façon systématique la situation actuelle de notre université au regard de l'internationalisation.

La visite, ponctuée de réunions et d'entrevues, a été effectuée début mars. Le groupe d'experts était dirigé par Pr. J.W.M. Hans de Wit (Internationalisation de l'enseignement supérieur à la Faculté d'économie et de gestion de Hogeschool van Amsterdam, Université des sciences appliquées), aux côtés d'Elspeth Jones, Professeure émérite en internationalisation de l'enseignement supérieur, Leeds Metropolitan University, et Pr. Hiroshi Ota (Center for Global Education, Hitotsubashi University). Ces derniers se sont entretenus avec le Président, les membres du Comité exécutif (Affaires académiques), les Vice-présidents, les doyens de notre Division de recherche, de notre Division de soutien à l'emploi et au développement des carrières, de notre Division internationale, et même avec des étudiants japonais et étrangers. Le rapport initial nous a été transmis quelques semaines après la visite. Nous avons eu l'opportunité de discuter et de poser des questions avant de recevoir le rapport final des experts.

L'importance de ce service peut être résumée de la manière suivante :

- Premièrement, la communication interactive et le processus participatif, tout au long du programme, nous ont aidés à

approfondir notre compréhension de l'internationalisation.

- Deuxièmement, les conseils que nous ont donnés les experts ne reposaient pas uniquement sur une perception nationale mais également sur des perspectives internationales ; ceci s'est révélé particulièrement important.
- Troisièmement, ce service nous a donné l'occasion de travailler avec différents départements, afin d'envisager comment collaborer au niveau interne entre les divisions et les facultés.
- Enfin, les conseils que nous avons reçus étaient particulièrement adaptés à nos besoins, nous permettant ainsi de les appliquer plus facilement à notre future stratégie d'internationalisation.

L'élément important est désormais de savoir comment mettre en œuvre les suggestions des experts dans notre stratégie d'internationalisation. En utilisant le cycle PDCA, nous inscrirons chaque année les recommandations ISAS à la « Politique du Président » (Plan) en veillant à les appliquer, les vérifier et les évaluer à la fin de l'année académique.

Penser à la stratégie d'internationalisation, c'est penser à la qualité de l'éducation, à la gouvernance de nos établissements et à la réforme universitaire. L'internationalisation des universités progresse dans le monde entier. En se basant sur les conseils que nous avons reçus durant le programme ISAS, nous souhaiterions poursuivre notre progression dans ce domaine et renforcer notre présence internationale.

➕ **Coopération au niveau mondial / Internationalisation : Dialogue international sur l'avenir de l'internationalisation,**

Port Elizabeth, Afrique du Sud, janvier 2014

L'AIU a contribué au Dialogue international sur l'avenir de l'internationalisation organisé du 15 au 17 janvier 2014 par International Education Association of South Africa (IEASA) et accueilli à Port Elizabeth par Nelson Mandela Metropolitan University, établissement Membre de l'AIU. Axé sur l'équité, l'inclusion, la responsabilité sociale et sur des problématiques liées à la mobilité, les partenariats internationaux et l'internationalisation des programmes, les participants ont débattu de la manière d'attirer encore plus de personnes concernées dans l'optique d'organiser un dialogue réellement mondial sur l'internationalisation. Les participants ont pleinement approuvé la déclaration 2012 de l'AIU intitulée *Renforcer les valeurs académiques dans l'internationalisation de l'enseignement supérieur : Un appel à l'action et International Student Charter*, adoptées par European Association for International Education et l'International Education Association of Australia. Cependant, la principale préoccupation a porté sur les actions spécifiques à entreprendre en vue de réaliser les objectifs présentés dans ces documents ambitieux. Avant la finalisation du rapport complet par les organisateurs, vous pouvez consulter les conclusions du Dialogue international à l'adresse suivante :

www.iau-aiu.net/sites/all/files/Global_Dialogue_2014_Declaration.pdf.

► ACTIVITÉS DE L'AIU EN MATIÈRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

⊕ L'AIU contribue à la réalisation des objectifs de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au développement durable en proposant une plateforme d'échange et de débat sur l'ESDD à ses Membres du monde entier !



Afin de faciliter le dialogue et l'échange sur les activités entreprises depuis plusieurs années par l'AIU pour répondre aux défis du développement durable auxquels le monde est aujourd'hui

confronté, l'Association est heureuse de rendre compte des nouvelles évolutions sur son Portail dédié à l'ESDD : www.iau-hesd.net.

L'AIU est également un partenaire essentiel de la Conférence d'Aichi Nagoya sur l'ESDD, prévue le 9 novembre, et de la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'EDD, 10-12 novembre 2014 (voir page 16).

L'AIU est également impliquée dans les débats internationaux sur l'élaboration de l'Agenda post-2015.

↻ Appel ouvert

Si vous souhaitez rejoindre le Groupe de travail de l'AIU sur l'ESDD, veuillez contacter Dr H. van't Land (h.van't_Land@iau-aiu.net)

LE PORTAIL DE L'AIU SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE EN CHIFFRES

- 260 établissements d'enseignement supérieur inscrits
- 130 organisations et réseaux présentés
- 250 actions peuvent être consultées et imitées ailleurs
- 130 points de contact dans le domaine du développement durable vous permettent de développer des réseaux au niveau mondial
- 80 sites Internet sur le développement durable répertoriés

Inscrivez votre établissement/organisation et rejoignez cette communauté de l'enseignement supérieur pour échanger et partager vos initiatives et actions en faveur du développement durable.

Vous trouverez ci-après certains exemples d'informations présentées sur le portail par les contributeurs :

- Devise de **University of Melbourne** : *Postera Crescam Laude – Horace, Odes, l. III. 30. (Nous grandissons dans l'estime des générations futures)*
- Mission de **City University of Hong Kong** en matière de durabilité : *CityU se positionne comme une université de classe mondiale qui dispense une formation professionnelle de qualité*

et s'investit dans la recherche appliquée de façon à trouver le bon équilibre entre croissance, responsabilité sociale et durabilité. A travers les efforts concertés du Conseil, des Membres de la Cour, du personnel, des anciens élèves et des étudiants, nous encourageons la participation à des programmes et des initiatives de façon à ce que tout le monde puisse articuler ses préoccupations pour la planète et les individus, en particulier dans les domaines de l'énergie et de la conservation de l'eau, des programmes de recyclage, de la réduction de l'empreinte carbone et de l'attention portée à la société afin de garantir un avenir durable.

- **Vision de An-Najah National University en matière de durabilité** « An-Najah National University s'emploie à devenir un établissement réputé au niveau mondial pour la qualité de son enseignement supérieur tout en s'efforçant parallèlement d'être au centre de la recherche scientifique et de de montrer efficace en termes de services communautaires et de leadership, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs du développement durable. »
- Pages Web de **Hanken School of Economics** sur le développement durable www.hanken.fi/public/en/sustainable_development
- Personne en charge du développement durable au sein de **Concordia University**, Mme Chantal FORGUES, Coordinatrice durabilité, chantal.forgues@concordia.ca

↻ Impliquez-vous !



Accédez au portail, présentez vos informations, mettez vos informations à disposition, diffusez les informations présentées sur le portail à vos contacts !

Le portail sera présenté lors de la prochaine **Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation en vue du développement durable** en novembre au Japon : assurez-vous que les activités de votre établissement soient visibles et faites apparaître vos actions et initiatives sur le portail de l'AIU !

Contact : iau@iau-aiu.net / h.vantland@iau-aiu.net

iau4@iau-aiu.net / www.iau-hesd.net

⊕ Conférence Internationale sur L'enseignement supérieur pour le développement durable : l'Enseignement Supérieur après 2014

Dimanche 9 novembre 2014, Université de Nagoya, Aichi-Nagoya, Japon



L'Université des Nations Unies (UNU) est heureuse d'annoncer la prochaine **Conférence internationale sur l'enseignement supérieur pour le développement durable : l'enseignement supérieur après**



2014. Elle aura lieu le **9 novembre 2014 à l'Université de Nagoya** et sera co-organisée par l'ONU en collaboration avec l'UNESCO, le Département des Affaires économiques et sociales des Nations Unies (ONU DAES), le PNUE, l'initiative Global Compact des Nations Unies 'Principles for Responsible Management Education' (PRME), et l'AIU.

Marquant la fin de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au développement durable (EDD 2005–2014), la Conférence célébrera les réalisations de diverses initiatives de l'enseignement supérieur tout au long de la décennie et s'attachera à revoir ses engagements pour contribuer de manière plus approfondie à l'éducation au développement durable (EDD) après 2014. La Conférence soulignera les défis majeurs et les principales voies de transformation des établissements d'enseignement supérieur (EES), en insistant particulièrement sur le renforcement et l'intégration de pratiques innovantes dans les domaines de l'apprentissage, du développement des connaissances et de la recherche. La Conférence fera également suite à l'engagement des EES dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) comprenant l'Initiative sur la durabilité dans l'enseignement supérieur (HESI), facilitée par un groupe d'organisations partenaires des Nations Unies.

La Conférence comprendra des sessions de haut niveau qui porteront sur les points importants favorisant la transformation de l'enseignement supérieur et sur les façons innovantes dont il peut contribuer à promouvoir le développement durable. Ceci comprend notamment l'approche et l'engagement des établissements dans leur ensemble, impliquant différents secteurs fondamentaux. Les questions abordées par les participants feront l'objet de discussions approfondies en petits groupes soulignant les contributions importantes de l'enseignement supérieur dans son ensemble en vue d'encourager la promotion de l'EDD après 2014 dans une série de domaines clés, comprenant les objectifs suivants : (1) faire évoluer les politiques ; (2) transformer les environnements d'apprentissage et de formation ; (3) renforcer les capacités des enseignants et des formateurs ; (4) responsabiliser et mobiliser les jeunes ; et (5) accélérer les solutions durables au niveau local.

Le résultat de la Conférence fera l'objet de discussions lors de la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'EDD, qui aura lieu à Nagoya, Japon, du 10 au 12 novembre 2014.

Les inscriptions seront ouvertes sur le site Internet de la Conférence début juillet. Pour plus de renseignements, veuillez contacter le Secrétariat à l'adresse suivante : heconference@unu.edu.

⊕ Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation en vue du développement durable

10-12 novembre 2014, Aichi Nagoya, Japon



En novembre 2014, l'UNESCO et le Gouvernement du Japon organisent la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation en vue du développement durable – Apprendre aujourd'hui en vue du développement durable afin de marquer la

fin de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au développement durable (EDD, 2005-2014).

La Conférence mondiale représente un tournant pour l'éducation en vue du développement durable (EDD). En vue de réaliser les objectifs du développement durable, les réglementations politiques et les incitations financières ne suffisent pas. Un changement fondamental est nécessaire dans la manière dont les gens pensent et agissent. La communauté internationale reconnaît depuis longtemps que l'éducation est cruciale pour concrétiser ce changement. La Conférence offrira l'occasion de dresser un bilan de la mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au développement durable (EDD) et de célébrer les réalisations de la Décennie. Elle présentera les initiatives, les acteurs, les réseaux et les idées qui ont été stimulés par la DEDD et qui peuvent contribuer à identifier les approches viables en matière d'EDD, ainsi que les domaines prioritaires pour les actions à venir.

La Conférence mettra l'accent sur l'importance de l'EDD dans tous les efforts visant à améliorer la qualité de l'éducation. Elle soulignera le rôle de l'EDD dans la transition vers des économies et des sociétés vertes et en tant que catalyseur de la planification intersectorielle et de la mise en œuvre de programmes dans différents domaines de la durabilité tels que le changement climatique, la biodiversité et la réduction des risques de catastrophe. Elle définira également comment l'EDD peut contribuer à faire avancer les politiques et les mesures en matière de développement durable en vue de répondre à différents besoins mondiaux, régionaux, nationaux et locaux.

A l'aube de la date cible des Objectifs du Millénaire pour le développement et de l'Éducation pour Tous (EPT) prévue en 2015, et deux ans après la Conférence Rio+20, la Conférence soulignera également l'importance de l'EDD pour le prochain ensemble d'objectifs mondiaux en matière d'éducation et de développement durable. Elle apportera des contributions concrètes aux agendas post-2015 sur l'éducation et le développement durable. La Conférence vise à atteindre les quatre objectifs suivants :

1. Célébrer une décennie d'actions : « Qu'avons-nous accompli, qu'avons-nous appris ? »
2. Réorienter l'éducation en vue de construire un avenir meilleur pour tous : « Comment l'EDD renforce-t-elle la qualité de l'éducation ? »
3. Accélérer les efforts en vue du développement durable : « Comment les défis liés à la durabilité sont-ils abordés à travers l'EDD ? »
4. Définir l'Agenda de l'EDD après 2014 : « Quelles stratégies pour notre avenir commun ? »

Le **programme de la Conférence** inclura une table ronde de haut niveau, des séances plénières, 34 ateliers, des expositions et des événements parallèles (voir : www.unesco.org/new/en/unesco-world-conference-on-esd-2014/).

La Conférence sera précédée d'une série de **réunions de parties prenantes** à Okayama, Japon, du 4 au 8 novembre 2014. Ces réunions rassembleront des groupes clés tels que des écoles ASPnet de l'UNESCO, des établissements pour enfants et des établissements d'enseignement supérieur, et formuleront des recommandations pour la Conférence mondiale sur l'EDD (voir : www.unesco.org/new/en/unesco-world-conference-on-esd-2014/about-the-conference/stakeholder-meetings/).

La participation à la Conférence mondiale 2014 sur l'EDD se fait sur invitation uniquement. Les décisions concernant les invitations seront prises par le Groupe de travail de la Conférence au cours des prochains mois, en prenant en compte les propositions reçues de la part des différentes parties prenantes dans le monde.

► INITIATIVE DE L'AIU EN MATIÈRE D'ACCÈS ET DE RÉUSSITE DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

⊕ Dans la lignée des activités entreprises par l'Association dans ce domaine, l'AIU a accepté de s'impliquer dans le 2^e Congrès mondial sur l'accès à l'enseignement postsecondaire, European Access Network (EAN)

Kuala Lumpur, Malaisie, octobre 2015

Lancé en 2013, le Congrès mondial sur l'accès à l'enseignement postsecondaire vise à réunir tous ceux qui partagent la vision de EAN pour leur offrir la possibilité de se soutenir mutuellement, d'apprendre des uns des autres et travailler ensemble pour atteindre cet ensemble d'objectifs. La mission de cette initiative de EAN est d'« avoir un impact tangible sur les taux de participation et de réussite dans l'enseignement postsecondaire dans les pays développés et en développement, où les jeunes et les adultes sont confrontés à différents obstacles tels que la pauvreté, la naissance et d'autres difficultés économiques et sociales ».

Une série de trois Congrès a été initiée. L'AIU a coordonné un premier atelier durant le premier Congrès mondial, 'Connect the unconnected', à Montréal au Canada, du 7 au 10 octobre 2013. Il a été présidé par Pr. Hope Sadza, Vice-chancelière, Women's University in Africa, Présidente du Groupe de travail de l'AIU sur ce sujet (veuillez consulter *AIU Horizons* Vol. 19, n°3, disponible en ligne sur le site Web de l'AIU).

Le second Congrès mondial aura pour thème 'Building momentum and impact' et se tiendra en Malaisie en octobre 2015. L'AIU est heureuse d'annoncer qu'Eva Egron-Polak, Secrétaire générale de l'AIU, est membre du Comité exécutif. L'AIU participera donc activement à l'organisation de ce Congrès.

Pour en savoir plus sur le Congrès mondial :

www.eanworldcongress.org/

Pour en savoir plus sur les activités de l'AIU dans ce domaine :

www.iau-aiu.net/content/access-and-success

Contact : Élodie Boisfer, Chargée de programmes à l'AIU, e.boisfer@iau-aiu.net.

► PROGRAMMES DOCTORAUX

L'AIU poursuit son travail sur les approches innovantes en matière de programme doctoraux en Afrique.

L'AIU est heureuse d'annoncer que trois nouveaux experts ont accepté de **rejoindre le groupe de travail d'experts internationaux** de l'AIU.

Voir : www.iau-aiu.net/content/doctoral-programmes

Une **réunion de stratégie** pour développer de nouvelles initiatives pour 2015 -2020 sera accueillie par le président du groupe: Professeur Aryeetey, vice-chancelier, University of Ghana au Ghana à l'automne. Plus d'informations seront publiées en ligne prochainement.

Contact : h.vantland@iau-aiu.net

Entre temps, au cours des derniers mois, **la plupart des travaux de l'AIU se sont concentrés sur la publication d'un numéro spécial Higher Education Policy sur IDEA** (voir ci-dessous) et sur le développement et l'amélioration du portail international de l'AIU sur les approches novatrices de la formation doctorale en Afrique. www.idea-PhD.net



Innovative Approaches
to Doctoral Education in Africa

Lancé en 2012 à l'occasion de la 14^e Conférence générale de l'AIU, le portail IDEA-PhD sert non seulement de banque d'informations mais offre aussi un espace dédié aux (futurs) partenaires dans le domaine de la formation doctorale pour leur permettre de partager activement des informations sur leurs projets et événements et offrir des possibilités de mise en réseau à tous les acteurs de la formation doctorale.

Le **processus de soumission** a été simplifié pour tous ceux qui souhaitent partager leurs informations ; il comprend de nouvelles lignes directrices concernant la présentation des données. Les visiteurs du portail ont la possibilité de soumettre directement leurs informations en ligne ou de télécharger le formulaire approprié et de l'envoyer par email à phdidea@gmail.com.

Outre ces changements administratifs, l'AIU est heureuse de vous informer que le portail est continuellement mis à jour, avec de nouvelles informations ajoutées par l'équipe IDEA-PhD. **Assurez-vous que vos événements et initiatives figurent sur la liste** pour qu'ils puissent être partagés et susciter l'intérêt des personnes que vous souhaitez voir y participer ! IDEA-PhD est également sur Twitter (@IDEAPHD). L'équipe utilise cet outil pour partager des informations sur l'enseignement supérieur au niveau mondial ainsi que sur le portail.

En avril, le **Président du Groupe de travail IDEA-PhD, Pr. E. Aryeetey**, Vice-chancelier, University of Ghana et Membre du Conseil d'Administration de l'AIU, a lancé **un appel à participation mondial** qui a été partagé avec les directeurs d'EES listés dans le *Guide to Higher Education in Africa*, préparé par l'AIU et l'AUA, ainsi qu'avec des professionnels intéressés sur tout le continent africain.



En lançant cet appel, le Professeur Aryeetey a réaffirmé l'importance pour les établissements d'enseignement supérieur africains de s'approprier cette initiative pour leur permettre de développer un réseau d'échanges et de communication solide et ainsi renforcer la formation doctorale en Afrique et pour l'Afrique.

Depuis son lancement, le 'trafic' sur le portail a régulièrement augmenté.

L'an dernier, le portail a accueilli plus de 4 000 visiteurs du monde entier et a reçu en mars cinq fois plus de visites qu'en 2013.

L'AIU cherche encore à élargir la portée du portail avec une participation plus active des communautés africaines de l'enseignement supérieur au profit de l'Afrique et au-delà. Comme le déclare le Pr. Aryeetey : il n'est pas nécessaire d'établir des programmes doctoraux africains en tant que tels mais il est nécessaire d'établir des programmes doctoraux solides bénéficiant d'une reconnaissance et d'une portée internationales tout en ayant une vraie pertinence au niveau local.

IDEA-PhD accepte des 'posts' portant sur des événements à venir, des appels à propositions ou des candidatures, et sur des documents relatifs au développement de la recherche doctorale et des programmes s'y rapportant. Le portail représente pour votre établissement une opportunité unique de présenter ses programmes doctoraux et les activités s'y rapportant. Il vous permet également de faire part des défis que vous rencontrez et de solliciter l'assistance de la communauté de l'enseignement supérieur au sens large.

Participez en envoyant les informations que vous souhaiteriez voir publiées sur le portail !

Extrait de l'appel à candidatures du Pr. Aryeetey, avril-mai 2014

En outre, l'équipe en charge de la conception du portail a publié une enquête de satisfaction pour évaluer la qualité du travail de l'AIU dans ce domaine. L'enquête vise à mieux suivre et mieux évaluer les utilisations les plus courantes du portail et le degré d'accessibilité et d'utilité des informations fournies. IDEA-PhD utilisera les données recueillies en vue d'améliorer aussi bien la forme que le contenu pour répondre à l'évolution des besoins des utilisateurs.

Le Portail n'aurait pas pu être développé sans l'aide financière modeste mais précieuse de l'Agence suédoise de coopération au développement international (Sida) et sans la coopération d'experts et les contributions de Nadja Gmelch (ACUP) et de Luis Villarejo (UoC) Espagne.

L'AIU se doit de remercier chaleureusement Haley Norris, étudiante à Tulane University, États-Unis et le Programme EDUCO en France, qui a offert un soutien inestimable à l'équipe AIU-IDEA lors de son stage à l'AIU.

Si vous souhaitez entreprendre un stage dans le domaine IDEA, merci de contacter le Dr van't Land, *Directrice, Adhésions et développement des programmes et Chef de projet IDEA* (h.vantland@iau-aiu.net) et Nick Poulton, *Secrétaire de Rédaction* (n.poulton@iau-aiu.net)

➔ Une nouvelle publication sur l'enseignement doctoral en Afrique est maintenant disponible

L'édition de juin 2014 de *Higher Education Policy (HEP 27/2)* porte sur 'Innovative Approaches to Doctoral Education in Africa (IDEA-PhD)'.

Voir: www.iau-aiu.net/content/latest-issue-0

► PROJET DE L'AIU SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET L'ÉDUCATION POUR TOUS (ET LES OMD S'Y RAPPORTANT) – PROJET HEEFA

Le Projet de l'AIU sur le renforcement de l'engagement de l'enseignement supérieur (ES) et de la recherche en vue de réaliser les objectifs de l'Éducation pour Tous (EPT), baptisé HEEFA, comprend trois types d'activités liées au : Renforcement de la communauté (Portail et Lettre d'information HEEFA) ; Renforcement de l'engagement (Groupe de référence) ; et Renforcement des capacités.

Dans le cadre de l'activité liée au renforcement des capacités, l'équipe de l'AIU, en collaboration avec Lady Irwin College, University of Delhi, établissement Membre de l'AIU, a organisé un atelier collaboratif pour renforcer les liens entre l'enseignement supérieur et l'EPT. L'atelier a eu lieu à New Delhi en Inde, les 20 et 21 mars 2014. Organisé pour la deuxième fois en Asie, cet atelier est le cinquième en son genre, après ceux organisés avec University of Nairobi, Nairobi, Kenya (janvier 2013) ; Tribhuvan University, Katmandou, Népal (décembre 2012) ; l'Université de Ouagadougou, Ouagadougou, Burkina Faso (juillet 2010) ; et Universidad Autonoma del Estado de Morelos, Cuernavaca, Mexique (mai 2010).

⊕ Atelier collaboratif HEEFA

New Delhi, 2014

L'objectif de l'atelier de l'AIU intitulé *Une activité en trois étapes pour discuter des liens entre l'enseignement supérieur et l'EPT au niveau local* est de renforcer les capacités locales et ainsi accentuer l'engagement de l'enseignement supérieur – en tant que secteur – en vue de réaliser les objectifs de l'EPT au niveau local. L'atelier s'est appuyé sur les résultats de deux ateliers pilotes organisés à Cuernavaca au Mexique, et Ouagadougou au Burkina Faso, en 2010. Le module a ensuite été validé par le Groupe de référence de l'AIU sur l'enseignement supérieur et l'EPT composé de 30 Membres, représentant toutes les régions du monde.

L'atelier a été conçu pour sensibiliser la communauté de l'enseignement supérieur à l'EPT et parallèlement, de sensibiliser les autres acteurs de l'EPT, au travail accompli par les établissements d'enseignement supérieur dans ce domaine en incluant le secteur de



Atelier HEEFA de l'AIU à New Delhi, février 2014

l'enseignement supérieur lui-même. Les participants ont également été invités à penser hors des sentiers battus pour définir comment renforcer concrètement l'engagement de l'enseignement supérieur dans l'EPT dans leurs pays respectifs et établir un plan d'action pour déterminer la marche à suivre dans ce domaine.

A New Delhi, l'atelier a réuni une centaine de représentants du secteur de l'enseignement supérieur et d'autres niveaux d'enseignement. Le Ministère du Développement des ressources humaines était représenté par le Secrétaire du Département de l'Enseignement supérieur et le Directeur Général de l'Autorité nationale en charge de la mission pour l'alphabétisation dépendant du Département de l'éducation scolaire et de l'alphabétisation. L'événement a réuni 30 hauts représentants du secteur de l'enseignement supérieur, d'autres niveaux d'enseignement et d'ONG locales. Pour la première fois, l'atelier était ouvert au corps étudiant et au corps enseignant, ce qui représentait au total une centaine de participants.

L'atelier s'est conclu par la validation d'une liste de recommandations, parmi lesquelles figurait l'utilisation du Portail HEEFA de l'AIU. Un plan d'action a été élaboré et comporte trois axes :

- La nécessité de conduire des projets de recherche interdisciplinaire ;
- Des pédagogies d'enseignement innovantes et inclusives, telles que des stages et de nouveaux programmes ECCE ;

- La création d'un Portail sur les services communautaires et un Centre de ressources.

Le Directeur Général de l'Autorité nationale en charge de la mission pour l'alphabétisation s'est dit personnellement intéressé par les résultats de l'atelier.

Deux membres du Groupe de référence de l'AIU sur l'enseignement supérieur et l'EPT, issus de Universitat Politecnica de Catalunya (Espagne) et de University of Delhi (Inde), ont également assisté à l'atelier.

L'AIU était représenté par Nadja Kymlicka, Consultante de l'AIU pour le projet, et Isabelle Turmaine, Directrice du Centre d'Information et des Services de Communications de l'AIU.

⊕ Evénements en 2014

L'AIU organisera un séminaire d'évaluation et de suivi d'une durée de trois jours en novembre 2014. Il sera accueilli par Hacettepe University, établissement membre de l'AIU, à Ankara, Turquie.

L'objectif est d'évaluer les résultats du Projet HEEFA et d'identifier la marche à suivre. L'événement inclura également la réunion du Groupe consultatif partenaire du projet de l'Union européenne, ICT4Information Accessibility in Learning (ICT4IAL), pour examiner le projet HEEFA du point de vue de l'accessibilité en ligne. Les partenaires organisateurs et les membres du Groupe de référence des ateliers précédents seront invités.

Équipe du projet HEEFA au sein de l'AIU : Nadja Kymlicka (n.kymlicka@iau-aiu.net) et Isabelle Turmaine (i.turmaine@iau-aiu.net)

Le Projet HEEFA est réalisé grâce au soutien financier de l'Agence suédoise de coopération au développement international (Sida) Plus d'informations à l'adresse suivante :

www.iau-aiu.net/content/efamdgs

⊕ HEEFA Portal



“ **Que font les autres établissements dans le domaine de l'EPT ?**

Vous voulez avoir des commentaires sur votre projet de recherche dans un domaine lié à l'EPT ?

Pas sûr de ce que signifie l'EPT ?

Comment s'impliquer ? ,,

Consultez le **Portail HEEFA** pour obtenir les réponses à ces questions. Faites même mieux, inscrivez-vous ! www.heefa.net

Le Portail HEEFA (Enseignement supérieur et Education pour Tous) s'inscrit dans le projet de l'AIU dont l'objectif est de sensibiliser les personnes concernées à la contribution de l'enseignement supérieur dans la réalisation des objectifs de l'Education pour Tous. A cette



fin, le Portail vise à être le principal point d'entrée permettant à la communauté de l'enseignement supérieur d'en savoir plus et de partager des idées sur l'EPT à travers sa base de données en ligne gratuite, son forum, sa lettre d'information trimestrielle et ses actualités. Les utilisateurs inscrits (monde universitaire, doctorants, experts) peuvent entrer leurs projets et documents, principalement des thèses, dans la base de données en ligne gratuite HEEFA.

Afin de sensibiliser les personnes intéressées au Portail HEEFA, une stratégie de communication et une campagne de marketing en ligne ont été lancées durant la Semaine mondiale d'action pour l'EPT, du 4 au 10 mai.

► LEADHER

Le **Programme de Développement du Leadership pour la Réforme Institutionnelle dans l'Enseignement Supérieur (LEADHER)** crée des opportunités d'apprentissage collaboratif entre les établissements Membres de l'AIU. Il donne corps à la mission de l'AIU de **renforcer l'enseignement supérieur dans le monde** en facilitant les échanges entre ses Membres. Plusieurs compétitions ont été organisées depuis 2007 et plus de 65 Membres de l'AIU ont reçu des subventions leur permettant de travailler en collaboration dans divers domaines de réforme en cours dans leurs établissements.

Le financement de ce programme a été réalisé grâce à la subvention que l'AIU a une nouvelle fois obtenue auprès de l'Agence suédoise de coopération au développement international (Sida). En phase avec une politique favorisant le développement de la recherche et avec les objectifs que l'AIU partage avec Sida, le principal but du Programme LEADHER est la production de recherche et de connaissances dans les universités des pays en développement. Le programme vise spécifiquement à améliorer la coopération Sud-Sud et Nord-Sud en vue de renforcer les capacités des établissements d'enseignement supérieur en matière de recherche et de gestion de la recherche, en particulier des pays en développement.

⊕ Activités menées à terme en 2013

En 2013, 6 subventions ont été allouées pour des projets visant à renforcer la mission de recherche des universités :

1. Moi University (Kenya) et Alexandria University (Egypte) ont travaillé ensemble sur un projet visant à renforcer réciproquement leurs capacités de formation des chercheurs, en particulier en ce qui concerne les programmes de doctorat innovants et le renforcement des capacités de recherche à travers l'internationalisation. Des visites d'étude mutuelles ont eu lieu en mars (Egypte) et en novembre (Kenya) 2013. Alexandria University et Moi University avaient déjà commencé à collaborer quelque temps avant de recevoir une subvention LEADHER. Des moyens financiers étaient cependant nécessaires pour activer le Protocole d'accord qu'ils avaient conclu et concrétiser leurs souhaits de collaboration.



Moi University (Kenya) et Alexandria University (Egypte) se rencontrent via un projet LEADHER conjoint

2. University of Salford (Royaume Uni) et University of Ilorin (Nigeria) ont partagé un projet ciblé sur la formation des chercheurs, en particulier en ce qui concerne les programmes de doctorat innovants. Après avoir identifié les valeurs communes et les aspirations académiques des deux établissements, le projet a contribué à développer leurs relations de travail dans le domaine des soins de santé, de la formation et de l'éducation. Une délégation de cinq personnes de University of Ilorin s'est rendue à University of Salford en mai 2013. Le projet a considérablement amélioré la relation des deux établissements, et il a notamment été décidé de signer un protocole d'accord, de former un groupe conjoint de recherche pluridisciplinaire, et d'étudier les opportunités de collaboration à travers les technologies d'enseignement et d'apprentissage.



Une initiative conjointe de University of Salford (Royaume Uni) et University of Ilorin (Nigeria)



LEADHER favorise les échanges entre des universités aussi différentes que European Humanities University et Kenyatta University. Rendez-vous en ligne pour en apprendre plus au sujet du programme.

3. **National University of Lesotho (Lesotho) et Nelson Mandela Metropolitan University (Afrique du Sud)** ont été sélectionnées pour conduire un projet commun comportant plusieurs objectifs : la création d'un Institut de recherche au sein de University of Lesotho ; étudier la possibilité de développer des programmes de collaboration innovants, en particulier des programmes de doctorat qui répondent aux besoins du Lesotho en ce qui concerne sa future croissance économique ; développer des programmes de doctorat innovants qui contribueront à renforcer le système national d'innovation en Afrique du Sud. L'équipe de National University of Lesotho (NUL) impliquée dans la réalisation du projet s'est rendue à Nelson Mandela Metropolitan University (NMMU) du 20 au 23 mai 2013, et l'équipe de NMMU a eu l'occasion de se rendre à NUL du 21 au 23 août 2013.
4. **Institut de Médecine, Sahlgrenska Academy, University of Gothenburg (Suède) et Institut de Médecine, Tribhuvan University (Népal)** : le principal objectif de ce projet de collaboration internationale était, pour les établissements impliqués, de se focaliser sur la planification de la recherche et la formation des chercheurs, notamment dans des domaines où les partenaires ont un intérêt commun et des expériences complémentaires. Les deux établissements ont envisagé spécifiquement de (1) établir une collaboration pour le développement de programmes de doctorat au Népal et (2) promouvoir le développement professionnel et le partage des connaissances entre la Suède et le Népal en vue de renforcer aussi bien les capacités de recherche que la formation des chercheurs. Deux visites d'étude ont eu lieu au printemps (à Katmandou au Népal) et à l'automne (à Göteborg en Suède) 2013.
5. **European Humanities University (Lituanie) et Moldova State University (Moldavie)** ont travaillé en collaboration sur un projet visant principalement à faire évoluer la gestion de la recherche et le renforcement des capacités de recherche de EHU et de MSU, et également à concevoir et mettre en œuvre une politique et une culture de la recherche. Les changements attendus à différents niveaux (individuel, au niveau des groupes, départemental et institutionnel) ont été motivés à travers l'échange mutuel d'idées sur la gestion de la recherche et les stratégies de mise en œuvre, et ont été en partie initiées à travers la création de partenariats de recherche. Une seule visite d'étude a été organisée en novembre 2013.
6. **Open University of Catalunya (Espagne) et Kenyatta University (Kenya)** avec la participation de ACUP (Espagne) : la subvention LEADHER a permis à trois experts espagnols de se rendre à Kenyatta University en juillet 2013. Cette visite a été suivie d'une visite à Barcelone en octobre 2013. Intitulé 'PLEDS' (Environnement d'apprentissage personnel pour les doctorants), le projet a porté sur la formation des chercheurs, en particulier les programmes de doctorat innovants, et sur la collecte, la préservation et la diffusion des résultats de recherche (publications, brevets, produits, etc.). Son objectif était d'analyser l'utilisation des technologies numériques, plus spécifiquement les outils Web 2.0, afin de répondre aux deux besoins cruciaux identifiés dans la formation doctorale en Afrique subsaharienne : (1) l'encadrement des doctorants et (2) la visibilité de la recherche.



⊕ Activités en cours en 2014

La compétition LEADHER 2014 a été lancée début novembre 2013. L'AIU est heureuse d'annoncer qu'elle a reçu à cette occasion pas moins de 22 dossiers de candidature ! Après une sélection minutieuse, le Comité de sélection a pris sa décision et les résultats de la compétition ont été annoncés en mars 2014. Tous les projets sont désormais lancés et les activités sont en cours. Les 6 projets LEADHER sélectionnés pour 2014 sont les suivants :

Résultats de la compétition 2014

ETABLISSEMENT	PAYS	DOMAINES DE RECHERCHE
Daffodil International University	Bangladesh	• Approches innovantes pour le renforcement des capacités de recherche via la coopération
Universiti Sains Malaysia	Malaisie	• Collecte, Collection, entretien et diffusion des résultats de recherche (publications, brevets, produits, etc.)
Institute of business Management	Pakistan	• Formation à la recherche, en particulier les programmes doctoraux innovants
Caucasus University	Géorgie	• Renforcement des capacités via l'internationalisation
Ho Chi Minh City University of Transport	Vietnam	• Approches innovantes pour le renforcement des capacités de recherche via la coopération
University of Salamanca	Espagne	• Renforcement des capacités via l'internationalisation
University of Petroleum and Energy Studies	Inde	• Formation à la recherche, en particulier les programmes doctoraux innovants
Kwame Nkrumah University of Science and Technology	Ghana	• Approches innovantes pour le renforcement des capacités de recherche via la coopération
James Madison University (JMU)	États-Unis d'Amérique	• Approches innovantes pour le renforcement des capacités de recherche via la coopération
University of Dar es Salaam	Tanzanie	• Renforcement des capacités via l'internationalisation
National Aerospace University Kharkiv Aviation Institute	Ukraine	• Formation à la recherche, en particulier les programmes doctoraux innovants
University of Uyo	Nigéria	

La **prochaine compétition LEADHER** sera lancée en **septembre 2014** pour des projets qui devront être conduits et finalisés au **30 juin 2015**. De plus amples informations seront mises en ligne sur le site Web de l'AIU en temps voulu. Pour en savoir plus sur le Programme LEADHER, veuillez consulter www.iau-aiu.net/content/leadher et/ou contacter Élodie Boisfer, Chargée de Programmes à l'AIU (e.boisfer@iau-aiu.net).

► INITIATIVES DE L'AIU EN MATIÈRE D'ÉTHIQUE

Les considérations éthiques semblent être de plus en plus fréquemment liées à divers aspects de l'enseignement supérieur, à commencer par l'intégrité scientifique, le plagiat, le recrutement des étudiants, le recrutement et les promotions des enseignants. Elles englobent également le besoin d'encourager la compréhension de dilemmes éthiques chez les étudiants et de préparer les diplômés à faire face à des questions éthiques complexes. Le **Groupe de travail AIU-Magna Charta Observatory (MCO) sur l'éthique**, présidé depuis 2012 par le **Pr. Stephen Freedman**, *Vice-recteur principal, Fordham University, États-Unis*, est bien conscient de cette diversité et des nombreux sujets qui s'inscrivent dans le cadre des considérations éthiques dans l'enseignement supérieur.

En effet, les lignes directrices AIU-MCO développées par le groupe de travail sont très complètes dans le sens où elles mettent principalement l'accent sur l'« institution éthique » et dressent une liste complète des domaines et des actions qui doivent être abordés à travers différentes politiques et pratiques.

Le prochain atelier sera organisé dans le cadre du Symposium 2014 de Magna Charta Observatory. Notez d'ores et déjà les dates dans vos agendas !

Lors de la plus récente téléconférence du Groupe de travail (28 janvier 2014), les Membres ont décidé d'organiser un atelier sur les lignes directrices dans le cadre du Symposium 2014 de Magna Charta Observatory, qui marque le 26^e anniversaire de la signature du Magna Charta Universitatum. Le Symposium s'intitule **University Integrity – Society's Benefit** et l'atelier coordonné par l'AIU aura pour thème **Ethics in Education and Research**. Les intervenants confirmés incluent **Kees Schuyt**, *Président du National Board for Research Integrity in the Netherlands*, **Sven Widmalm**, *Professeur d'histoire de la science et des idées, Uppsala University*, et **Inga Zaleniene**, *Vice-rectrice pour la recherche et les relations internationales, Mykolas Romeris University, Vilnius*. **Eva Egron-Polak**, *Secrétaire générale de l'AIU*, *présidera la session*.

Vous pouvez consulter le programme complet de la conférence à l'adresse suivante : www.uu.se/en/magnacharta/programme

L'AIU – COLLABORATION ET RÉSEAUTAGE

Depuis le dernier numéro d'AIU Horizons mis sous presse, l'AIU a été représentée lors des événements suivants :

2014

Global Dialogue on the future of international education http://www.cbie-bcei.ca/	Port Elizabeth, Afrique du Sud	janvier
Réunion du conseil, Magna Charta Observatory	Amsterdam, les Pays-Bas	janvier
EU-USR FG (Focus Group on University Social Responsibility)	Bruxelles, Belgique	janvier
Sis Catalyst Policy Seminar Preparation Meeting ; séminaire d'une journée sur <i>Ethics, impact and inclusive excellence in higher education</i> – www.siscatalyst.eu/	Liverpool, Royaume Uni	janvier
Salon de l'Étudiant « Etudier à l'étranger »	Paris, France	février
Atelier collaboratif de l'AIU – HEEFA – Lady Irwin College, University of Delhi	Delhi, Inde	février
Malaysian National Higher Education Strategic Plan Review	Kuala Lumpur, Malaisie	mars
Conférence internationale 2014 de l'AIU – www.iau-aiu.net	Iquitos, Pérou	mars
VISIR Seminar on e-Learning: Micro-innovation matters!	Bruxelles, Belgique	mars
25 ^e anniversaire de EAIE: <i>Economics and ethics in international higher education</i>	Amsterdam, Pays-Bas	mars
Innovact European Campus Awards	Reims, France	avril
Princeton-Fung Global Forum	Paris, France	avril
2 nd and 3 rd meeting ad hoc group on Competences for Democratic Culture and Intercultural Dialogue (CDCID)	Strasbourg, France	avril et juin
World Literacy Summit (WLS) – Oxford University	Oxford, Royaume Uni	avril
Going Global, British Council	Miami, États-Unis d'Amérique	avril
GEM 2014 (Global Education for All Meeting)	Muscat, Oman	mai
8 th Session of IFAP Council (Information for All Programme, UNESCO)	UNESCO, Paris	mai
7 th CCNGO/EFA meeting (Collective Consultation of NGOs on Education for All)	Santiago, Chili	mai
ICT4IAL Fifth Project Advisory Group Meeting	Brussels, Belgium	mai
NAFSA	San Diego, États- Unis d'Amérique	mai
Eurasian diversity and the role of universities for Sustainable Development – VII th Astana Economic Forum – Al-Farabi Kazakh National University	Astana, Kazakhstan	mai
EAN Annual Conference 2014, <i>Hidden Potential or Hollow Promise? – Can Technologies Deliver Wider Access and Success in Higher Education?</i> www.ean-edu.org/	Edinburgh, Royaume Uni	juin
L'AIU a pris part au EUA Council for Doctoral Education annual Meeting on "Doctoral Education: Think globally, act locally" – www.eua.be/eua-cde-liverpool.aspx	Liverpool, Royaume Uni	juin
IAUP Triennial Conference: IAU takes part in two sessions: a. <i>Session on sustainable development</i> ; b. <i>Role of Women in Higher Education</i>	Yokohama, Japon	juin
Lancement du U-Multirank www.multirank.org	Athènes, Grèce	juin
Réunion UN-DESD	Paris, France	juin



NOUVELLES DES MEMBRES

L'AIU est heureuse d'accueillir les nouveaux Membres suivants. Ils se sont joints ou ont rejoint l'Association depuis Janvier 2014.

INSTITUTIONS

École Nationale Supérieure des Travaux Public (ENSTP), Cameroun
www.enstp.cm



University of Sadat City (USC), Egypte
www.usc.edu.eg



Islamic Science University of Malaysia, Malaisie
www.usim.edu.my



Sharda University, Inde
www.sharda.ac.in



Petre Andrei University of Iasi, Roumanie
www.upa.ro – renouvellement d'adhésion



Holy Family University – Batroun, Liban
www.usf.edu.lb



Simad University, Somalie
www.simad.edu.so



Chandigarh University, Inde
www.chandigarhuniversity.ac.in



De La Salle-College of Saint Benilde, Philippines
www.benilde.edu.ph



Epoka University, Albanie
www.epoka.edu.al



Cardiff Metropolitan University, Royaume Uni
www3.cardiffmet.ac.uk



COMSATS Institute of Information Technology, Pakistan
www.comsats.edu.pk



Box Hill Institute, Australie
www.bhtafe.edu.au



Kazakh State Women's Teacher Training University, Kazakhstan
www.kazmkpu.kz



Princess Nora Bint Abdul Rahman University, Arabie Saoudite
www.pnu.edu.sa



Nagoya Institute of Technology, Japon
www.nitech.ac.jp



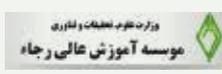
Jimma University, Ethiopie
www.ju.edu.et



P E S University, Inde
www.pes.edu



Raja university, Iran
www.raja.ac.ir



Tehran University of Medical Sciences, Iran
www.tums.ac.ir – renouvellement d'adhésion



Institut national de la recherche scientifique, Canada
www.inrs.ca – renouvellement d'adhésion



OBSERVATEUR

Assam Don Bosco University, Inde
www.dbu.edu.in



L'AIU en chiffres

A compter du 1^{er} juin 2014, l'AIU dénombre:

- > 626 établissements (dont 5 observateurs),
- > 28 Organisations,
- > 15 Affiliés et
- > 19 Associés.

AFFILIÉS

International Education Association of Australia, Australie
www.ieaa.org.au



Association of International Credential Evaluators (AICE), États-Unis d'Amérique
www.aice-eval.org



+ NOUVEAUX BUREAUX DE L'AIU

Le Secrétariat de l'AIU a installé ses nouveaux bureaux au siège de l'UNESCO et conserve ses adresses postale et électronique ainsi que les numéros de téléphone des membres du personnel. Les nouveaux bureaux sont situés dans le même bâtiment que la plupart des délégations de l'UNESCO et confirme notre positionnement vis-à-vis de l'agence. Nous invitons tous les membres qui sont en déplacement à Paris à venir nous rendre visite.

Contact : iau@iau-aiu.net

+ L'AIU FÉLICITE

L'AIU adresse ses félicitations à **Juan Ramón de la Fuente**, Président sortant de l'AIU et ancien Recteur de l'UNAM pour sa nomination au poste de **Président du Conseil consultatif du réseau Laureate International Universities au Mexique**.

Laureate International Universities est un important réseau d'établissements d'enseignement supérieur, comprenant plus de 800 000 étudiants inscrits et plus de 75 établissements dans 30 pays. La nomination du Dr. de la Fuente est le signe d'un nouvel élan visant à renforcer la qualité de l'offre de formation au sein du réseau mexicain. Davantage d'informations en ligne à l'adresse suivante : www.laureate.net/OurNetwork



Mykolas Romeris University, Vilnius, Lituanie, en collaboration avec des universités européennes et asiatiques, à savoir University of Bologna, Middlesex University, Linnaeus University, University of Zagreb (UE),

Dongseo University, Josai University, Huazhong University (Asie), a lancé le '**Knowledge Consortium Social Technologies for a Smart and Inclusive Society (SOCTECH)**'.

L'objectif général du **Consortium de la connaissance (SOCTECH)** est d'unir les établissements d'enseignement supérieur et les entreprises pour les aider à mettre en œuvre la vision des sociétés intelligentes et inclusives à travers des innovations basées sur des technologies sociales.

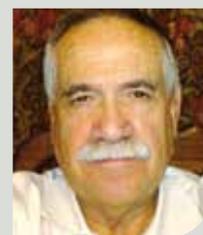
Les objectifs du **Knowledge Consortium European-Asian Social Technologies for a Smart and Inclusive Society** sont les suivants :

- prendre part à des projets de recherche et à des projets éducatifs et entrepreneuriaux dans le cadre de mécanismes de financement européens et asiatiques ;
- faciliter la co-création et l'échange de connaissances interdisciplinaires ;
- promouvoir l'échange transcontinental d'étudiants, de personnel académique et de personnel administratif ;
- encourager la coopération culturelle et entrepreneuriale ;
- améliorer les services internationaux et intersectoriels offerts à la société aux niveaux individuel, organisationnel et systémique.

Pour rejoindre le **SOCTECH**, merci de contacter : research@mruni.eu et kajasiunaite@mruni.eu.

In Memoriam

Alejandro Chao Barona, Mexique



L'Association internationale des Universités exprime sa tristesse et son indignation à la nouvelle de l'assassinat du Dr. Alejandro Chao Barona et de sa femme Sara Rojas Chao dans leur maison à Cuernavacas, Etat de Morelos, Mexique. Tous deux étaient bien connus du et admirés par le Secrétariat de l'AIU et le Groupe de Référence sur l'enseignement supérieur et l'EPT.

Le Dr. Chao était très actif dans le domaine de la reconnaissance et de la mise en valeur des savoirs traditionnels et des langues indigènes dans l'Etat de Morelos et à l'international. Il a enseigné pendant 36 ans à l'Universidad Autonoma del Estado de Morelos, où il a créé la Direction du Développement communautaire. Il était aussi un des membres fondateurs du Groupe de référence sur l'enseignement supérieur et l'EPT de l'AIU, et avait réussi à promouvoir la place de l'enseignement supérieur dans l'EPT dans l'Etat de Morelos.

Nous nous rappellerons de leur immense générosité et gentillesse envers tous.

Elzbieta Karwat, ancienne Documentaliste de l'AIU



Elzbieta est décédée en mai. Elle a travaillé pour l'AIU pendant deux décennies et sa contribution au développement du centre d'information de l'AIU a été très appréciée et forme toujours la base du travail effectué aujourd'hui. Elle aura trop peu profité de sa retraite. Nous lui disons au revoir et faisons part de nos plus sincères condoléances à sa famille.



OPPORTUNITÉS POUR LES MEMBRES – IMPLIQUEZ-VOUS DANS LA VIE DE L'AIU ET BÉNÉFICIEZ PLEINEMENT DES SERVICES ET AUTRES POSSIBILITÉS OFFERTES DONT:

CONFÉRENCES ET SÉMINAIRES DE L'AIU

👉 Voir page 2 « dates importantes ! », pour en apprendre plus sur les prochains séminaires, réunion de groupe d'experts, la Conférence internationale 2015 de l'AIU, la Réunion mondiale des Associations de 2015 et plus

RÉSEAUTAGE ET PARTAGE

Enseignement supérieur et développement durable (ESDD)

👉 Inscrivez votre établissement et promouvez les actions qui y sont entreprises en réponse aux besoins d'approches innovantes à mettre en place afin d'assurer un meilleur avenir pour tous grâce à l'éducation, l'enseignement, la recherche, l'engagement des communautés et plus. Inscrivez vos actions et initiatives sur le **Portail de l'AIU sur l'enseignement supérieur et le développement durable** : www.iau-hesd.net

Education Pour Tous (EPT)

👉 Enregistrez vos données sur les projets de l'enseignement supérieur, documents et inscrivez-vous en tant qu'expert en questions relatives à l'EPT sur le **Portail sur l'enseignement supérieur et l'éducation pour tous (HEEFA)** : www.heefa.net/

Approches innovantes des programmes doctoraux en Afrique (IDEA-PhD)

👉 Présentez vos programmes de formations doctorales, initiatives et opportunités en ligne sur le Portail IDEA-PhD de l'AIU (www.idea-phd.net). Le portail a été ouvert initialement pour servir l'Afrique ; il présente ainsi nombre de projets collaboratifs avec des EES africains. Il s'adresse par ailleurs également aux EES des autres continents.

👉 Prenez part également à l'enquête de satisfaction : www.idea-phd.net/

FAITES DE LA PUBLICITÉ POUR VOTRE ÉTABLISSEMENT

👉 Partagez de l'information au sujet de conférences, publications et autres événements importants avec l'ensemble de la communauté de l'enseignement supérieur via la section Actualités des Membres du site web de l'AIU. Envoyez vos nouvelles à l'AIU à s.andriambololo@iau-aiu.net

👉 Annoncez vos vacances de postes via Global Academy Jobs : www.iau-aiu.net/node/1085

OPPORTUNITÉS DE PUBLICATION

👉 Soumettez un article de recherche la revue scientifique *Higher Education Policy!* www.iau-aiu.net/content/hep

👉 Écrivez un article résumant vos récents projets ou activités, ou encore ceux de votre établissement pour parution dans le magazine de votre Association, *AIU Horizons*.

👉 Soumettez des publications afin qu'elles soient répertoriées dans la **Base de données sur l'enseignement supérieur dans le monde (HEDBIB)**. Contact : a.sudic@iau-aiu.net

BOURSES ET SERVICES

👉 Réviser la stratégie d'internationalisation de votre établissement ainsi que les activités qui y sont liées en faisant appel au service de **conseil en matière de stratégies d'internationalisation (ISAS) de l'AIU**. Contactez r.hudson@iau-aiu.net et consultez www.iau-aiu.net/content/isas

👉 Demeurez informés des prochaines compétitions LEADHER : www.iau-aiu.net/fr/content/leadher

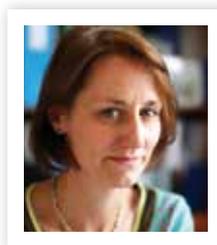
FAITES USAGE DES DÉCLARATIONS DE PRINCIPE DE L'AIU telles que :

- 👉 *La déclaration d'Iquitos sur l'enseignement supérieur pour le développement durable (2014)*
- 👉 *Renforcer les valeurs académiques dans l'internationalisation de l'enseignement supérieur : Un appel à l'action (2012)*
- 👉 *Guide AIU-OMC pour l'établissement d'un Code de déontologie dans les établissements d'enseignement supérieur et de recherche (2012)*
- 👉 *Accès équitable, succès et qualité dans l'enseignement supérieur (2008)*
- 👉 *Un enseignement supérieur de qualité au-delà des frontières (2005)*
- 👉 *Universités et technologies de l'information et de la communication (TIC) (2004)*
- 👉 *Vers un siècle de coopération : l'internationalisation de l'enseignement supérieur (2000)*
- 👉 *Liberté académique, autonomie universitaire et responsabilité sociale (1998)*
- 👉 *Déclaration de Buenos Aires sur le financement de l'enseignement supérieur (1994)*
- 👉 *Déclaration de Kyoto sur le développement durable (1993)*

➡ DEVENEZ MEMBRE POUR BÉNÉFICIER PLEINEMENT DES SERVICES ET OPPORTUNITÉS OFFERTS !
De plus amples information sur : www.iau-aiu.net/content/join

DOSSIER THÉMATIQUE

TIC en éducation : révolution ou évolution ?



par **Hilligje van't Land**, Directrice, Adhésions et Développement des Programmes de l'AIU



Chers lecteurs,

TIC dans l'éducation – révolution ou évolution logique de choses ayant commencées il y a un certain temps? C'est l'une des questions à laquelle les 17 contributeurs à ce Dossier thématique répondent tout en s'intéressant aux derniers développements en ce qui concerne les MOOCs, REL, FOAD et TIC en éducation. L'avantage comparatif de l'AIU est de vous offrir une fois de plus un Dossier thématique composé d'articles du monde entier et de répartition équilibrée eu égard au genre des auteurs. Dans l'article d'ouverture, Heila Lotz-Sisitka, intriguée par la popularité des MOOCs, décrit comment elle a testé le phénomène MOOCs, présente une sorte d'analyse SWOT et partage un ensemble de considérations assez critiques. Trois articles examinent le potentiel des TIC, de la FOAD, des REL et des MOOCs pour l'Afrique. Tout en évaluant les possibilités innovantes de l'éducation fondée sur les TIC, ils questionnent dans quelle mesure cela fera vraiment une différence sur le continent. Severin présente une série d'initiatives développées en Amérique latine, débat du pourquoi, quoi et comment de la technologie et de l'éducation et fait valoir que l'intégration des TIC dans l'enseignement supérieur n'est pas tant un défi technique que d'éducation. Dans la même veine, Gore prend position : les MOOCs sont une étape importante vers un système d'enseignement plus ergonomique à l'avenir. Varghese, maintenant en Inde, souligne le fait que l'utilisation générale de l'anglais est un obstacle au fait de profiter pleinement des cours offerts. L'équipe thaïlandaise souligne ainsi la nécessité d'une diversification linguistique et culturelle des nouveaux développements pour que tous en bénéficient dans un monde globalisé. Anuwar Ali indique que l'enseignement et la recherche facilités par les TIC défient maintenant toutes limites et que les TIC génèrent une démocratisation plus poussée de l'enseignement supérieur. Qiong Wang présente l'approche chinoise des MOOCs, des REL et de la FOAD, tandis que les deux derniers articles par Robertson & Olds et Belyavina analysent le phénomène selon une perspective internationale, soulignant qu'il est difficile et chronophage d'offrir des cours en ligne de qualité. Turmaine conclut en prenant parti pour les REL qui devraient être revalorisés face à la marée MOOCs.

Tous prennent position en faveur d'une utilisation des diverses technologies en éducation qui permettrait aux professeurs, chercheurs et étudiants d'améliorer la qualité globale de l'éducation.

La bibliographie générée par HEDBIB et fournie en pages 44-45 propose des pistes de réflexion complémentaires.

Bonne lecture !

P27

Introduction, par *Hilligje Van't Land*, Directrice, Adhésions et Développement des Programmes

P28

Les MOOCs peuvent-ils changer le monde ?, par *Heila Lotz-Sisitka*, Rhodes University, Afrique du Sud

P30 Afrique

01 La formation en ligne ouverte et à distance en Afrique, par *Griff Richards*, African Virtual University

02 Les MOOCs et les REL à University of South Africa – Dangers et promesse, par *MS Makhanya*, *N. Baijnath* et *R. Mare*, University of South Africa (Unisa), Afrique du Sud

P32 Amériques

03 Les MOOCs et l'apprentissage mobile dans un contexte africain, par *Sandi Boga* et *Rory McGreal*, Athabasca University, Canada

04 La technologie dans l'éducation : pourquoi, dans quel but, et comment, par *Eugenio Severin*, Chili

P34 Europe

05 Quel est votre diagnostic, docteur ? Est-ce un MOOC ?, par *Tim Gore*, University of London, Royaume Uni

P35 Asie

06 Les MOOCs et l'enseignement supérieur dans les pays en développement, par *N.V.Varghese*, CPRHE/NUEPA, New Delhi, Inde

07 MOOCs : opportunités, impacts et recommandations pour l'Asie et l'ANASE, par *Pornchai Mongkhonvanit*, *Wichian Premchaiswadi*, *Yhing Sawheny*, Siam University, Thaïlande

08 REL, Formation ouverte et à distance et MOOCs – Dessiner l'avenir numérique de l'enseignement supérieur, par *Anuwar Ali*, Open University Malaysia, Malaisie

09 Projets MOOCs en Chine : Une introduction, par *Qiong Wang*, Peking University, Chine

P41 Perspectives internationales

10 Un MOOC sur la mondialisation de l'enseignement supérieur et de la recherche, par *Kris Olds*, University of Wisconsin-Madison, États-Unis, et *Susan Robertson*, Bristol University, Royaume Uni

11 Les MOOCs sont partout... Que faut-il en penser ?, par *Raisa Belyavina*, Institute of International Education (IIE), Paris, France

P43 Le point de vue de l'AIU

12 Les ressources éducatives libres (REL) plutôt que les MOOCs (Cours en ligne ouverts et massifs) ?, par *Isabelle Turmaine*, AIU

P44

Bibliographie internationale sur les MOOCs, formations ouverte et/ou à distance, REL

Les MOOCs peuvent-ils changer le monde ?



par **Heila Lotz-Sisitka**, Professeure, Chaire Murray & Roberts d'éducation environnementale, Directrice, Environmental Learning Research Centre, Rhodes University, Afrique du Sud
h.lotz-sisitka@ru.ac.za



Les MOOCs se développent partout

Où que vous soyez de nos jours, les MOOCs sont proposés comme une 'solution' au 'problème' éducatif. Le problème éducatif dans le cadre de cette discussion est conceptualisé comme étant capable d'atteindre les 'masses' ou du moins plus de personnes que ce n'est le cas actuellement à travers des interventions pédagogiques. Les MOOCs sont bien entendu un résultat de la mondialisation et des notions mondialisées d'apprentissage tout au long de la vie et sont perçus comme la réponse quand il s'agit de former des gens dans leur salon à travers ce que l'on appelle 'l'apprentissage flexible'.

L'apprentissage flexible implique qu'il est possible d'apprendre ce que vous voulez, quand vous le voulez, et les MOOCs sont structurés pour permettre ce type d'apprentissage. Ceci est bien entendu pratique pour partager des connaissances et offrir une éducation et une formation indépendamment des fuseaux horaires, à l'intention des professionnels occupés ou de ceux qui disposent de plus de temps libre, résultat de la tendance néo-libérale qui vise à créer des formes de travail moins permanentes et plus 'flexibles'. Les MOOCs comblent un vide, le vide laissé par l'emploi à temps plein, et offrent à ceux qui font face quotidiennement au défi de la précarité du travail de parfaire leurs compétences dans leur salon en un clic de souris.

Ma volonté dans ce court article n'est pas de déconstruire ni de révéler les économies politiques cachées de la mondialisation qui deviennent progressivement l'un des moteurs de la construction et de la consommation des MOOCs, mais plutôt de m'intéresser à certains des contenus et des processus d'apprentissage offerts par les MOOCs. Je suis professeure et titulaire d'une chaire d'éducation environnementale et de durabilité en Afrique. Ici, les MOOCs sont perçus comme une solution salvatrice, pas vraiment associés au besoin de combler le vide laissé par les formes de travail précaire néo-libérales par un perfectionnement des compétences, mais plutôt comme une solution qui suggère que les MOOCs seront capables de faire ce que les gouvernements et les enseignants n'ont pas été encore capables de faire, c'est-à-dire s'adresser aux masses d'étudiants pas encore formés ou à ceux qui luttent pour avoir accès à une éducation et une formation formelles en raison de la pauvreté et de la marginalisation.

Les MOOCs : options possibles pour l'innovation en matière de curriculum ?

En Afrique comme ailleurs, des sujets critiques comme la pauvreté, le changement climatique, le développement durable, et ainsi de suite, suscitent de grandes inquiétudes. Sur tout le continent, les universités ont commencé à réorienter leurs programmes d'études

et leurs programmes de recherche pour répondre à ces problèmes épineux. Partout en Afrique (et au-delà), les universités s'efforcent de réorienter le contenu et la pédagogie pour créer un nouvel élan, entraînant par là même une série d'interventions et d'études sur la meilleure façon d'y parvenir. L'un des exemples qui illustrent cette tendance est la récente étude cartographique de Southern African Regional Universities Association (SARUA) qui a cherché à identifier comment les universités d'Afrique australe répondent actuellement aux défis et impératifs en vue de favoriser un développement qui soit compatible avec le climat, en réponse aux récentes conclusions de l'IPCC (2014) qui montrent que l'Afrique est très vulnérable aux impacts et aux effets du changement climatique, menaçant d'annuler les progrès réalisés sur le continent en matière de développement.

L'un des problèmes clés identifiés dans l'étude cartographique de SARUA est le besoin d'innovation en matière de curriculum. Une autre conclusion de l'étude montre que peu d'universités d'Afrique australe utilisent le Web 2.0 pour encourager cette innovation. En approfondissant cette question, j'ai voulu a) identifier les cours en ligne appropriés qui pourraient potentiellement être utilisés par les universités et b) examiner leurs postulats pédagogiques et éducatifs pour déterminer s'ils peuvent offrir des possibilités d'innovation en matière de curriculum pour les universités d'Afrique australe. L'une des principales conclusions des études mondiales sur les MOOCs est que bien qu'ils attirent un grand nombre d'étudiants, peu d'entre eux vont au bout de leur programme. Les statistiques sur la participation aux MOOCs montrent également que les étudiants universitaires utilisent en grand nombre les programmes MOOC, soulignant au passage qu'ils peuvent offrir une extension pédagogique et/ou supplémentaire et/ou une source importante de programmes d'études et de formation pour les étudiants universitaires.

Mon premier axe de travail a consisté à savoir s'il existait des MOOCs sur le changement climatique ou sur le développement compatible avec le climat, ceci constituant le point critique abordé dans l'étude de SARUA. Il n'a pas été étonnant de découvrir que sur le seul site Coursera.org, il existe déjà six MOOCs sur le changement climatique mais aucun développé en Afrique. Il existe également de nombreux MOOCs sur le développement durable et d'autres sujets s'y rapportant ; aucun développé en Afrique. J'ai ensuite décidé de sélectionner et de 'suivre' quelques MOOCs afin d'examiner de plus près leur pédagogie, leurs positions épistémologiques et leur valeur potentielle en tant que ressources/programmes d'enseignement répondant au problème critique du changement climatique, comme indiqué dans l'étude de SARUA.

Suivre et se familiariser avec les MOOCs s'est révélé plaisant et a donné lieu à des interactions utiles en termes d'apprentissage. La structure du programme d'apprentissage, organisé sur une base hebdomadaire, s'est révélée fort intéressante ; de même, les possibilités d'apprentissage reposant sur des ressources soigneusement constituées, en particulier l'utilisation de matériel vidéo soigneusement sélectionné et/ou construit a apporté une plus-value non négligeable aux cours traditionnels sur papier. En structurant l'utilisation du matériel vidéo autour du texte écrit (dans un cas, il s'agissait d'une publication produite par une organisation internationale, et dans l'autre d'un manuel produit par le chargé de cours principal du MOOC – lancé durant le MOOC), le MOOC a permis aux étudiants d'accéder à une plus grande variété de ressources d'apprentissage visuelles. Les autres spécificités du MOOC sont les sessions interactives sur Google, les possibilités de

blog et les opportunités de tchat dont le but est de permettre aux participants au cours de communiquer entre eux en dépassant les frontières spatiales et temporelles. Une analyse de ces 'sites interactifs' a montré qu'ils étaient assez fortement utilisés, faisant émerger certains dialogues intéressants sur les thèmes présentés dans le MOOC. Ceci montre la capacité des MOOCs à faciliter le dialogue international sur des sujets spécifiques, ce qui peut être très bénéfique dans le cadre d'un apprentissage sur le changement climatique, cette problématique n'étant pas 'seulement locale' mais aussi mondiale.

Cependant, certains aspects du MOOC n'étaient pas du tout adaptés dans le cadre d'un bon apprentissage, en particulier les approches superficielles et inadéquates en ce qui concerne les devoirs et les évaluations. Les pratiques d'évaluation relatives aux deux MOOCs que j'ai achevés se sont révélées extrêmement condescendantes, représentant un nivellement par le bas de l'éducation et de l'apprentissage. Bien que des efforts aient été consentis pour faciliter l'évaluation par les pairs, les évaluations se sont révélées quelque peu triviales voire incorrectes ou « mal orientées », dans la mesure où l'évaluation qualitative par les pairs construite sous la forme d'une activité interactive entre des pairs inconnus, n'importe où sur la planète, ne peut qu'échouer, l'évaluation par les pairs devant être une pratique extrêmement située si elle se veut être efficace. Des QCM pour tester les connaissances et la compréhension des textes ont complété l'évaluation. Les QCM se sont révélés faciles. Les devoirs, qui devaient rester 'courts' pour le type de système d'évaluation défini, étaient la plupart du temps journalistiques dans leur construction et dans leur style. Comme l'a déclaré un participant sur un blog, « je pensais m'être inscrit à un cours sur le changement climatique, pas à un cours de journalisme ».

L'un des principaux problèmes que j'ai rencontrés en passant en revue les MOOCs est leur structure épistémologique par rapport à leur objectif. Un MOOC sur le changement climatique devrait être orienté sur les opportunités de transformation favorisant la durabilité et/ou l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, alors qu'un MOOC sur le développement durable devrait être idéalement orienté vers une actualisation des pratiques liées au développement durable dans des contextes divers. Le problème avec 'l'universalité' de la conception des MOOCs (en ce sens qu'ils ont tendance à être conçus pour une utilisation large et universelle) est qu'ils manquent de contextualisation locale adéquate (sauf via les devoirs journalistiques). **Ceci reflète une épistémologie dans laquelle le transfert de connaissances et les rencontres sont privilégiés au détriment d'un engagement dans la praxis. La 'structure' ou l'architecture des MOOCs a tendance à mettre au premier plan le style 'transfert' de l'enseignement, et manque de cadre adéquat permettant des formes plus transgressives d'apprentissage social.**

En conclusion de mon expérience d'apprentissage axée sur des MOOCs impliquant le changement climatique et le développement durable, je dirai que ces cours présentent certains avantages capables de favoriser l'innovation en matière de curriculum, en particulier l'accès à un éventail plus large de ressources d'apprentissage et les possibilités d'échange international. Cependant, à moins que les questions relatives à la contextualisation, à la qualité des devoirs et des évaluations, et à la trajectoire épistémologique favorisant des approches d'apprentissage privilégiant le transfert de connaissances (même

si ces dernières sont construites pour être interactives) ne soient résolues, les MOOCs risquent de ne pas apporter le 'salut' qu'ils semblent apparemment se destiner à apporter.

Recherche sur les MOOCs : leur construction et leur consommation à l'avenir

Ce court article informel sur les MOOCs a fait émerger de nombreux domaines de recherche future sur le développement rapide des MOOCs et leur volonté d'apporter une certaine forme de 'salut'. Ces travaux de recherche incluent des études ciblées sur l'économie politique des MOOCs et leur construction. Ce qu'on entend par 'libre' est-il réellement 'libre', et si oui pour qui et par qui cette liberté est-elle construite ? Près d'un siècle de débat postcolonial nous autorise à émettre quelques avertissements sur le danger que représentent les MOOCs s'ils devaient devenir un autre instrument néocolonial de contrôle et de marginalisation. Dans quelle mesure l'apprentissage ouvert est-il réellement ouvert ? Il est important de noter ici que lorsque je 'suivais' mes MOOCs, je devais régulièrement me rendre en ville en voiture car la vitesse de connexion de mon lieu de résidence (une région rurale du Cap oriental en Afrique du Sud) est inadéquate pour avoir accès à la pédagogie MOOC. Les MOOCs s'adressent-ils uniquement à ceux qui bénéficient du haut débit ? Et où le coût de production et de consommation des MOOCs est-il transféré ?

De nombreuses questions pédagogiques impliquant les MOOCs peuvent être soulevées concernant la re-contextualisation des connaissances, les positions épistémologiques, les cadres idéologiques du curriculum, et la qualité des interactions et des pratiques d'évaluation en matière d'apprentissage. Par ailleurs, il risque de se poser le problème du 'gourou universitaire' (majoritairement et de toute évidence un homme de race blanche) utilisant les MOOCs pour promouvoir et vendre à l'échelle mondiale des ouvrages sur son sujet de prédilection. Les espaces dédiés à la critique académique normale sont absents pour un MOOC car la tendance consiste à privilégier la 'transmission unilatérale' émanant d'un professeur de Harvard, Columbia, Potsdam ou Yale au détriment d'autres sans nom ni visage qui s'inscrivent au cours.

En ce qui concerne des sujets ou des domaines spécifiques tels que le changement climatique ou le développement durable, dans lesquels les transformations épistémologiques et ontologiques sont plus nécessaires que les transferts épistémologiques d'une nouvelle forme de connaissances et de pédagogie universalisées et mondialisées, il peut paraître prématuré d'espérer que les MOOCs puissent changer le monde.

01 La formation en ligne ouverte et à distance en Afrique



par **Griff Richards**, PhD,
Manager, Educational Technology &
Learning Resources, African Virtual
University (griehards@avu.org)



AFRICAN VIRTUAL UNIVERSITY
UNIVERSITÉ VIRTUELLE AFRICAINE
UNIVERSIDADE VIRTUAL AFRICANA

On estime que seulement 6% des Africains ont accès à l'enseignement post-secondaire.

L'objectif de développement est fixé à 12% bien que l'Amérique du Nord et l'Europe se situent plutôt autour des 45%. Le fossé est énorme. Cela ne signifie pas que les pays africains n'investissent pas dans l'enseignement post-secondaire. Le Nigeria a par exemple construit de nombreuses universités et compte désormais 102 universités pouvant accueillir plus d'un million d'étudiants, mais **la population continue d'augmenter plus vite que la construction des campus et le recrutement des enseignants**. L'Université Virtuelle Africaine (UVA), soutenue par le financement de la Banque africaine de développement, cherche à encourager les universités d'Afrique subsaharienne à renforcer leurs capacités et proposer un enseignement en ayant recours à la formation en ligne ouverte et à distance (ODEL). Le terme 'ouvert' signifie que tout le monde peut essayer les cours, permettant ainsi d'ouvrir l'accès à ceux qui n'ont pas réussi à figurer parmi les 5% d'étudiants les plus brillants à leurs examens d'entrée à l'université. Le terme 'à distance' signifie que les étudiants ne fréquentent que rarement le campus de l'université à laquelle ils sont rattachés, pouvant ainsi effectuer la majeure partie de leurs études chez eux ou en milieu rural. Enfin, la formation en ligne augmente la diversité et le nombre des cours proposés à un plus grand nombre d'étudiants en accélérant le développement d'Internet en Afrique et en élargissant l'utilisation de dispositifs mobiles.

L'élément clé de la stratégie de l'UVA est le développement coopératif de modules de formation à distance par les enseignants de 27 universités participantes dans 21 pays. La plupart des Africains veulent éviter d'avoir à acheter des manuels, il est donc important de s'assurer que des contenus pertinents soient intégrés dans les modules. Les modules sont ensuite soumis à un examen collégial pour vérifier la qualité des contenus et la qualité organisationnelle, et sont enfin diffusés sous licence Creative Commons en tant que ressources éducatives libres pour permettre aux formateurs de pouvoir adopter ou adapter librement ces modules à des fins d'utilisation locale. L'UVA forme également un groupe d'enseignants dans chaque université sur la manière de développer et de dispenser des cours en ligne, et s'attache à développer des équipements informatiques et des logiciels et à améliorer la connectivité pour permettre à l'ODEL de fonctionner dans chaque site. Comme pour toute graine, la croissance dépend de la nourriture apportée. Le Sénégal a formé plus de 13 000 enseignants en zone rurale, et l'Université de Nairobi compte désormais 23 centres de formation répartis dans tout le Kenya capables de prendre en charge l'administration et les examens de quelque 65 000 étudiants.

Le phénomène MOOC a également vu le jour en Afrique ; de nombreux Africains choisissent de suivre les cours en ligne gratuits proposés par les universités américaines et européennes. Ces cours en ligne ouverts et massifs, qui sont adaptés à la formule académique de 13 semaines, ont tendance à attirer un grand nombre d'inscrits mais seulement 5% des étudiants environ vont au bout de leur année universitaire. Les cours ciblés sur une spécialité ont tendance à enregistrer des taux de réussite plus élevés ; ainsi, par exemple, un programme de six semaines en soins

périnataux en Afrique a attiré près de 35 000 participants pour un taux de réussite avoisinant les 65%. L'UVA envisage d'utiliser une approche de type MOOC pour des cours ciblés sur la formation des enseignants.

Il existe deux sortes de MOOC : l'approche MOOCc (constructiviste) et l'approche MOOCx (comportementaliste). Comme pour n'importe quel cours, le style de présentation, le niveau de communication étudiant-étudiant et le type d'évaluations sont étroitement liés au contenu proposé et aux traditions de chaque discipline académique. Les cours de sciences et de mathématiques sont parfaitement adaptés à un enseignement personnalisé dans le cadre d'un MOOCx, alors qu'une discipline des sciences humaines et sociales semble plus adaptée à une approche collégiale qui facilite l'échange d'opinions et le développement de la réflexion lors de discussions en petits groupes dans le cadre d'un MOOCc. Les membres du corps enseignant pourraient tirer profit de la situation en discutant et en partageant des pratiques prometteuses ; un programme de type MOOCc permettrait ainsi à l'UVA de dispenser des cours de grande qualité ciblés sur la formation des enseignants dans toute l'Afrique. (Dans la mesure où l'on compte environ 640 universités en Afrique, si cent enseignants dans chaque université étaient formés via des méthodes ODeL, ceci signifierait au moins 64 000 inscriptions potentielles pour une série continue de MOOCs). Une structure MOOC permettrait également de solliciter l'aide d'établissements participants pour contribuer à la formation d'enseignants et, le cas échéant, de personnaliser leurs propres programmes de formation d'enseignants. Une approche similaire est envisagée pour une série potentielle de séminaires publics axés sur la consolidation de la paix. Une approche MOOC permet principalement de proposer des cours à grande échelle et évite les obstacles liés à la salle de classe ou à l'éloignement du campus.

Pour les enseignants du post-secondaire, la période actuelle est une période intéressante. Jamais auparavant une formation potentielle d'une telle envergure n'avait été mise gratuitement à la disposition d'autant d'étudiants potentiels. Nous devons néanmoins garder les pieds sur terre. En Afrique, le taux d'abandon des étudiants de l'école primaire, de l'enseignement secondaire et post-secondaire est très élevé. La fracture est par ailleurs importante entre les zones urbaines et rurales en termes d'infrastructures de base comme la fiabilité de l'énergie électrique, l'accès aux écoles, aux soins de santé et à Internet. Dans certains pays, les inégalités hommes-femmes sont très prononcées, les femmes ayant beaucoup plus de mal que les hommes à avoir accès à l'éducation, quel que soit le niveau. La formation en ligne ouverte et à distance est très prometteuse mais elle doit s'appuyer sur la réussite aux niveaux primaire et secondaire, et sur les initiatives entreprises dans le domaine de l'alphabétisation des adultes. Les étudiants qui suivent ce type de formation en ligne doivent également être familiarisés avec les TIC et savoir comment apprendre dans leur nouvel environnement en ligne. Les avantages potentiels sont considérables car le nouvel 'étudiant mondial' devient réellement libre d'étudier ce qu'il souhaite où il le souhaite. **Dans la mesure où l'accès à l'enseignement post-secondaire dépasse les niveaux actuels, il y a bon espoir que le développement économique et social suive également cette tendance.**

02 Les MOOCs et les REL à University of South Africa – Dangers et promesse



par **MS Makhanya** (Makhams@unisa.ac.za),
N. Baijnath (Baijnath@unisa.ac.za)
et **R. Mare** (Maremc@unisa.ac.za),
University of South Africa (Unisa)



University of South Africa (UNISA) se retrouve aujourd'hui à la croisée des chemins, à une période où elle s'interroge sur la manière de répondre au mieux aux multiples défis internes et externes de l'établissement. Les progrès rapides de la technologie ont offert de grandes possibilités permettant

d'atteindre un plus grand nombre d'étudiants dans des régions isolées du pays et sur tout le continent. La gestion de l'apprentissage n'a jamais été aussi simple. Les possibilités d'enrichir l'expérience des étudiants en s'appuyant sur un large éventail de ressources textuelles et multimédia sont sans précédent. Le mouvement REL nous laisse présager un avenir plus équitable pour des légions d'étudiants. Le phénomène MOOC a virtuellement 'enflammé' les hauts lieux respectés du milieu universitaire et créé un frisson d'excitation même si le phénomène a déstabilisé l'activité même de l'enseignement supérieur, enracinée depuis des siècles. **Les membres du personnel doivent apprendre et développer de nouvelles compétences dans tous les domaines de responsabilité dans la mesure où l'Université se numérise rapidement.**

Dans le domaine des REL, UNISA a pris des mesures décisives pour soutenir le mouvement. L'Université est un des partenaires fondateurs de l'initiative OERu, et a y déjà engagé des ressources. Au sein même de l'établissement, les capacités limitées, qui ne permettent pas de dynamiser efficacement les REL et les MOOCs, ont été un obstacle majeur. La direction développe actuellement les capacités requises. L'Université est également impliquée dans une initiative de planification stratégique de grande envergure qui devrait définir une orientation claire en matière de REL et de MOOCs au moins pour les dix prochaines années. L'Université est surtout en train de définir un nouveau modèle d'exploitation qui répond aux possibilités offertes par la technologie, tout en répondant aux défis spécifiques concernant l'accès inégal à Internet et à des appareils de bonne qualité à des prix abordables pour toutes les personnes en marge de la société sur le plan économique.

Les progrès rapides de la technologie ont eu parfois un effet négatif sur les principaux systèmes et processus de l'Université en matière de TIC, avec des interruptions des services à des moments critiques. De nombreux projets TIC (46) actuellement en cours ont rendu les systèmes plus vulnérables face à l'interruption des services. De nombreuses applications en cours de développement doivent faire l'objet de tests dynamiques car les tests en parallèle ne sont pas possibles avec la conception architecturale existante des TIC. Lorsque

les applications fonctionnent de manière stable, la reconfiguration de l'architecture matérielle permettant de gérer la croissance exponentielle de la demande représente également une menace pour la stabilité. La direction de l'Université a décidé de concentrer ses efforts pour le reste de l'année sur la stabilisation des systèmes et des applications clés qui soutiennent les activités de l'Université en matière d'enseignement, d'apprentissage et de recherche.

A l'heure actuelle, l'une des priorités de l'Université est d'assurer la prestation de services pour les étudiants. L'Université s'est par ailleurs attachée à trouver le meilleur moyen d'exploiter les ressources éducatives libres et de piloter quelques MOOCs. Plus tôt dans l'année, UNISA a adopté un document stratégique sur les REL qui définit une orientation claire pour la création d'un environnement propice au développement et à l'utilisation des REL. L'une des principales missions consiste à remettre à plat les politiques et les dispositions réglementaires souvent labyrinthiques qui empêchent le développement et la diffusion de REL de qualité.

En ce qui concerne les MOOCs, le Vice-chancelier a donné son feu vert pour le développement de projets pilotes qui s'appuient sur des cours en ligne existants démontrant déjà un certain potentiel et sur d'autres cours répondant à des besoins nationaux urgents. Selon toute vraisemblance, les MOOCs seront développés en tant que REL et ne seront pas motivés par un souci de rentabilité, comme c'est trop souvent le cas avec les offres actuelles.

L'Université est également consciente de la manière dont les MOOCs sont proposés. Ils sont clairement développés en tenant compte du fait qu'ils s'adressent à des étudiants en auto-apprentissage. Les MOOCs nécessitent une connaissance approfondie des médias sociaux ainsi que des compétences en matière de navigation en ligne. On suppose que de nombreux étudiants internationaux qui suivent actuellement des MOOCs possèdent déjà ces compétences et sont à l'aise avec la prestation de cours en ligne. Au sein d'UNISA, une grande majorité d'étudiants nécessite une formation encadrée, ne faisant pas des MOOCs la principale voie à suivre pour recevoir un enseignement supérieur de qualité.

Un bon MOOC utilise de nombreux outils, incluant les blogs, les groupes de discussion en ligne, les médias sociaux, le balisage, le partage de documents et le matériel vidéo. Lorsqu'il est bien fait, sa production est compliquée, coûteuse et prend beaucoup de temps. Bien que de nouvelles technologies voient constamment le jour, elles restent coûteuses, et la vitesse de connexion qui facilite le streaming du matériel vidéo destiné à l'enseignement et à l'apprentissage, reste limitée. L'approche de l'Université est par conséquent prudente.

Pour une société en transition comme celle d'Afrique du Sud, pays dans lequel de grandes inégalités économiques et sociales continuent de miner les efforts de réforme, il n'est pas toujours possible de convaincre des groupes fortement politisés d'avoir foi en un avenir numérique malgré les preuves irréfutables de l'impact de la numérisation sur le monde du travail et tous les domaines de la vie. L'une des craintes souvent exprimées est qu'un engagement zélé dans un avenir numérique pourrait désavantager encore plus ceux qui sont déjà en marge de la société, entravant de nouveau l'accès en déployant une technologie financièrement inabordable.

Malgré ces défis, l'Université s'est fermement engagée à fournir à l'ensemble de ses étudiants les éléments nécessaires favorisant

l'acquisition des compétences du 21^e siècle, en insistant en priorité sur la maîtrise de l'information. L'Université entrevoit ainsi un avenir riche en possibilités, non seulement pour elle en tant que prestataire mais également pour ses étudiants.

03 Les MOOCs et l'apprentissage mobile dans un contexte africain



par **Sandi Boga & Rory McGreal**, Athabasca University, Canada (rory@athabascau.ca)



Ceci est le résumé d'un article publié par le Commonwealth of Learning. Pour lire le texte dans son intégralité, veuillez consulter: www.col.org/resources/publications/Pages/detail.aspx?PID=472

Les MOOCs (Cours en ligne ouverts et massifs) sont des cours en ligne interactifs ouverts à tous sur Internet. Certains utilisent des REL et d'autres s'appuient sur des contenus commerciaux pouvant inclure des applications vidéo, multimédia et informatiques ainsi que des textes et des graphiques. Les MOOCs ont le potentiel d'améliorer la formation en ligne dans les pays en développement en facilitant la collaboration entre les individus, les lieux et la technologie. Coursera, le premier fournisseur américain de plateformes MOOC, s'est récemment associé à la Banque mondiale et au gouvernement tanzanien pour proposer des MOOCs aux étudiants africains dans le cadre d'un programme de formation aux TIC.

Le Programme NESAP-ICT (New Economy Skills for Africa Program – ICT) a été lancé en 2008 pour aider les pays d'Afrique subsaharienne à développer des compétences au service de l'économie de la connaissance. Le Programme se concentre sur le développement des compétences dans le domaine des technologies de l'information.

La mise en œuvre des MOOCs dans les pays en développement pose un certain nombre de défis. Ils reposent sur des technologies numériques et des espaces d'apprentissage en ligne pour atteindre leurs objectifs. De nombreuses régions des pays en développement sont non seulement dépourvues d'infrastructures de télécommunications adéquates mais souffrent également d'un déficit en ce qui concerne l'accès aux ordinateurs, l'expertise technique, les compétences en matière de formation en ligne et la maîtrise de la langue anglaise. Malgré ces défis, les MOOCs peuvent fonctionner dans un contexte africain, à condition que les formateurs MOOC soient capables d'adapter les contenus et d'utiliser les technologies disponibles et appropriées. Les téléphones portables sont omniprésents dans les pays en développement, la plupart des gens sachant déjà comment s'en servir, et leur

utilisation dans le domaine de la formation peut s'appuyer à la fois sur des pédagogies traditionnelles et plus modernes. Associer les MOOCs et les téléphones portables peut être un très bon moyen de former un grand nombre de personnes dans les pays en développement.

Pour les étudiants habitant dans les zones rurales, les téléphones portables sont particulièrement utiles car ils rendent non seulement les contenus éducatifs accessibles dans leurs propres villages mais également quand ils le souhaitent. Par ailleurs, les dispositifs mobiles offrent une méthode d'enseignement qui pourrait s'avérer plus rentable que d'autres méthodes de formation en ligne, et l'omniprésence des téléphones portables signifie que de nombreuses personnes sont déjà familiarisées avec les applications de téléphone portable, ce qui réduira la charge cognitive des étudiants qui suivent un MOOC pour la première fois. En outre, les étudiants apprennent dans leur propre environnement, rendant ainsi l'expérience plus significative.

Les technologies mobiles peuvent être utilisées avec d'autres technologies telles que la radio interactive, les disques compact et même des textes afin d'offrir aux étudiants africains ciblés par le MOOC une expérience d'apprentissage plus accessible. Les ressources éducatives libres (REL), qui sont des contenus gratuits disponibles sur Internet et qui peuvent être modifiés, localisés ou traduits peuvent être utilisées pour offrir une formation à moindre coût dans une grande variété de formats. **Les responsables du développement des MOOCs dans les pays en développement ne devraient pas tenter de reproduire l'expérience nord-américaine mais devraient plutôt s'attacher à optimiser les technologies déjà en place afin de responsabiliser les étudiants qu'ils essaient d'attirer.**

Les MOOCs pourraient devenir un modèle très utile dans les pays en développement, sans nécessairement être rattachés à une plateforme spécifique comme Coursera. Si les pays concernés se laissent enfermer dans une plateforme MOOC spécifique, ils pourraient devoir adhérer aux valeurs étrangères mises en avant par les propriétaires de la plateforme. En conséquence, les pays en développement pourraient perdre une part de leur autonomie et exclure des partenaires locaux potentiels. Cette exclusivité rendrait les pays en développement plus vulnérables aux impacts de l'impérialisme culturel, et empêcherait une véritable collaboration avec d'autres pays en développement confrontés aux mêmes problèmes.

L'un des dangers des entreprises à but lucratif, comme Coursera qui proposent des MOOCs dans les pays en développement, est qu'elles sont concentrées sur la génération de revenus. Ceci les oblige à envisager la possibilité d'accepter des partenariats avec des entreprises qui pourraient ne pas tenir compte des intérêts réels des étudiants. Un autre problème est que le matériel proposé par les plateformes MOOC commerciales est protégé par le droit d'auteur, ce qui signifie que les pays en développement n'auront plus la possibilité d'adapter, de localiser ou de traduire les contenus dans leur propre environnement. Le manque de flexibilité de l'approche de Coursera pourrait également limiter les formateurs MOOC dans leur capacité à utiliser des REL de très bonne qualité et disponibles publiquement dans leurs MOOCs. Ceci aurait un impact négatif sur la capacité à long terme des formateurs et des étudiants à prendre le contrôle de leur propre apprentissage.

Une option plus intéressante serait d'utiliser une plateforme MOOC en 'open source' en combinaison avec les REL pour permettre aux formateurs locaux d'adapter les programmes et ainsi répondre aux besoins spécifiques de leurs étudiants. En outre, il paraît peu judicieux d'importer en l'état les formats des cours MOOC proposés en Amérique du Nord, dans la mesure où les compétences technologiques requises pour suivre ce type de cours n'existent tout simplement pas dans les pays en développement, bloquant ainsi l'accès à de nombreux étudiants. À l'inverse, afin de tirer pleinement parti du format MOOC, les responsables de sa mise en œuvre peuvent utiliser les technologies existantes telles que la radio ou les téléphones portables. Les cours conçus pour les téléphones portables ont le même dessein que la conception pédagogique des MOOCs, ce qui signifie que les étudiants peuvent recevoir une formation de grande qualité sur des appareils qu'ils connaissent bien, tout en prenant part à des activités d'apprentissage qui sont similaires (ou non) à celles offertes dans les MOOCs nord-américains.

Le rapport complet est disponible sur le site Internet du Commonwealth of Learning : www.col.org.

04 La technologie dans l'éducation : pourquoi, dans quel but, et comment



par **Eugenio Severin**, Directeur, Otro Contexto, Consultant, UNESCO, BID, BM (es@severin.cl)

Quand on dit que la technologie jouera un rôle fondamental dans l'éducation au 21^e siècle, certains l'interprètent comme s'agissant de matériels technologiques : gadgets, puce électronique, fil de cuivre et plastique. J'exposerai dans le présent article quelques idées générales illustrant pourquoi ce sujet est important, les avantages que peuvent offrir les nouvelles technologies, et la manière d'y parvenir. Je ne prétends pas que cet article va clore le débat ; j'espère au contraire ouvrir le dialogue.

Pourquoi la technologie devrait-elle être intégrée à l'éducation ?

Comment les nouvelles technologies pourraient-elles ne pas être intégrées à l'éducation ? Les progrès techniques de la fin du 20^e et du début du 21^e siècle, en particulier le développement des technologies de l'information et de la communication, ont, en grande partie, favorisé la création de ce que l'on appelle la « société de la connaissance ».

La manière dont le savoir et la science sont produits ; comment nous communiquons avec les autres ; comment nous apprenons et comment nous nous formons ; comment nous nous engageons dans la société et la productivité ; comment nous nous divertissons et comment nous partageons avec les autres : dans tous les domaines

de la vie moderne, les nouvelles technologies ont vu le jour pour rendre ce que nous faisons possible.

Les technologies étant « intégrées », elles deviennent en conséquence invisibles (Cobo & Movarec, 2011). Une technologie atteint son zénith lorsque nous cessons de la penser comme telle. Nous pensons rarement à la technologie qui fait fonctionner une voiture, une télévision, un four ou un téléphone. Nous utilisons simplement ces produits pour les avantages qu'ils nous offrent. En revanche, ce qui est nouveau, c'est que pour les enfants d'aujourd'hui, les ordinateurs et Internet deviennent également invisibles. Les technologies, qui habitent le monde, font désormais partie de leur mode de vie. Les enfants de l'ère numérique (ceux qui sont nés au 21^e siècle) sont différents : ils pensent vite, font plusieurs choses en même temps, les longs discours les ennuiant, ils recherchent des résultats simples et rapides, refusent d'être des spectateurs passifs, et veulent prendre le contrôle (OCDE-CERI, 2006).

Si les enfants sont différents et que les exigences de la société sont différentes, l'éducation peut-elle rester la même ? Si la technologie a contribué en grande partie à créer la société de la connaissance, l'intégration de la technologie dans l'éducation n'est pas une bonne option : c'est une obligation.

Quels sont les avantages de l'intégration de la technologie dans l'éducation ?

Réponse directe : **la technologie doit être utilisée dans l'éducation pour améliorer la qualité de l'apprentissage. Il n'est pas question ici d'enfants qui apprennent l'informatique. L'objectif est d'offrir aux étudiants des expériences d'apprentissage complètement nouvelles, des stratégies de communication sur le partage des connaissances, ciblées sur la qualité et des résultats mesurables et quantifiables.**

Les contenus du curriculum continuent de jouer un rôle clé mais ils sont différents. Pourquoi vouloir apprendre des dates, des biographies, des formules et des programmes par cœur, en les comprenant à peine, si tout est accessible en un clic de souris sur Google ? Ne devrions-nous pas utiliser les heures de classe pour comprendre, contextualiser, mettre en relation, et utiliser les contenus de manière créative en vue de communiquer des idées et créer de nouvelles connaissances ?

Les compétences nécessaires pour la société de la connaissance doivent être forgées dans le système scolaire. C'est ce que l'on a appelé les « compétences du 21^e siècle » : pensée critique, créativité et innovation, communication et collaboration. Un système éducatif qui ne choisit pas de développer formellement et explicitement ces compétences tourne le dos à ses étudiants, les mettant ainsi dans une position difficile les empêchant de trouver leur place dans la population active, en tant que professionnels et en tant que citoyens.

Comment y parvenir ?

Jusqu'ici, la production de l'éducation a été une « boîte noire », des enfants entrant d'un côté et des étudiants sortant de l'autre, avec des résultats qui ne semblent satisfaire personne. Jusqu'ici, les réformes ont cherché à mettre de nouvelles ou de meilleures ressources dans la boîte : manuels, restauration scolaire, programmes actualisés, formation et salaires des enseignants,

ou infrastructures. Ces initiatives ont visé à « améliorer les conditions » dans lesquelles les services éducatifs sont fournis. Malgré les investissements réalisés, les résultats ne sont toujours pas satisfaisants (Santiago et al, 2010 ; Cristia et al. 2011, Severin & Capota, 2011). Les principales raisons sont simples : les conditions ont peut-être changé mais l'éducation offerte reste la même. Hormis la lumineuse exception d'une poignée d'écoles et d'enseignants novateurs, l'éducation est exactement la même qu'il y a cent ans. Des salles de classe hiérarchiques ; un programme encyclopédique et surchargé ; une formation traditionnelle des enseignants : aucune évolution sensible n'a été observée dans ces domaines fondamentaux.

La technologie dans l'éducation offre l'occasion parfaite de faire bouger les lignes, de chambouler les pratiques éducatives des enseignants, des étudiants et des familles, de changer de stratégies, de méthodes d'enseignement et de philosophies d'apprentissage afin de répondre aux besoins de la société de la connaissance. Les nouvelles technologies nous permettent de suivre et d'évaluer ces processus comme jamais auparavant (Sommet mondial sur la société de l'information, 2003).

Par exemple, l'éducation au 20^e siècle a rencontré un franc succès dans le processus de démocratisation, selon lequel tous les enfants ont droit à une éducation de base qui les prépare à rejoindre la population active.

L'éducation au 21^e siècle est plus exigeante. Notre objectif est qu'elle permette à tous les enfants de réaliser pleinement leur potentiel. Pour que cela se produise, une éducation 'moyenne' pour des enfants 'moyens' ne suffit pas. Lorsque l'on sait que les enfants sont si différents, pourquoi leur enseigner les mêmes disciplines, au même rythme, en utilisant les mêmes stratégies, sans prêter attention à leurs capacités propres, à leurs goûts et à leurs intérêts ? Pour la première fois dans l'histoire, les technologies éducatives nous permettent d'imaginer une éducation démocratique et universelle qui soit en même temps personnalisée (Severin, 2011; UNESCO, 2013).

Pour conclure, l'intégration des nouvelles technologies dans l'éducation n'est pas un défi technologique mais plutôt un défi éducatif. Et nous ne sommes pas dans la position de décider si oui ou non nous voulons que les technologies modifient le panorama de nos systèmes éducatifs ; nous devons au contraire nous demander quand nous voulons que cela se produise, et ce que nous pouvons faire afin que cette évolution représente une réelle opportunité, en particulier pour les plus pauvres, mais aussi ceux pour qui l'éducation traditionnelle offre moins de possibilités.

RÉFÉRENCES

ATC21S (2010). Defining 21st century skills (White paper), prepared by Marilyn Binkley, Ola Erstad, Joan Herman, Senta Raizen, Martin Ripley, May Miller-Ricci et Mike Rumble. Janvier 2010

Hattie, J. (2003). Teachers make a difference: What is the research evidence? Melbourne: Australian Council for Educational Research (ACER).

Hinojosa, J.E. & Labbé, C. (2011). Políticas and practices for the use of information and communications technologies (ICTs) in education in Latin America and the Caribbean. Políticas Sociales N°166. 171. Santiago: ECLAC.

Pedro, Francesc (2011), "Tecnología y escuela: lo que funciona y por qué", XXVI Semana Monográfica de la Educación

Severin, Eugenio & Capota, Christine (2011), "One-to-One Laptop Programs in Latin America and the Caribbean", Notes techniques #9, Division de l'éducation, Banque interaméricaine de développement – BID

Severin, Eugenio (2011), "Technologies for Education (TEd) – A Framework for Action", Notes techniques #11, Division de l'éducation, Banque interaméricaine de développement – BID

Severin, Eugenio (2011b), "Competencias del Siglo XXI, cómo medirlas y enseñarlas", Aportes #9, Division de l'éducation, Banque interaméricaine de développement – BID

Sunkel, Guillermo & Trucco, Daniela (2010) Nuevas tecnologías de la información y la comunicación para la educación en América Latina: riesgos y oportunidades. ECLAC.

UNESCO (2013), Strategic approaches to ICT in education in Latin America and the Caribbean: Measuring learning and new education practices

05 Quel est votre diagnostic, docteur ? Est-ce un MOOC ?



par **Tim Gore**, Directeur, Global Networks and Communities, University of London, Royaume Uni



Le 3 septembre 2002, Napster a été mis en liquidation par les dirigeants de l'industrie musicale. Il n'y avait pour autant pas grand-chose à célébrer car d'autres sites peer-to-peer ont ensuite proliféré, entraînant la transformation irrévocable de l'industrie. Cette année-là, *Wired* a écrit : *dans sa volonté de ralentir la révolution technologique, l'industrie du disque s'est tiré une balle dans le pied. Les fans se sont révoltés ; en conséquence, l'année dernière a été l'une des pires années de l'histoire récente en termes de ventes de disques.*¹ Ils auraient dû lire Christensen². Napster n'était pas le symptôme mais la maladie. La maladie sous-jacente n'était autre qu'une industrie inflexible en décalage avec ses consommateurs, lesquels voulaient être libres d'intégrer la musique dans leur vie de la façon dont iTunes et le nouveau Napster l'ont ensuite proposé. Le futur est ergonomique et la technologie permet aux services d'être enveloppés autour des vies changeantes des individus.

De la même manière, les MOOCs sont un symptôme de quelque chose de radical en train de se produire dans l'enseignement supérieur. Les étudiants se révoltent contre les structures rigides, la hausse vertigineuse des coûts et les issues incertaines. Ironiquement, Christensen nous a avertis un an avant l'émergence des MOOCs. Dans son ouvrage publié avec Eyring³ en 2011, il parlait déjà des dangers d'une hausse conséquente des coûts

1. "The Day the Napster Died." WIRED, Accessed May 16, 2014. <http://archive.wired.com/gadgets/portablemusic/news/2002/05/52540>.

2. Christensen, Clayton M. The Innovator's Dilemma, Vol. 2006. New York: Harper Collins, 2000

3. Christensen and Eyring, The Innovative University: Changing the DNA of Higher Education from the inside out. 2011

dans un système d'enseignement supérieur homogène, engagé dans une course à la suprématie, le rendant ainsi disposé à embrasser la rupture. Dans son analyse, la rupture suit un schéma prévisible. Tout d'abord, les alternatives sont rendues possibles par l'innovation technique, ces dernières proposant des produits 'low cost' souvent de mauvaise qualité en remplacement des produits existants. Les dirigeants ont tendance à l'ignorer car ceci attire peu de consommateurs, la qualité ne répondant pas aux attentes. Cependant, les innovateurs ont très vite amélioré la qualité et la pertinence de leur offre tout en proposant une meilleure offre que les dirigeants en place. A ce stade, la clientèle commence à désertir les anciens fournisseurs et la rupture devient une réalité. L'innovation se poursuit et l'ancien rapport de force prend une autre tournure. Nous devrions ignorer les MOOCs à nos risques et périls.

L'University of London est probablement le premier fournisseur britannique d'enseignement supérieur transnational : l'université compte en effet 54 000 étudiants qui suivent nos programmes d'études dans presque tous les pays du monde. Les étudiants peuvent étudier seuls ou via un réseau d'instituts pédagogiques locaux reconnus, couvrant plus de 40 pays. **Nous avons lancé une série de MOOCs pour diverses raisons, principalement pour nous assurer de faire partie de l'innovation sans en être une victime.** Etant donné que notre offre de MOOCs se diversifie et que nous avons tiré les leçons de la première série, ce type d'apprentissage commence déjà à s'inscrire dans nos principaux programmes. En tant qu'établissement, nous concentrons nos efforts sur l'accès et avons donc toujours maintenu notre base de coûts, et par conséquent nos frais d'inscription, le plus bas possible. Les MOOCs nous permettent d'améliorer le soutien que nous offrons à nos étudiants sans engager de coûts variables importants qu'ils devront assumer. Les forums de discussion sur les MOOCs et autres innovations nous aident à réaliser cet objectif. Parallèlement, de nombreux étudiants essaient nos MOOCs et rejoignent ensuite nos programmes d'études, ce qui nous offre un double avantage.

Cependant, comme je l'indiquais au début de l'article, les MOOCs ne constituent pas la fin de l'histoire. Un rapport publié le mois dernier interrogeant des experts de l'enseignement supérieur spécialistes des MOOCs indique : *de nombreuses personnes interrogées envisagent à l'avenir une plus grande « fragmentation » des services pédagogiques, un plus grand choix pour les étudiants dans la manière de suivre leur formation, une plus grande concurrence entre les prestataires en matière de prix, et une plus grande utilisation de la technologie dans l'éducation. Plusieurs personnes se demandent si des diplômes en deux ou quatre ans sont la façon la plus utile d'acquérir une formation et soutiennent que la flexibilité de la formation en ligne permettra des expériences d'apprentissage « à point nommé » tout au long de la carrière d'un individu.*⁴

Si vous êtes intéressé par la manière dont ces tendances peuvent jouer un rôle dans des universités classiques basées sur des campus, il pourrait être opportun de consulter un document récemment publié par le MIT : *An Institute-wide Task Force on the future of MIT*⁵. Le MIT a tenu compte de ces évolutions sous-jacentes et cherche aujourd'hui à se réinventer en misant davantage sur la flexibilité et la réactivité. Les anciennes composantes sont toujours là – campus, espaces

sociaux, amphithéâtres et installations sportives mais la raison d'être de chacune a été repensée et rendue flexible. **Le MIT est en train de fragmenter son offre et de redéfinir les rapports entre l'espace et l'apprentissage.** Ce que l'on sait peu sur les MOOCs, c'est qu'ils ont ravivé l'intérêt des grandes universités de recherche en matière d'enseignement et d'apprentissage. Le MIT observe avec attention le très grand nombre d'étudiants qui souhaitent poursuivre leur formation et qui sont actuellement rebutés par les processus de sélection mis en place dans un espace campus limité, et ils ne sont pas les seuls dans ce cas.

Les MOOCs sont une étape importante vers un avenir prometteur favorisant un système d'enseignement supérieur plus ergonomique. Je vous encourage tous à expérimenter, innover et considérer avec attention la place que veulent occuper les étudiants dans ce nouveau monde.

Hollands, and Tirthali. "MOOCs_Expectations_and_Reality.pdf," May 2014. http://cbcse.org/wordpress/wp-content/uploads/2014/05/MOOCs_Expectations_and_Reality.pdf.

MIT. "Institute-Wide Task Force on the Future of MIT Education," 2014. <https://future.mit.edu/>.

06 Les MOOCs et l'enseignement supérieur dans les pays en développement



par **N. V. Varghese**, Directeur, CPRHE/NUEPA, New Delhi 110016, Inde (nv.varghese@nuepa.org)



Diversification de l'offre en vue de massifier l'enseignement supérieur

La demande mondiale d'enseignement supérieur est en hausse. Cette hausse est, en grande partie, due aux pays en développement, ces derniers enregistrant le taux de croissance le plus élevé en termes d'inscriptions. En raison des capacités institutionnelles limitées, il a été difficile de répondre à la demande de places d'étudiants supplémentaires. En conséquence, au fil des années, les pays ne se sont plus appuyés uniquement sur les modes institutionnalisés traditionnels et ont commencé à avoir recours à des modèles d'études supérieures à distance.

Les modèles existants de formation en ligne et à distance tels que le proposent les Universités ouvertes au Royaume-Uni et en Thaïlande, UNISA en Afrique du Sud, Indira Gandhi National Open University en Inde, Wawasan University en Malaisie, l'Université virtuelle africaine, etc. illustrent cette tendance qui consiste à s'éloigner du système traditionnel immuable concernant l'offre d'enseignement supérieur. Au début du 21^e siècle, les ressources éducatives libres (REL) ont fourni des matériels numérisés gratuits et ouverts à tous. Ainsi, le projet MIT *OpenCourseWare* de 2002 et le programme Openlearn de Open University en 2006 ont élargi le libre accès à leurs cours en ligne et ont popularisé les REL.

4. Hollands and Tirthali, "MOOCs_Expectations_and_Reality.pdf."

5. MIT, "Institute-Wide Task Force on the Future of MIT Education."

Les évolutions ultérieures dans ce domaine ont entraîné l'émergence des cours en ligne ouverts et massifs (MOOCs). Les MOOCs représentent un modèle d'enseignement supérieur mondial, flexible, massif et à faible coût, et sont perçus comme un modèle alternatif rentable et viable permettant de massifier l'enseignement supérieur. Ils sont proposés via différentes plateformes telles que *Coursera*, *EdX*, *Udacity*, etc. Les MOOCs sont devenus le segment de l'enseignement supérieur qui connaît la plus forte croissance.

MOOCs et pays en développement

Alors que les MOOCs étaient considérés à l'origine comme un phénomène américain, les tendances en matière d'inscriptions indiquent que ces cours deviennent également populaires dans les pays en développement. Par exemple, l'Inde est devenue le second pays le plus important en termes d'inscriptions aux MOOCs.

Plusieurs facteurs freinent l'expansion rapide des MOOCs dans les pays en développement. Les MOOCs nécessitent un accès régulier à une connexion Internet fiable. Ce type d'infrastructure technologique n'est pas toujours disponible à des prix abordables dans de nombreux pays en développement. Par ailleurs, **la langue dominante des MOOCs est l'anglais. En l'absence de soutien pédagogique et d'une maîtrise parfaite de l'anglais, il est difficile pour de nombreux futurs étudiants de tirer pleinement profit des cours offerts via les différentes plateformes MOOC.**

La majorité des étudiants (près de 60%) inscrits à des MOOCs sont déjà titulaires d'un diplôme et suivent ce type de cours pour obtenir un second diplôme d'enseignement supérieur. Ceci implique que les MOOCs privilégient l'enrichissement de ceux qui sont/ont été dans le système au détriment de l'élargissement de l'accès à l'enseignement supérieur. Etant donné que le défi des pays en développement est d'élargir l'accès, des doutes existent quant à la fiabilité et la volonté des MOOCs d'élargir les possibilités pour ceux qui cherchent à obtenir un premier diplôme de l'enseignement supérieur.

Les MOOCs présentent-ils une menace pour le système traditionnel ?

Les MOOCs ont sans aucun doute changé la donne concernant l'organisation de l'offre éducative et la facilitation de l'enseignement et de l'apprentissage dans l'enseignement supérieur. Cette évolution présente-t-elle une menace pour les modèles existants ? L'enseignement supérieur du futur pourrait voir les cours dispensés en direct être remplacés par des vidéos, les devoirs et les examens étant conduits via Internet et les échanges académiques via un espace en ligne interactif. Les MOOCs développeront de meilleures ressources éducatives pour les étudiants du monde entier, indépendamment des régions géographiques et des fuseaux horaires.

Certains estiment que les MOOCs ont le potentiel de remplacer les universités dites classiques. Sebastian Thrun, fondateur d'*Udacity* prédit, suite à l'apparition des MOOCs, que « d'ici à 2060 il n'y aura plus que 10 universités dans le monde ». Ceci est peut-être un point de vue un peu extrême sur le rôle des MOOCs. Dans un avenir proche, le scénario le plus probable sera sans doute celui que l'on a déjà commencé à observer. De nombreuses universités dispensent leurs cours en ligne en partenariat avec les prestataires de MOOCs et complètent parfois l'enseignement traditionnel avec les MOOCs.

Par exemple, Indian Institute of Technology (IIT), Bombay, a rejoint *EdX* en vue de proposer une formation MOOC aux enseignants en ingénierie ; IIT, Delhi, propose un cours sur l'intelligence web en partenariat avec *Coursera* ; COL, en collaboration avec IIT, a proposé un MOOC sur une application mobile, dont près de 90% des inscrits étaient originaires d'un milieu plutôt pauvre. *Udacity*, en collaboration avec Georgia Tech et AT&T, propose des MOOCs en sciences informatiques au niveau Master. University Grants Commission of India a constitué un groupe national de haut niveau pour établir des normes et ainsi aider les universités à proposer des MOOCs.

Tsinghua University en Chine a lancé un consortium d'universités chinoises de premier plan en vue de proposer des MOOCs en mandarin. Les efforts tendant à s'appuyer sur la langue nationale pour proposer des MOOCs élimineront les barrières linguistiques empêchant d'avoir accès aux cours.

Les MOOCs ont sans aucun doute changé pour toujours la manière dont les étudiants apprennent et dont les universités enseignent. Les pays en développement se réjouissent du développement des MOOCs, principalement dans l'optique d'améliorer la qualité et d'atteindre des normes internationales. Les MOOCs sont considérés comme des mécanismes complémentaires capables de renforcer la qualité et ne sont pas perçus comme une menace pour les établissements d'enseignement supérieur des pays en développement.

07 MOOCs : opportunités, impacts et recommandations pour l'Asie et l'ANASE



par **Pornchai Mongkhonvanit, Wichian Premchaiswadi, Yhing Sawheny**, Siam University, Thaïlande



La communauté académique considère deux tendances essentielles : la collaboration et l'ouverture.

De nos jours, la grande complexité et la portée élargie des sciences modernes ont accentué la demande de coopération entre les chercheurs dans différents domaines et à de multiples niveaux. En conséquence, la recherche moderne est devenue un travail d'équipe et est à la fois interdisciplinaire, interinstitutionnelle et transfrontalière. La communauté académique se caractérise par ailleurs par une plus grande ouverture. L'ouverture, que l'on peut définir comme un partage de connaissances visant à réduire les disparités en termes de réussite et à dépasser les obstacles académiques, est de plus en plus appliquée dans l'auto-archivage, le programme OpenScholar,

les ressources éducatives libres (REL), le libre accès, le programme OpenCourseWare (OCW), et ainsi de suite. La collaboration et le partage ont donné naissance à de nouveaux modèles de communication scientifique, offrant à chacun la possibilité de contribuer à l'apprentissage au niveau universitaire.

Les universités asiatiques développent le programme OCW et les MOOCs

Udacity, Coursera et EdX sont les trois plateformes les plus courantes et les plus représentatives du développement des MOOCs. Selon Waldrop (2013), une enquête indique que les cours proposés par les trois plateformes ont été développés dans 17 pays, grâce aux contributions de plus de 60 universités. D'autre part, les étudiants inscrits résident dans plus de 220 pays. Entre 2012 et 2013, le nombre de cours disponibles et d'étudiants inscrits a triplé. Ceci démontre une croissance rapide des MOOCs. Les étudiants originaires d'Asie représentent environ 21,4% du nombre total d'étudiants, ce qui constitue une proportion élevée (voir tableau 2).

Tableau 2 Régions dont sont originaires les étudiants inscrits aux MOOCs (source: University UK, 2013)

ORIGINE	POURCENTAGE
Amérique du Nord	35.2 %
Europe	28.2 %
Asie	21.4 %
Amérique du Sud	8.8 %
Afrique	3.6 %
Océanie	2.8 %

Les universités asiatiques ont rapidement privilégié l'OCW. Un grand nombre d'entre elles ont établi leurs propres cours OCW et formé des alliances. En ce qui concerne les MOOCs, les universités asiatiques sont considérées comme dynamiques mais en sont encore aux premiers stades du processus. Selon une enquête sur les régions dans lesquelles résident les utilisateurs des MOOCs, y compris 'MobiMOOCs', la majorité d'entre eux est originaire d'Amérique du Nord et d'Europe, alors que l'Asie et l'Afrique ont encore une contribution limitée.

Opportunités offertes par les MOOCs pour l'Asie

Sebastian Thrun, le professeur de Stanford qui a cofondé Udacity, a dit un jour qu'il s'était inspiré de Salman Khan pour amener l'éducation dans des régions où elle était jusqu'ici absente (Thrun & Evans, 2012). En Asie, depuis le lancement des premiers MOOCs à Hong Kong en avril 2013, attirant des étudiants originaires d'Amérique du Nord et d'Amérique du Sud, d'Europe, d'Asie et d'Afrique du Sud, d'autres MOOCs sont proposés par des universités japonaises et taïwanaises sur la plateforme Coursera. La formation en ligne prend progressivement son envol. Alors que certains considèrent la formation en ligne comme une entreprise rentable (Meyer, 2006), d'autres la considèrent comme une innovation dite de rupture pour l'enseignement supérieur. L'une des évolutions récentes est l'externalisation des cours en ligne que l'on appelle cours 'hybrides', qui s'est traduit par une opposition de la part des enseignants. Ceci sous-entend l'influence croissante des MOOCs sur

le paysage de l'enseignement supérieur. La formation en ligne via les plateformes de MOOCs crée des opportunités pour les personnes vivant en Asie. **Même si la tâche ne sera pas aisée, nous pouvons exploiter les MOOCs dans le but de créer une société meilleure pour les générations futures.**

Les opportunités offertes par les MOOCs en Asie sont présentées ci-dessous :

- Répondre au besoin de développement d'un plus grand nombre d'universités dans certains pays et faire en sorte que tout le monde soit sur un pied d'égalité ;
- Développer l'alphabétisation des individus dans les pays asiatiques en développement ;
- Faire en sorte que le rêve de l'apprentissage tout au long de la vie devienne réalité ;
- Offrir la possibilité à d'autres pays de découvrir les offres de cours ;
- Permettre aux étudiants d'avoir une meilleure vision du monde et d'être moins confrontés à des incompréhensions culturelles, conséquence directe de la popularisation d'un système éducatif mondial ;
- Renforcer les capacités des enseignants pour qu'ils soient à la pointe de la connaissance dans leurs domaines respectifs.

Recommandations

1. En Asie, on observe toujours un manque d'accessibilité des MOOCs proposés dans les langues locales ; la maîtrise de l'anglais constitue toujours un obstacle et présente une menace pour les utilisateurs de MOOCs. Pour répondre à cette inquiétude, il est recommandé de traduire les MOOCs dans d'autres langues asiatiques telles que le chinois, l'hindi et le bahasa pour que les connaissances soient diffusées à un plus grand nombre de personnes, en particulier celles qui vivent en dessous du seuil de pauvreté.
2. À l'avenir, une nouvelle tendance pourrait consister à développer des MOOCs en plusieurs langues, offrant ainsi la possibilité de choisir la langue de son choix tout en ayant accès au même contenu. Le point de départ pourrait être les six langues officielles des Nations Unies, considérant l'Asie comme la base de production la plus importante au monde. La population asiatique constitue 44,8% de la population mondiale ; ceci permettrait de rendre les connaissances plus accessibles pour ceux qui en ont besoin. Cette pénétration massive de connaissances jouera un rôle important dans la promotion de la productivité mondiale.
3. Au vu de la richesse des connaissances de l'Asie en termes d'histoire et de culture, la construction d'un espace asiatique de la connaissance en utilisant les MOOCs comme un outil préservera et valorisera ce précieux atout. Dans un article publié en 1991 dans Harvard Business Review, Pr. Ikujiro Nonaka (Japon), Waseda University, faisait référence au modèle de la spirale : le meilleur moyen de faire progresser les connaissances est de partager et de réutiliser les connaissances. Un plus grand nombre de didacticiens sur la philosophie, la culture, l'histoire, le commerce, les langues et le mode de vie asiatiques, ainsi que des études de cas sur l'Asie et les entreprises asiatiques, devraient être encouragés.

4. L'un des principaux problèmes concernant l'accès aux MOOCs est dû au manque d'infrastructures, la pénétration d'Internet restant toujours relativement faible dans certains pays d'Asie. Il pourrait être opportun de créer des centres d'apprentissage numérique dans plusieurs pays. Ces centres offrirait l'accès à des ordinateurs disposant d'une bonne connexion Internet. En Asie, près de trois milliards de personnes n'ont pas accès au web. Les centres encourageraient l'accessibilité et la gratuité de l'éducation pour la population asiatique ; ceci réduirait non seulement les disparités en termes de connaissances mais réduirait également les écarts en termes de revenus et de pauvreté parmi les populations d'Asie.
5. Il est suggéré d'ouvrir et de partager les ressources des bibliothèques selon le même mode massif et systématique popularisé par les MOOCs. On considère que les bibliothèques universitaires et certaines bibliothèques publiques détiennent un large éventail de connaissances qui doivent être plus accessibles et mieux partagées grâce à la technologie moderne. Avec les MOOCs, les didacticiels sont déjà ouverts et partagés. Si les ressources des bibliothèques et les ressources éducatives sont ouvertes et partagées de la même manière, elles peuvent donner naissance à un nouveau type d'université du 21^e siècle, capable de diffuser des connaissances massives à la population mondiale et de tenir l'engagement de l'enseignement supérieur qui vise à être un bien public.

RÉFÉRENCES

Arbaugh, J.B. (2000), *Virtual classroom versus physical classroom: an exploratory study of class discussion patterns and student learning in an asynchronous Internet-based MBA course*. *Journal of Management Education*, 24(2), 213-233.

Bujak, K. R. et al. (2012), *The evolving university: beyond disruptive change and institutional innovation*. Available at: <http://c21u.gatech.edu/sites/default/files/IPSA%202012%20Paper.pdf>

Capper, Joanne (2002), *E-Learning: current status and international experience*. *World Bank Consultant*.

Caswell, T. et al. (2008). "Open educational resources: enabling universal education." *International Review of Research in Open & Distance Learning*, 9 (1).

Chew, Renee S.Y. (2011), *Perceptions of online learning in an Australian university: Malaysian students' perspectives*. Doctoral dissertation. Queensland University of Technology.

Christensen C., Horn M., & Caldera, L. (2011), *Disrupting college: how disruptive innovation can deliver quality and affordability to postsecondary education*. Available at: www.innosightinstitute.org.

diFilipo, S. (2011), *Connecting the Dots to the Future of Technology in Higher Education*. *EDUCAUSE review*. Available at: <http://net.educause.edu/ir/library/pdf/ERM1147.pdf>.

Dunn, P., & Marinetti, A. (2006), *Cultural adaptation: Necessity for global e-learning*. *LINE Zine*. Available at: www.linezine.com/7.2/articles/pdamca.htm

Eun, Sook M. (2009), *Cultural dimensions and online learning preferences of Asian students at Oklahoma State University in the United States*. Doctoral dissertation. Oklahoma State University.

Nonaka, Ikujiro (1991), "The knowledge creating company", *Harvard Business Review* 69 (6 Nov-Dec): 96-104. Wikipedia, at: http://en.wikipedia.org/wiki/Ikujiro_Nonaka

Waldrop, M. Mitchell; *Nature magazine* (March 13, 013). "Massive Open Online Courses, aka MOOCs, Transform Higher Education and Science", *Scientific American*.

World Internet Users Statistics Usage and World Population Statistics www.internetworldstats.com/stats.htm

www.strategy-business.com/article/08407?pg=all

UTILISATION D'INTERNET AU NIVEAU MONDIAL ET STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES [30 juin 2012]						
Régions du monde	Population (Est.2012)	Utilisateurs Internet 31 déc. 2000	Utilisateurs Internet Dernières données	Pénétration % Population	Croissance 2000-2012	Utilisateurs % de tablettes
Afrique	1,073,380,925	4,514,400	167,335,676	15.6%	3,606.7%	7.0%
Asie	3,922,066,987	114,304,000	1,076,681,059	27.5%	841.9%	44.8%
Europe	820,918,446	105,096,093	518,512,109	63.2%	393.4%	21.5%
Moyen-Orient	223,608,203	3,284,800	90,000,455	40.2%	2,639.9%	3.7%
Amérique du Nord	348,280,154	108,096,800	273,785,413	78.6%	153.3%	11.4%
Amérique Latine/ Caraïbes	593,688,638	18,068,919	254,915,745	42.9%	1,310.8%	10.6%
Océanie/ Australie	35,903,569	7,620,480	24,287,919	67.6%	218.7%	1.0%
TOTAL MONDE	7,017,846,922	360,985,492	2,405,518,376	34.3%	566.4%	100.0%

Source: www.internetworldstats.com/stats.htm

08 REL, Formation ouverte et à distance et MOOCs – Dessiner l'avenir numérique de l'enseignement supérieur



par **Anuwar Ali**, Président/
Vice-chancelier, Open University
Malaysia (anuwarali@oum.edu.my)



OPEN UNIVERSITY MALAYSIA

En mars 2014, l'opérateur de satellites américain DigitalGlobe a lancé une campagne en ligne pour tenter de localiser le Boeing 777 du vol MH370. A travers sa plateforme de 'crowdsourcing' (aussi appelée externalisation ouverte), Tomnod, DigitalGlobe a publié des millions d'images satellite haute résolution pour que des volontaires les examinent méticuleusement dans l'espoir de découvrir des indices vitaux susceptibles de faire avancer les opérations de recherche. En quelques semaines, huit millions de personnes ont répondu, faisant de cette campagne le plus important projet de crowdsourcing jamais conduit jusqu'ici.

Voici le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui. Nous pouvons, vous et moi, faire des choses depuis le terminal de notre ordinateur tout en étant à des milliers de kilomètres de distance et en étant pourtant connectés : qu'il s'agisse de lutter pour la même cause, de s'inscrire au même cours ou de contribuer au même projet communautaire. La campagne DigitalGlobe est un exemple récent de l'immense portée potentielle d'une implication mondiale via Internet.

Cette 'infinitude' virtuelle, rendue possible grâce à la puissance d'Internet, a d'immenses répercussions sur le paysage de l'enseignement supérieur. Nous avons déjà été témoins de la redéfinition des frontières de l'enseignement et de l'apprentissage à travers les REL, les MOOCs et d'autres innovations sur Internet. Même les médias sociaux et les appareils mobiles ont transformé la manière dont les informations sont transmises et reçues (élément qui a des implications tangibles sur les notions d'enseignement et d'apprentissage).

Ainsi, les discussions sur les innovations numériques telles que les REL et les MOOCs, porteront inévitablement sur les futures voies potentielles de l'enseignement supérieur, lesquelles pourraient être étroitement liées au crowdsourcing et à la participation en ligne mondiale.

Les évolutions technologiques de ce type suscitent toujours l'intérêt des instituts de formation ouverte et à distance (FOAD). Les REL et les MOOCs sont en effet souvent perçus comme un prolongement voire une progression naturelle de la FOAD ; il n'est donc pas étonnant que ces outils soient souvent analysés comme faisant partie du même ensemble.

Cela étant, il est également important de souligner que les principaux développements et prestataires de MOOCs sont actuellement originaires des États-Unis. Même en Europe, les MOOCs sont extrêmement récents : Open University, basée au Royaume-

Uni, a lancé ses propres MOOCs (FutureLearn) seulement en 2013 ; la même année, d'autres projets ont été lancés en Finlande, en France et en Irlande. Bien que la communauté des REL semble plus universelle, en ce qui concerne les MOOCs, beaucoup d'entre nous en Asie jouons encore le rôle de spectateurs. Reste à savoir comment et à quel degré des innovations comme celles-ci auront une incidence sur les instituts de FOAD.

De mon point de vue, l'émergence de la FOAD étant relativement récente en Malaisie, il est nécessaire de créer un équilibre entre la volonté de prendre le bon wagon et la volonté de porter une attention constante à la qualité et aux besoins des étudiants. Toute innovation basée sur la technologie devrait donc commencer par une réflexion approfondie sur la manière dont elle pourrait influencer notre système d'offre et notre approche pédagogique en matière d'enseignement, d'apprentissage et de recherche.

A Open University Malaysia (OUM), nous considérons les REL et les MOOCs comme une opportunité d'apprendre et d'adopter de nouvelles idées, bien que nous soyons conscients de devoir toujours tenir compte de la qualité et des besoins des étudiants. Une attitude ouverte et curieuse alimente notre exploration de projets basés sur la technologie, qui incluent depuis plusieurs années diverses évolutions comme la radio par Internet (iRadio), les cours vidéo (iLectures) et même une application mobile (OUM App) – la première du genre à des fins éducatives dans le pays.

Ces projets ont été conçus avec un certain type d'étudiant à l'esprit, à savoir l'adulte qui travaille, car ce dernier est le plus susceptible de vouloir suivre un programme de FOAD. Les programmes de FOAD sont souvent conçus pour permettre aux adultes qui travaillent de surmonter les contraintes de temps et d'engagement, en s'appuyant souvent, pour ne pas dire toujours, sur l'utilisation intelligente d'Internet. A OUM, notre volonté de rester centrés sur l'étudiant suppose que nous sommes également enclins à utiliser la technologie pour enrichir l'expérience d'enseignement et d'apprentissage ; nous réalisons qu'il s'agit d'un élément que nous devons garder à l'esprit non seulement pour nos étudiants locaux mais également pour les étudiants internationaux qui sont basés dans plus d'une dizaine de nos établissements partenaires à l'étranger. Ceci démontre pour moi l'importance inhérente d'adopter et d'adapter les technologies éducatives destinées à une consommation mondiale au sein de la communauté de la FOAD.

Les REL et les MOOCs semblent particulièrement utiles à cet égard. Ils représentent une approche démocratisée et souvent équitable qui encourage le libre accès à des matériels d'apprentissage et offre des possibilités éducatives non discriminatoires. Ceux qui ne sont pas directement impliqués dans la création et l'offre de REL et de MOOCs peuvent toujours profiter des matériels disponibles gratuitement ou s'intéresser aux méthodes d'enseignement des autres enseignants ainsi qu'aux préférences d'un public international.

Il s'agit selon moi du message le plus important pour l'enseignement supérieur. Le défi posé aux frontières traditionnelles de l'enseignement supérieur, à travers lequel la nature de cette nouvelle ère numérique incarne une attitude encourageant toujours un peu plus l'infinitude et la démocratisation absolues, est plus important encore que les technologies et les innovations en elles-mêmes. C'est peut-être l'élément le plus important pour l'avenir de l'enseignement supérieur et quelque chose que nous attendons certainement tous avec impatience.

09 Projets MOOCs en Chine : Une introduction



par **Wang, Qiong**, Directrice, X-learning Center, Graduate School of Education, Peking University, Pékin, Chine, 100871 (wangqiong@pku.edu.cn)



Le 8 mai, le site Internet icourse (www.icourses.cn/home/), soutenu par le Ministère chinois de l'Enseignement supérieur, a annoncé le lancement d'une plateforme chinoise de MOOCs (www.icourse163.org/) destinée aux universités chinoises. Les médias ont ensuite annoncé que 10 MOOCs étaient ouverts aux inscriptions. En l'espace de deux semaines, la liste s'est élargie pour accueillir 64 cours, dont la moitié proposant des dates ouvertes. Le 20 mai, les cinq premiers cours ont attiré des milliers d'étudiants. En Chine, les MOOCs se développent rapidement. La raison pour laquelle les universités chinoises peuvent ouvrir tant de cours en si peu de temps s'explique par le fait que le Ministère de l'Éducation chinois encourage depuis dix ans l'amélioration de l'offre éducative ; près de 3 500 programmes nationaux proposent aujourd'hui des cours d'excellence. Les MOOCs, qui constituent une innovation récente dans le paysage mondial de l'enseignement supérieur, existent en Chine depuis deux ans. Le présent article décrira les quatre niveaux d'action des MOOCs en Chine : au niveau des enseignants, des universités, du consortium et des projets collaboratifs parrainés par le Ministère de l'Éducation.

1. Les MOOCs au niveau des enseignants : une quête personnelle pour rendre à la société ce qu'elle a donné

A la suite des mouvements OCW, de nombreux enseignants chinois ont ouvert leur matériel didactique sur le Web mais rarement comme le Professeur Zhaofeng Luo, professeur à l'Université des sciences et de la technologie de Chine, qui guide réellement les étudiants qui ne sont pas sur le campus du début à la fin via son cours sur Internet. Son cours porte sur la gestion de la littérature et de l'analyse des données, les compétences de base des scientifiques. Pr. Luo a annoncé ses cours sur le réseau scientifique hébergé par la Fondation chinoise des sciences naturelles et utilise des services vidéo gratuits pour les dispenser. L'un des cours qu'il a lancé le 22 mars 2013 attiré 784 inscrits ; 184 ont réussi à l'achever. En raison du manque d'assistance sur la plateforme, il est difficile de gérer les activités d'apprentissage des étudiants.

2. Les MOOCs au niveau des universités : rejoindre les groupes d'élite

En 2013, deux universités de Chine continentale, Peking University (PKU) et Tsinghua University, ont rejoint edX, et trois autres, Shanghai Jiaotong University, Fudan University et Peking University ont rejoint Coursera. Pour l'instant, les quatre universités

contribuent aux MOOCs sur ces plateformes internationales. Pour PKU, notre objectif est de créer 100 MOOCs sur une période de cinq ans. Danser avec les universités les plus prestigieuses au monde est l'une des raisons pour lesquelles les universités chinoises proposent leurs cours sur des plateformes internationales. L'autre objectif est également de permettre aux gens d'en savoir plus sur les universités chinoises et d'offrir la possibilité aux étudiants chinois d'apprendre différentes cultures grâce aux interactions avec leurs camarades de classe internationaux. Les défis que nous rencontrons incluent notamment la lenteur de la connexion Internet, l'autorisation en termes de propriété intellectuelle et les changements de pédagogie. Si les enseignants doivent être formés sur la manière d'enseigner et d'apprendre via Internet, il en est de même pour les étudiants.

3. Les MOOCs au niveau du Consortium universitaire : échange de crédits

Ce type de collaboration a débuté à Shanghai grâce au financement du Bureau de l'Éducation de Shanghai. Le 7 mars 2013, 4 universités basées à Shanghai ont ouvert 7 cours destinés à 20 universités, attirant l'inscription de 4 000 étudiants. Chaque cours s'articulait autour d'une équipe composée d'un professeur en chef responsable de l'enseignement et de plusieurs enseignants occupant un poste d'assistant. Par exemple, le cours sur les Principes de la philosophie, dispensé par le Pr. Wang Defeng, de Fudan University, a attiré 1 000 étudiants divisés en 40 groupes pris en charge par 20 assistants dans 8 salles de classe. Les cours étaient dispensés via Internet en temps réel et les étudiants présents dans une salle de classe à distance pouvaient directement poser leurs questions aux enseignants en utilisant un micro. L'examen s'est déroulé dans chaque université sous la surveillance de personnes habilitées. Il existe également un comité chargé des critères de sélection des cours et de l'authentification des crédits.

A partir de mai 2013, ce modèle s'est élargi et un consortium de 69 universités a été créé pour renforcer les échanges de cours entre les universités orientales et occidentales. La liste compte au total 53 cours. Certains d'entre eux sont des cours diffusés en salle de classe avec des discussions en ligne, et d'autres sont des cours de type xMOOC, intégralement en ligne.

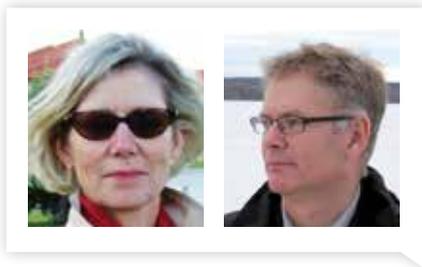
4. Les MOOCs au niveau du Ministère chinois de l'Éducation : cours innovants

Le Ministère chinois de l'Éducation encourage l'excellence des programmes depuis 10 ans. L'un des projets, similaire au projet 'OpenCourseWare' du MIT, a regroupé 2 515 programmes de premier cycle, 1 043 formations professionnelles, 209 programmes de formation en ligne et 143 programmes spécifiques durant la période 2003-2010. Un autre projet, baptisé 'Open Video Courses', a débuté en 2010, et mis en ligne 4 164 clips vidéo extraits de 469 cours. Le projet qui vient juste d'être lancé encourage les enseignants à créer de nouveaux MOOCs. Plusieurs équipes d'enseignants, composées de professeurs issus de différentes universités, travaillent actuellement de manière innovante à la refonte de certains des cours de base les plus utilisés. Ces cours devraient être largement utilisés à l'avenir et ouvrir la voie à l'innovation dans la pédagogie.

Le défi de taille que nous rencontrons est que ce nouveau matériel didactique n'est pas ouvert pour offrir à n'importe qui la possibilité de le 'remixer' et de l'utiliser. On ne sait pas encore

vraiment comment rendre ces investissements précieux et comment jouer un rôle plus important dans l'amélioration de la formation et de l'apprentissage dans l'enseignement supérieur.

10 Un MOOC sur la mondialisation de l'enseignement supérieur et de la recherche



par **Susan Robertson**, University of Bristol, Royaume Uni (S.L.Robertson@bristol.ac.uk) et **Kris Olds**, University of Wisconsin-Madison, États-Unis (olds@geography.wisc.edu)



Nous venons de finir notre premier cours en ligne ouvert et massif (MOOC) !

Pas en tant que participants – pourrait-on ajouter – mais nous l'avons imaginé, fabriqué et dispensé sur une période de sept semaines, ce printemps, à près de 18 400 participants. Quelle aventure !

Nous avons d'abord, peut-être devrions-nous dire Kris, abordé le sujet en se posant la question suivante : « Pourquoi ne pas faire un MOOC sur la mondialisation de l'enseignement supérieur ? » Notre immersion dans le monde globalisé/numérique/public a débuté en 2008 par le biais de GlobalHigherEd, blog très connu qui existe désormais depuis six ans et dont la fréquentation augmente régulièrement et se rapproche des 750 000 visites. Le blog dispose également d'un compte Twitter : <https://twitter.com/GlobalHigherEd>. Nous souhaitons choisir un sujet de spécialistes ; nous sommes constamment impressionnés par le niveau d'intérêt suscité par les évolutions de l'enseignement supérieur au niveau mondial. Et le paysage évolue déjà suffisamment rapidement pour être concentrés, pour ne pas dire étourdis, sur ce que nous estimons intéressant de partager avec les autres.

L'immersion dans le monde des MOOCs s'est faite naturellement. Mais lorsque l'on y pense à la fin de l'expérience, le dernier jour de cours, on s'aperçoit qu'un changement radical était nécessaire au regard de ce qu'il faut mettre en place pour le faire correctement.

Tout d'abord, vous devez non seulement être un expert de votre sujet mais vous devez également vous entourer d'une très bonne équipe d'experts en technologie éducative pour vous permettre de traduire votre expertise dans les formats adéquats pour proposer une expérience d'apprentissage réussie. Et ce soutien nous a été apporté par University of Wisconsin-Madison, et nous lui en sommes à ce titre très reconnaissants. Notre MOOC était également quelque peu inhabituel, étant donné que nous

sommes deux collègues qui travaillons depuis longtemps sur la mondialisation des évolutions de l'enseignement supérieur mais qu'un océan nous séparait. Apprendre à communiquer à distance, manipuler sans cesse des idées et du matériel, a nécessité à la fois des compétences et une certaine confiance. Nous nous sommes certes impliqués dans ce processus mais avons pu également compter sur le soutien de toute une équipe qui nous a aidés à résoudre certains aspects liés à l'élaboration du MOOC.

Mais l'expérience a été inhabituelle sous un angle différent. Nous avons décidé très tôt que nous voulions un MOOC en format texte. Nous voulions ainsi rendre accessible notre MOOC au plus grand nombre possible de participants dans le monde ; nous ne voulions pas par exemple que la vitesse de connexion soit un problème. Nous avons également estimé que nous pourrions à l'avenir plus facilement mettre à jour les contenus, évitant ainsi d'avoir à assumer des coûts élevés pour réenregistrer une vidéo et intégrer de nouvelles évolutions et de nouveaux éléments de preuves. Nous avons essayé d'imaginer qui pourrait suivre notre cours – un administrateur à l'emploi du temps surchargé ? Peut-être un président d'université ou un recteur ? Ou un journaliste ? des personnes pour lesquelles il pourrait s'avérer pertinent de pouvoir imprimer le texte ou le télécharger sur un appareil mobile et le lire durant leur trajet quotidien. Nous avons également été très impressionnés par les récentes expériences du *New York Times* concernant les longues rédactions, les films, les podcasts et autres parties mobiles intégrées. Nous avons apprécié la présentation et le mode de fonctionnement de ces outils et avons voulu savoir dans quelle mesure nous pourrions imiter ce type de format. Nous voulions également un MOOC qui transmette des connaissances mondiales en libre accès et qui soit une ressource pouvant alimenter la réflexion et permettant d'extraire des données.

Dire oui et faire le grand saut pour dispenser un cours chaque semaine sont deux choses bien différentes. Dire oui a induit plusieurs éléments : s'intéresser au comment, aux formats, imaginer les étudiants, comment travailler ensemble, et ainsi de suite. Le faire signifiait confectionner un cours chaque semaine, commander du matériel visuel, enregistrer des podcasts avec des experts du monde entier (dont plusieurs Membres de l'AIU, Eva Egron-Polak, *Goolam Mohamedbhai* et *Madeleine Green*⁶) et les transcrire, jouer avec les styles d'écriture pour assurer une rigueur scientifique mais aussi garantir l'accessibilité des idées, penser à la question des évaluations, mettre notre nez dans les forums de discussion pour accompagner nos étudiants aussi loin que possible, et les encourager semaine après semaine à s'interroger mutuellement sur différentes questions : les empreintes de la recherche au niveau mondial, les compétences internationales, les stratégies nationales d'exportation concernant l'enseignement supérieur, la construction régionale et les classements mondiaux. Ceci supposait de prendre sérieusement en compte semaine après semaine des questions comme le plagiat.

Nous avons désormais achevé l'expérience et sommes satisfaits de ce que nous avons accompli. Nous ne sous-entendons pas que nous avons fait les choses parfaitement. Mais nous savons aujourd'hui ce que nous voudrions faire différemment à l'avenir et les nouvelles questions que nous voudrions aborder.

6. Respectivement : Secrétaire Générale de l'AIU, Président honoraire de l'AIU et Consultante sénior de l'AIU

Notre volonté de mettre l'accent sur les avantages de l'innovation dans l'enseignement supérieur nous a conduits à aborder des investissements expérimentaux, parfois impressionnants – tels qu'à King Abdullah University of Science and Technology en Arabie saoudite et la nouvelle expérience CUSP à New York. Nous n'avons pas souhaité consacrer autant de temps sur les efforts considérables qui accompagnent l'offre d'enseignement supérieur à un nombre extraordinaire d'étudiants jour après jour, comme c'est le cas pour les collèges communautaires. Nous visons à rectifier le tir pour toute future offre du cours.

Nous avons déjà reçu des emails de remerciement de la part des participants, qui nous remercient de les avoir aidés à penser différemment, ce qui a à la fois un impact sur eux-mêmes et leur compréhension. Nous en sommes ravis car c'est notre grand privilège en tant que professeurs d'université. Le MOOC nous a permis d'expérimenter la nouvelle configuration des frontières entrantes/sortantes de l'université ; il nous a donné la possibilité de partager notre expertise avec les autres, tout en nous faisant prendre conscience qu'il nous reste encore beaucoup à apprendre.

MOOC : www.coursera.org/course/globalhighered

11 Les MOOCs sont partout... Que faut-il en penser ?



par **Raisa Belyavina**, Chargée de recherches sénior, Center for Academic Mobility Research and Impact, Institute of International Education (IIE), Paris, France (RBelyavina@iie.org; rb2024@tc.columbia.edu)

INSTITUTE OF
INTERNATIONAL
EDUCATION

Ces dernières années, le phénomène MOOC (Cours en ligne ouvert et massif) est devenu l'un des sujets phares de l'actualité de l'enseignement supérieur. Il représente pour les universitaires un objectif de recherche articulé autour de l'exploitation de données et suscite de grands débats au sein de la communauté de l'enseignement supérieur. Le présent article offre un bref aperçu de l'évolution des MOOCs, suggérant qu'ils ne sont pas aussi révolutionnaires qu'ils n'y paraissent ; il propose également un éclairage sur les récentes évolutions de la formation en ligne, et pose certaines questions pratiques et philosophiques sur le rôle que les MOOCs jouent (peuvent jouer) dans l'enseignement supérieur mondial.

Depuis qu'ils sont au centre des discussions sur l'avenir de l'enseignement supérieur, les MOOCs sont décrits par les médias de masse et les campagnes publicitaires des prestataires de MOOCs comme une nouvelle évolution technologique. Pourtant, les MOOCs ne sont en fait qu'un nouveau modèle d'offre éducative inspiré d'un modèle existant depuis longtemps et qui propose un accès à distance à l'enseignement supérieur depuis le 19^e siècle. Les personnes désireuses d'accéder à des connaissances à distance ont utilisé différents mécanismes pour surmonter la barrière de la distance physique entre les étudiants et les établissements d'enseignement supérieur classiques. Il s'agit d'une pratique de longue date baptisée formation à distance, qui comprend des modalités nouvelles et plus

anciennes allant des cours par correspondance à la formation en ligne, rendue possible grâce à l'avènement d'Internet, en passant par l'offre de contenus éducatifs via le téléphone et la vidéo. Les MOOCs sont le dernier chapitre du livre des modes de prestation alternatifs de l'enseignement supérieur.

Mais existe-t-il un élément qui distingue les MOOCs des autres formes de formation à distance, y compris les autres types de cours en ligne ? La réponse se trouve dans le 'M' de 'Massif' et le 'G' (invisible) de 'gratuit'. En 2008, lorsque les universitaires canadiens Stephen Downes et George Siemens ont proposé pour la première fois leur cours en ligne gratuit baptisé *Connectivisme et connaissances connectives*, le cours a enregistré 2 000 inscriptions et entraîné une multitude d'offres de cours différents. Les MOOCs se sont retrouvés sous le feu des projecteurs à l'automne 2011 lorsque le Professeur Sebastian Thrun de Stanford University a ouvert un cours en ligne gratuit intitulé *Intelligence artificielle* ; c'est la première fois qu'une offre de cours a suscité un tel intérêt, attirant 160 000 inscrits dans plus de 190 pays. Bien qu'un petit pourcentage d'étudiants inscrits à ce cours l'ait achevé (les taux de réussite impliquant un MOOC restent particulièrement faibles, se situant au-dessous des 10%), le cours a établi un nouveau précédent concernant l'accès à des programmes d'enseignement supérieur. Les MOOCs sont aujourd'hui proposés par plusieurs fournisseurs de plateformes, allant des entreprises du secteur privé comme Coursera et Udacity à des partenariats institutionnels à but non lucratif comme EdX, qui a été créé grâce à l'aide financière de Harvard University et du Massachusetts Institute of Technology (MIT), qui ont chacun alloué 30 millions de dollars pour soutenir le développement d'EdX.

Qu'impliquent les MOOCs pour l'avenir de l'enseignement supérieur ? Sont-ils simplement la technologie en vogue ou ont-ils la capacité de donner un second souffle au paysage de l'enseignement supérieur dans la deuxième décennie du 21^e siècle et au-delà ?

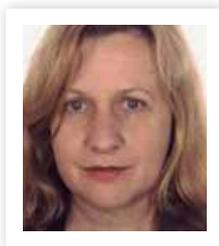
Les optimistes considèrent que les MOOCs ont le potentiel de démocratiser les connaissances générées dans les établissements d'enseignement supérieur les plus prestigieux au monde. Partout dans le monde, des personnes qui, autrement, n'auraient pas accès à ce type d'établissements ont aujourd'hui seulement besoin d'un accès Internet pour prendre part à ce capital de connaissances. Pourtant, dans un environnement en constante évolution dans lequel les établissements d'enseignement supérieur aux Etats-Unis et partout ailleurs sont en concurrence pour attirer les meilleurs étudiants et l'argent généré par les frais d'inscription, les MOOCs présentent à la fois de grandes opportunités et de sérieuses menaces aux modes d'éducation traditionnels.

De nombreux établissements d'enseignement supérieur ne prennent pas le wagon des MOOCs. Ils considèrent que la formation en ligne n'apporte pas la même valeur aux étudiants que la formation traditionnelle. D'autre part, en plus de Harvard University et du MIT qui investissent dans les MOOCs, d'autres établissements, comme par exemple Georgia State University, offrent des crédits aux étudiants qui réussissent les MOOCs et intègrent le modèle MOOC à un diplôme de Master en ligne dans le domaine des sciences informatiques (à un coût moins élevé pour les étudiants). Bien que les universités risquent de perdre l'argent généré par les frais d'inscription en proposant une formation en ligne, les établissements qui proposent des MOOCs peuvent également attirer des étudiants qui, autrement, n'auraient pas pu avoir d'interaction

avec eux. Les cours en ligne offrent aux étudiants internationaux la possibilité de 'tester' l'enseignement supérieur dans différents pays et peuvent jouer un rôle dans les processus de prise de décision concernant leur destination d'études. Des recherches complémentaires sont nécessaires pour approfondir cette question ainsi que d'autres sujets. Vous trouverez ci-après une liste de plusieurs points à considérer :

- **Monétiser les MOOCs** : alors que les MOOCs continuent d'être gratuits pour les étudiants, il est important de savoir comment les prestataires de MOOCs valoriseront leurs modèles d'exploitation et si les MOOCs contribueront également aux revenus institutionnels.
- **Accréditation** : les questions autour de la valeur des crédits des MOOCs perdureront (comme c'est déjà le cas) et les établissements d'enseignement supérieur (et les organismes d'accréditation) devront gérer la comparaison entre les cours en ligne et les modes d'offre éducative plus traditionnels.
- **Pédagogie** : enfin, **la combinaison entre éducation et technologie change notre compréhension des salles de classe, le rôle du corps professoral, et ce que l'on considère comme un savoir au 21^e siècle.**

12 Les ressources éducatives libres (REL) plutôt que les MOOCs (Cours en ligne ouverts et massifs) ?



par **Isabelle Turmaine**,
Directrice, Centre d'Information
et Services de Communication,
AIU (i.turmaine@iau-aiu.net)



Les REL – « matériels d'enseignement, d'apprentissage et de recherche sur tout support, numérique ou autre, existant dans le domaine public ou publiés sous une licence ouverte permettant l'accès, l'utilisation,

l'adaptation et la redistribution gratuits par d'autres »⁷ du moment où la source est indiquée et le résultat republié – semblent avoir quelque peu quitté la scène éducative. Ils ont pourtant suscités l'espoir d'un meilleur partage de la connaissance, de toutes les connaissances, dans toutes les langues et sur tous les supports. Ils ont vu le développement d'initiatives majeures au niveau des :

- Etablissements, comme le projet OpenCourseWare (OCW) du Massachusetts Institute of Technology d'accès à tous ses cours en ligne,
- des réseaux, comme l'Open Education Consortium qui compte aujourd'hui des membres dans 52 pays,
- ou des organisations internationales comme la Déclaration de Paris sur les REL de l'UNESCO (2012).

Puis, ils semblent avoir été dépassés par les MOOCs (cours en ligne ouverts et massifs), qui, comme matériels d'enseignement en ligne, ne

sont malheureusement pas tous des REL. Malgré leur nom, ils ne sont pas tous librement et gratuitement adaptables par tous, partout.

Par contre, comme les REL, ils ont d'abord été développés à grande échelle aux Etats-Unis, et si l'avènement d'un campus planétaire a été un moment envisagé comme leur devenir, on assiste plutôt à présent à leur multiplication, chaque pays voulant disposer du sien. Cette volonté de s'approprier une innovation technologique et un concept en matière d'éducation a rarement été vue dans un laps de temps si court. Les REL, qui sont pourtant plus démocratiques et durables par leur publication sous une licence ouverte, n'ont pas bénéficié d'un tel engouement, du moins pas partout. Par exemple, l'Open Education Consortium n'a de membres que dans trois pays africains : l'Afrique du Sud, le Kenya, et le Nigéria.

Or, selon la Déclaration de Paris, les REL peuvent répondre à l'engagement du Sommet mondial sur la société de l'information (2003) d'« édifier une société de l'information à dimension humaine, inclusive et privilégiant le développement, une société de l'information dans laquelle chacun ait la possibilité de créer, d'obtenir, d'utiliser et de partager l'information et le savoir ». Les promouvoir entre aussi en droite ligne avec l'engagement pris par l'AIU dans sa déclaration de principes intitulée *Universités et technologies de l'information et de la communication* (2004)⁸ « de défendre et promouvoir la coopération entre les établissements d'enseignement supérieur pour le partage de leurs expériences, du matériel éducatif et des équipements afin de permettre aux établissements du monde entier de participer pleinement aux échanges d'information, de savoir et d'expertise ».

Pour toutes ces raisons, l'AIU a développé un programme de formation et d'appui à l'utilisation, la réutilisation et la production de REL à destination des bibliothécaires universitaires. L'idée d'associer les bibliothécaires universitaires à l'identification, la production et la diffusion des REL et son impact sur le développement des REL ont été étudiés lors d'un atelier de validation qui réunissait les bibliothécaires universitaires de 12 pays africains, à Accra, au Ghana en septembre 2013. Elle trouvait son origine dans le postulat que si les REL n'avaient pas atteint leur pleine utilisation, c'était en raison de la faible implication des bibliothécaires – pourtant collectivement toujours sur le front de l'accès ouvert⁹.

Actuellement, l'AIU travaille à l'élaboration de sa stratégie en matière de technologies de l'information et de la communication qui sera présentée au Conseil exécutif de l'Association en octobre 2014. Pour cela, et en plus des résultats de l'atelier d'Accra, elle consultera largement ses membres mais pense dès à présent continuer à inclure les REL dans cette stratégie. Si l'on consulte Google¹⁰ aujourd'hui, les MOOCs semblent être dans le creux de la désillusion sur la courbe des innovations du groupe Gardner au contraire des REL qui semblent regagner du terrain (20 millions de réponses à la question MOOC contre 1,7 million pour OER – REL en anglais – pour l'année passée, mais 87 000 réponses pour les MOOCs contre 200 000 pour les OER pour le mois dernier). Cette tendance vaut certainement la peine d'être regardée de plus près car – outre son importance – elle peut signifier un réel renforcement du droit à l'éducation pour tous tout au long de la vie, partout – ce pour quoi l'AIU œuvre depuis toujours.

8. www.iau-aiu.net/sites/all/files/HE_ICT_Policy_Statement.pdf

9. Déclaration de l'IFLA sur l'accès libre à la littérature scientifique et à la documentation de recherche

10. www.google.fr consulté à la date du 6 mai 2014

7. Source UNESCO, 2002

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE SUR LES MOOCS, REL ET LE E-LEARNING (2011-2014)*

INTERNATIONAL

Open educational resources and change in higher education:

reflections from practice, par Jenny Glennie, Ken Harley, Neil Butcher, Trudi van Wijk, Eds. / UNESCO / Commonwealth of Learning [COL]. Paris, Vancouver: UNESCO, COL, 2012 – 291 p. ISBN 978-1-894975-53-7
www.col.org/PublicationDocuments/pub_PS_OER_web.pdf

A basic guide to Open Educational Resources (OER), par Neil Butcher / UNESCO; Commonwealth of Learning [COL] – Paris, Vancouver: UNESCO, COL, 2011. 133 p. ISBN 978-1-894975-41-4

www.col.org/PublicationDocuments/Basic-Guide-To-OER.pdf
www.academicpartnerships.com/sites/default/files/Guide-OnlineHigherEd.pdf

Guide to Quality in Post-Traditional Online Higher Education,

commissioned by Academic Partnerships, authored by Neil Butcher and Sarah Hoosen, South Africa and edited par Sir John Daniel and Stamenka Uvalic-Trumbic. UNESCO, COL, 2014.

www.academicpartnerships.com/sites/default/files/Guide-OnlineHigherEd.pdf

A world map of Open Educational Resources initiatives: can the global OER community design and build it together? Summary report of an international conversation: 12–30 November 2012,

par Susan D'Antoni – Athabasca: Athabasca University, 2014 – 8 p.

<https://oerknowledgecloud.org>

Introduction to MOOCs: avalanche, illusion or augmentation? UNESCO

Institute for Information Technologies in Education [IITE] – Paris: UNESCO, 2013 – 12 p. (Policy Brief, 2013) – <http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002238/223896e.pdf>

Women and leadership in open and distance learning and development,

par Asha Kanwar, Frances Ferreira, Colin Latchem / Commonwealth of Learning [COL] – Vancouver: COL, 2013 – 176 p. ISBN 978-1-894975-63-6 – www.col.org

* Extraite de HEDBIB – <http://hedbib.iau-aiu.net/>

SÉLECTION DE LIENS INTERNET :

- EU OER MOOC OpenUpEd Project: www.openuped.eu
- OER Africa: www.oerafrica.org
- eLearning Africa: info@icwe.net; www.icwe.net
- OER Asia: www.oerasia.org
- www.elearninglab.net.cn
- European Open Education Policy Project: <http://oerpolicy.eu>
- Latin American Open Resources Collection: www.latinamericalearning.org/about
- OER Knowledge Cloud (North America): <https://oerknowledgecloud.org/category/region/north-america>

AFRIQUE

Introducing MOOCs to Africa: New Economy Skills for Africa Program

– ICT, par Sandi Boga, Rory McGreal / Commonwealth of Learning [COL] – Vancouver: COL, 2014. 10 p.

www.col.org/PublicationDocuments

L'université à l'ère numérique : e-formation, e-recherche,**e-gouvernance : Actes du colloque international.** Université

Mohammed V- Souissi. Presses de l'Institut universitaire de la recherche scientifique, Souissi, Marocco, 2013, 190 p.

<http://iurs.um5s.ac.ma>

E-readiness of ODLC multicultural learners: implications for effective mediation,

par J. Nyoni, In: South African Journal of Higher Education, v. 27, no. 5, pp. 1277-1289, 2013 – ISSN 1011-3487

The viability of e-textbooks in developing countries: Ghanaian**university students' perceptions**,

par Stephen Asunka, In: Journal of Open and Distance Learning Vol. 28, no. 1, February 2013. pp. 36-50;

www.informaworld.com

ÉTATS ARABES

Les dispositifs électroniques pédagogiques conçus pour**l'encadrement en ligne des cours présentiels universitaires : le cas**

du Liban, par Rima Malek, Université de Rouen / Université Saint-Esprit de Kaslik. 342 p. Doctoral thesis.

http://tel.archives-ouvertes.fr/docs/00/55/49/68/PDF/These_Rima_Malek.pdf

Recommendations for promoting e-learning in higher education**institutions : a case study of Iran**,

par Payam Hanafizadeh, Mohsen Khodabakhshi, Mohammad Reza Hanafizadeh – In: Higher Education

Policy, v. 24, no. 1, pp. 103-126, March 2011 – ISSN 0952-8733. Online:

ISSN 1740-3863

ASIE ET OCÉANIE

eLearning in Commonwealth Asia 2013,

by Sanjaya Mishra, S. K. Pulist / Commonwealth Educational Media Centre for Asia [CEMCA] –

New Delhi: CEMCA, 2013. 102 p. – ISBN 978-81-88770-12-0

www.col.org/PublicationDocuments/eLearning_CWAsia_2013.pdf

E-Learning achievement: trends, patterns and highlights,

New Zealand, Ministry of Education. – Wellington: New Zealand Ministry of

Education, 2013. 39 p. (Learners in tertiary education) – ISBN 978-0-

478-38649-3

<http://ifc.auf.org/rubrique18.html>

Open educational resources in the People's Republic of China:**achievements, challenges and prospects for development**,

par Chunyan Wang, Guodong Zhao / UNESCO Institute for Information

Technologies in Education [IITE]. – Moscow: IITE, 2011. – 83 p. – ISBN

978-5-905175-07-7 – <http://iite.unesco.org>

EUROPE ET AMÉRIQUE DU NORD

A comparative analysis of e-learning policy formulation in the European Union and the United States: discursive convergence and divergence, par Elizabeth Roumell Erichsen, Florin D. Salajan, In: Comparative Education Review, v. 58, no. 1, pp. 135-165, February 2014 – ISSN 0010-4086

Beyond MOOCs: sustainable online learning in institutions, par Li Yuan, Stephen Powell, Bill Olivier / Centre for Educational Technology, Interoperability and Standards [UK] – Bolton: CETIS, 2014. – 20 p. <http://publications.cetis.ac.uk/wp-content/uploads/2014/01/Beyond-MOOCs-Sustainable-Online-Learning-in-Institutions.pdf>

Giving MOOCs some credit, par Kathryn Masterson, In: The Presidency, v. 16, no. 2, pp. 13-22, Spring 2013 – ISSN 1099-3681 – www.acenet.edu/the-presidency/columns-and-features/Pages/Giving-MOOCs-Some-Credit.aspx

Open educational resources in Poland: challenges and opportunities, UNESCO Institute for Information Technologies in Education [IITE] – Moscow: IITE, 2013 – 75 p. <http://unesdoc.unesco.org/>

The maturing of the MOOC: literature review of massive open online courses and other forms of online distance learning United Kingdom. Department for Business Innovation and Skills [BIS] – London: BIS, 2013 – 123 p. – www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/240193/13-1173-maturing-of-the-mooc.pdf

The pedagogy of the Massive Open Online Course: the UK view, par Siân Bayne, Jen Ross / Higher Education Academy [UK] – York: HEA, 2013. – 73 p. – www.heacademy.ac.uk/assets/documents/elt/HEA_Edinburgh_MOOC_WEB_030314_1136.pdf

Transition to open and on-line education in European universities: Proceedings, European Association of Distance Teaching Universities [EADTU] – Open and Flexible Higher Education Conference, Paris, October 2013. Heerlen, Netherlands: EADTU, 2013 – 454 p. – ISBN 978-90-79730-13-1 – www.eadtu.eu/images/stories/Docs/Conference_2013

Using e-learning for student sustainability literacy : framework and review, par Susannah Diamond, Brian Irwin, – In: International Journal of Sustainability in Higher Education, v. 14, no. 4, pp. 338-348, 2013 – ISSN 1467-6370

Who owns Your MOOCs? Updating intellectual property for the modern era, par Ada Meloy, In: The Presidency, v. 16, no. 2, pp. 8-10, Spring 2013 – ISSN 1099-3681 – www.acenet.edu/the-presidency/columns-and-features/Pages/Legal-Watch-Who-Owns-Your-MOOCs.aspx

Educational portals and open educational resources in the Russian Federation, par Alexey Sigalov, Alexey Skuratov / UNESCO Institute for Information Technologies in Education [IITE] – Moscow : IITE, 2012. – 83 p. – ISBN 978-5-905175-08-04; <http://iite.unesco.org>

Open educational resources in Lithuania: state-of-the-art, challenges and prospects for development, par Airina Volungevicienė,

Margarita Teresevicienė / UNESCO Institute for Information Technologies in Education – In: ICT in teacher education: policy, open educational resources and partnership. – Moscow: IITE, 2011 – 111 p. <http://unesdoc.unesco.org/images/0019/001936/193658e.pdf#210851>

MOOCs: Massive open online courses / Michael Gaebel / European University Association [EUA] – Brussels : EUA, 2014 – 35 p. (EUA Occasional Papers)

AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

Open educational resources in Brazil: state-of-the-art, challenges and prospects for development and innovation, par Andreia Inamorato dos Santos / UNESCO Institute for Information Technologies in Education [IITE] – Moscow : IITE, 2011 – 67 p. – ISBN 978-5-905175-06-0 – <http://unesdoc.unesco.org/images/0021/002149/214975e.pdf>

A experiência pioneira do ensino à distância em treinamento de usuários de bibliotecas universitárias, par L. Pizzani; R. C. da Silva; D. de Cássia Moreira Zornoff; L. F. Arantes – In: Ried: Revista Iberoamericana de Educación a Distancia, v. 15, no. 1, pp. 143 – 158, 2012. ISSN 1138-2783 – www.utpl.edu.ec

SÉLECTION DE JOURNAUX ET D'ARTICLES

Online education: MOOCs taken by educated few, par Ezekiel J. Emanuel. In: Nature, v. 503, no. 342, 21 November 2013 – www.nature.com/nature/journal/v503/n7476/full/503342a.html

The most important education technology in 200 Years, by Antonio Regalado. In: MIT Technology Review, 2 November 2012 – www.technologyreview.com/news/506351/the-most-important-education-technology-in-200-years

MOOCs as neocolonialism – Who controls knowledge?, par Philip G. Altbach, In: University World News, no. 299, 6 December 2013 – www.universityworldnews.com

MOOCs: students in the global south are wary of a 'sage on the stage', par Charlotte Gunawardena, In: The Guardian, 19 March 2014 www.theguardian.com/education/2014/mar/19/cost-barrier-students-global-south

The MOOC Moment and the end of Reform; A plea to 'Close Learning' and MOOCs and Democratic Education, Liberal Education, vol. 99, no.4, Fall 2013, on Massive Open Online Courses; Association of American Colleges and Universities – www.aacu.org/liberaleducation/le-fa13/index.cfm

India hops onto MOOC bandwagon, par Navadha Pandey, In: The Hindu, March 11 2014 – www.thehindubusinessline.com/industry-and-economy/education/india-hops-onto-mooc-bandwagon/article5773909.ece

MOOCs tsunami in China, par Katherine Forestier, In: International Focus, no. 96, October 2013 – www.international.ac.uk/newsletters/international-focus-96/articles/moocs-tsunami-in-china.aspx



NOUVELLES PUBLICATIONS DE L'AIU

RAPPORT ANNUEL



Le rapport annuel 2013 de l'AIU, envoyé à tous les Membres de l'AIU en version papier, présente les activités et les réalisations de l'AIU au cours de l'année écoulée et fournit des informations sur les réalisations de l'Association par thème prioritaire, les ouvrages publiés durant l'année, ainsi qu'une présentation de la gouvernance, des adhésions et du rapport financier. N'hésitez pas à contacter Dr. Hilligje van 't Land, Directrice de l'AIU, Adhésions et Développement des Programmes (h.vantland@iau-aiu.net) et/ou Trine Jensen, Chargée de Programmes (t.jensen@iau-aiu.net), si vous souhaitez en savoir plus sur l'adhésion à l'AIU.

INTERNATIONALIZATION OF HIGHER EDUCATION: GROWING EXPECTATIONS, FUNDAMENTAL VALUES

La 4^e enquête mondiale de l'AIU est désormais disponible !



La 4^e édition de l'enquête mondiale de l'AIU sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur a été publiée le 1^{er} avril 2014. Ce rapport résulte de l'analyse de données recueillies auprès de 1 336 EES dans 131 pays, ce qui constitue la collecte et l'analyse de données brutes sur l'internationalisation la plus large et la plus diversifiée sur le plan géographique jamais entreprise à ce jour. Pour commander votre copie, qui comprend un exemplaire électronique gratuit de la

synthèse du rapport, veuillez remplir le bon de commande en ligne à l'adresse suivante www.iau-aiu.net, et le renvoyer à Morgane Baillargeant (m.baillargeant@iau-aiu.net)

NOUVEAUTÉS DANS HEDBIB

Le numéro d'avril 2014 de *Nouveautés dans HEDBIB* a été publié. Contenant les références et les résumés des derniers articles et publications de recherche sur l'enseignement supérieur dans le monde ainsi que des liens vers des publications en ligne, ces informations sont tirées de **HEDBIB**, la Base de données bibliographique internationale sur l'enseignement supérieur. Nouveautés dans HEDBIB vise à représenter toutes les régions du monde et porte une attention particulière aux thèmes prioritaires de l'AIU – Accès équitable et réussite dans l'enseignement supérieur, Education pour Tous ; Dialogue interculturel ; Internationalisation ; Recherche et formation doctorale ; et Développement durable. Chaque numéro présente les publications recommandées. **Contact** : Amanda Sudic (a.sudic@iau-aiu.net)

HIGHER EDUCATION POLICY



HEP, 26/4, DÉCEMBRE 2013

est un numéro spécial qui célèbre les 25 ans de la revue et s'intitule From the Vaults: Revisiting, Revising and Reflecting on

Higher Education Policy Research. Après une analyse des thèmes abordés au cours des 25 dernières années, ce numéro examine notamment les approches de direction mixte, la liberté académique, l'autonomie des universités et la troisième mission des universités. Une sélection de ces articles est toujours disponible en ligne à l'adresse suivante : www.palgrave-journals.com/hep/index.html.

HEP, 27/1, MARS 2014 regroupe une série d'articles sur différents thèmes, notamment les différences et les similitudes en termes d'autonomie et de liberté dans les pays nordiques, le capitalisme académique en Finlande, la gouvernance des universités en Ukraine, et l'impact des programmes d'aide universitaire sur le taux d'inscription des étudiants issus d'un milieu socio-économique modeste en Israël.

Tous les établissements Membres de plein droit de l'AIU reçoivent HEP ; ils peuvent également consulter la revue en ligne en utilisant les identifiants de connexion fournis par l'AIU.

Si vous n'êtes pas Membre de l'AIU et que vous souhaitez vous abonner à HEP, veuillez consulter la page d'accueil de la revue : www.palgrave-journals.com/hep/index.html.

HEP 27/2 – JUIN 2014 est un numéro spécial sur les approches innovantes en matière de formation doctorale en Afrique (IDEA-PhD), qui regroupe des articles sur les récentes évolutions de la formation doctorale en Afrique, ainsi qu'une sélection d'articles de diverses régions du monde. Cross et Backhouse (Afrique du Sud) analysent l'évaluation des programmes de doctorat ; Stackhouse et Harle (ACU, RU) s'intéressent aux questions à prendre en compte pour l'avenir de la formation doctorale en Afrique ; Akuffo/Freeman et al (travail d'équipe international) examinent le renforcement des capacités de recherche dans une université ougandaise.

Les autres articles étudient les réformes politiques au Portugal, les classements à Taiwan, et l'élaboration de stratégies dans les EES irlandais.

➔ PORTAIL WORLD HIGHER EDUCATION DATABASE (WHED) DE L'AIU



Le **Portail WHED de l'AIU** propose gratuitement en ligne ce qui était auparavant le CD-ROM WHED de l'AIU ! Vous pouvez le consulter à l'adresse suivante : www.whed.net

Comme son prédécesseur, le Portail WHED est un outil unique où vous pouvez trouver des informations sur les systèmes d'enseignement supérieur, les principaux diplômes et plus de 18 000 établissements d'enseignement supérieur dans 184 pays. Les données qu'il contient sont régulièrement mises à jour grâce à l'aide des organes nationaux, du réseau ENIC-NARIC, et des établissements d'enseignement supérieur eux-mêmes.

Disponible gratuitement pour tout le monde à des fins de consultation, le **Portail WHED de l'AIU** offre un meilleur accès (**MyWHED**) à ses **Membres** ; en plus de l'accès à la base de données, il leur offre la possibilité d'effectuer des recherches

avancées (aussi bien sur les établissements que sur les systèmes et diplômes), d'exporter et d'imprimer les données sélectionnées.

Les données sur les établissements comprennent des informations générales, les noms des responsables, les divisions (avec les domaines d'études), les diplômes proposés (avec les domaines d'études), les services et les infrastructures dédiés aux étudiants, les revues, le nombre d'étudiants et de membres du personnel.

Les données sur les systèmes et les diplômes comprennent des informations sur le système d'enseignement préalable à l'enseignement supérieur, le système d'enseignement supérieur, les organes, l'admission à l'enseignement supérieur, la reconnaissance des études, la vie étudiante, le niveau d'éducation et les critères d'admission, accompagnées d'une brève description des principaux diplômes proposés dans chaque pays.

Le Portail WHED de l'AIU est régulièrement mis à jour, veuillez donc vérifier la date de la dernière mise à jour et le pays concerné. *International Handbook of Universities (IHU)* – version papier du WHED – continuera d'être publié par la maison d'édition Palgrave Macmillan une fois par an. Un accès d'un an à MyWHED sera offert à tous ceux qui achètent IHU, dont le prochain numéro sortira en septembre 2014 et qui peut être commandé à l'adresse suivante : www.palgrave.com/products/title.aspx?pid=663591 (Royaume Uni) ou <http://us.macmillan.com/internationalhandbookofuniversities-3/> *International Association of Universities*, pour les Amériques.

Veuillez nous adresser vos commentaires sur le nouveau Portail WHED de l'AIU. Le Portail est toujours en phase de test et vos commentaires nous permettront de le rendre encore plus utile. Si vous avez des commentaires positifs, n'oubliez de nous en faire part également, ils encourageront l'équipe qui travaille sur le Portail WHED de l'AIU à l'améliorer encore !

Contact : b.inglisian@iau-aiu.net

➔ U-MULTIRANK : LANCEMENT D'UN NOUVEAU CLASSEMENT MONDIAL DES UNIVERSITÉS



U-Multirank, le nouveau classement mondial des universités, est un nouvel outil unique qui permet de comparer les résultats des universités et qui comprend actuellement des informations sur 879 établissements d'enseignement supérieur, plus de 1 000 facultés et 5 000 programmes d'études dans 74 pays. U-Multirank adopte une approche différente en comparaison des classements mondiaux actuels des universités ; il est multidimensionnel et compare les résultats des universités à travers un éventail d'activités notées de 'A' (très bon) à 'E' (faible). Il ne produit pas un classement des 100 meilleures universités du monde basé sur des notes globales. Il offre au contraire une approche centrée sur les utilisateurs qui leur permet de comparer des types particuliers d'universités (éléments

comparables) dans les domaines de performance qui les intéressent, et d'identifier les forces et les faiblesses des universités. Le large éventail des nouveaux indicateurs de performance couvre cinq dimensions : l'enseignement et l'apprentissage, l'engagement régional, le transfert de connaissances, l'orientation internationale et la recherche. U-Multirank montre les performances des établissements dans leur ensemble, et les classe également dans des domaines académiques spécifiques : en 2014, les domaines sont les études commerciales, le génie électrique et mécanique et la physique ; en 2015, les domaines seront la psychologie, l'informatique et la médecine. Pour vous inscrire en 2015 ou en savoir davantage sur U-Multirank et comment comparer les universités à votre guise, veuillez consulter le site suivant : www.umultirank.org.

U-Multirank est dirigé par un consortium indépendant, sous l'égide du Centre for Higher Education en Allemagne et du Center for Higher Education Policy Studies de l'Université de Twente aux Pays-Bas. U-Multirank bénéficie du financement initial du Programme pour l'éducation et la formation tout au long de la vie de la Commission européenne.

20^e VOLUME D'AIU HORIZONS !

LA PRÉSENTATION ET LE CONTENU ONT CHANGÉ AU FIL DU TEMPS. LA MAQUETTE ACTUELLE A ÉTÉ INAUGURÉE AU LENDEMAIN DE LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE AIU 2008 ; DEPUIS, 17 NUMÉROS ET PLUS DE 500 PAGES ONT ÉTÉ PUBLIÉS !

En plus de fournir des détails sur la vie et l'œuvre de l'Association, les rapports sur les Conférences générales et internationale de l'AIU, séminaires et autres événements, partager les appels à participation de l'AIU à prendre part à des projets, programmes et activités, le magazine se concentre aussi sur les thèmes et les tendances spécifiques d'une importance capitale pour le secteur de l'enseignement supérieur à l'échelle mondiale et locale.

AIU HORIZONS EN CHIFFRES (DEPUIS 2008) :

130 ARTICLES PUBLIÉS

par 97 auteurs et co-auteurs masculins

et 71 auteurs et co-auteurs féminins

DE PLUS DE

100

PAYS DIFFÉRENTS

* de 57 organisations

et quelques 74 EES

LES 17 VOLUMES ONT ABORDÉ DES SUJETS AUSSI VARIÉS QUE :

- *Frais d'inscription dans l'enseignement supérieur – Perspectives internationales (Vol.19.3)*
- *Approches innovantes en matière de formation doctorale en Afrique (Vol. 19.2)*
- *14^e Conférence générale de l'AIU : L'enseignement supérieur et l'Agenda global – orientations alternatives pour l'avenir (Vol. 18.3 & 19.1)*
- *La contribution de l'enseignement supérieur au développement durable (Vol. 18.2)*
- *Repenser l'internationalisation (Vol. 17.3 and 18.1)*
- *Stratégies pour le renforcement de l'équité en matière d'accès et de succès dans l'enseignement supérieur – Perspectives internationales (Vol. 17.2)*
- *Enseignement supérieur et Education pour Tous (Vol. 17.1)*
- *Les partenariats en enseignement supérieur et la collaboration (Vol.16.3)*
- *L'enseignement supérieur européen dans le monde : 10^e anniversaire du processus de Bologne et lancement de l'EEES (Vol. 16.2)*
- *L'enseignement supérieur et la crise économique globale (Vol.16.1)*
- *Résultats de l'enseignement supérieur (RES) (Vol.15.3)*
- *Les Membres de l'AIU dessinent les contours de la nouvelle dynamique de l'enseignement supérieur (Vol. 15.2)*
- *Les fusions en enseignement supérieur (Vol. 15.1)*
- *La 13^e Conférence générale de l'AIU – les temps forts de la conférence (Vol. 14.2-3)*
- *L'enseignement supérieur et les impératifs économique : quoi de neuf ? (Vol. 14.1)*

Pour consulter, lire ou relire les articles thématiques publiés au fil des numéros par des chercheurs et des collègues du monde entier, rendez-vous en ligne (www.iau-aiu.net/content), ou contactez l'éditeur: h.vantland@iau-aiu.net



Les universités de classe mondiale

par **Gilles Breton**, Université d'Ottawa, Canada

(Gilles.Breton@uottawa.ca)



Dans cette réflexion qui vise à mettre au jour et comprendre les mutations qui traversent le monde universitaire, il faut constater que le thème de l'émergence des universités de classe mondiale occupe une place de choix. Mieux, le rythme du changement dans notre monde universitaire est tel qu'on en est déjà rendu à discuter de l'institutionnalisation

de ce nouveau modèle d'université. Tel est le propos de l'ouvrage édité par Jung Cheol Shin et Barbara M. Kehn*; propos justifié par l'importance que prennent ces universités et leurs activités de recherche dans la nouvelle compétitivité de leur économie nationale respective dans l'économie du savoir mondialisé d'une part, ainsi que par le développement dans le monde de l'éducation supérieure d'une compétition entre ces universités de classe mondiale autour de l'attractivité des meilleurs étudiants et chercheurs, des fonds de recherche et bien sûr de l'amélioration de leur position dans les classements internationaux.

Il s'agit d'une contribution importante tant par son propos théorique fouillé et éclairant sur la notion et la définition d'une université de classe mondiale que par l'analyse fine qui nous est proposée de leur situation concrète. À cet égard, 12 pays sont étudiés que l'on a distingués et regroupés sur la base d'une double classification, la langue d'usage dans les systèmes universitaires de langue anglaise versus les universités de langue étrangère d'une part, et la catégorisation des systèmes universitaires selon qu'ils sont développés ou en développement. Ce qui nous donne un ensemble d'études de cas qui couvrent un large éventail : 6 pays de langue anglaise avec les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie dans les pays développés ainsi que la Malaisie, Singapour et Hong Kong dans les pays en développement. On retrouve dans les 6 pays non anglophones, l'Allemagne, la France et le Japon dans les pays développés avec la Corée du Sud, la Chine et Taiwan dans les pays en développement. Il ne s'agit pas de discuter des critères de classement mais de reconnaître que les 12 cas étudiés nous donnent un aperçu extrêmement riche de la situation de ces universités de classe mondiale tant au niveau global que national.

Que retenir de cet ouvrage ? Au-delà de la spécificité de chaque étude de cas dont il faut souligner la qualité et malgré

ces spécificités nationales les éditeurs de l'ouvrage concluent que le processus d'institutionnalisation des universités de classe mondiale repose sur une stratégie commune dont les principales composantes sont la sélection dans chaque pays d'un petit nombre d'universités fortement appuyées par l'État, la mise en place d'une nouvelle gouvernance afin d'octroyer à ces universités la flexibilité nécessaire pour se comporter en acteurs autonomes sur le marché des ressources externes de financement et – ajouterais-je – celui, symbolique, de la réputation et du statut; un engagement actif dans l'amélioration de leur classement mondial et enfin, une gestion des professeurs-chercheurs qui les inscrit dans une culture de la compétition pour l'obtention de fonds de recherche et l'avancement dans leur carrière.

Trois remarques pour conclure. Une première, relativement banale, porte sur le changement de statut des classements mondiaux dans la réflexion sur les universités de classe mondiale. D'objets de critiques dont on soulignait tant les faiblesses méthodologiques que leur impact sociologique parce qu'il légitimait une nouvelle différenciation et hiérarchie verticale entre les institutions, les classements internationaux ont changé de statut et ont trouvé une nouvelle utilité en devenant la base de données empiriques incontournable qui permet l'identification et l'analyse de ce nouveau modèle d'universités.

La deuxième remarque porte sur la réponse à la question suivante : quel élément a le plus d'impact sur la montée des universités de classe mondiale, leur positionnement dans la compétition universitaire ou leur ancrage et leur contribution à la compétitivité internationale de leur économie nationale ? Si la réponse est le deuxième élément, force est de conclure que ce qui s'institutionnalise actuellement, ce ne sont pas des universités de classe mondiale, mais des universités de recherche de calibre mondial**.

Enfin, à la question soulevée dans l'ouvrage "Does world-class university mean Top-ranked universities or does it mean the university that contributes to humankind globally?" (p17), l'ouvrage définit la contribution de l'université à notre communauté globale de destin comme étant avant toute chose de nature économique. Ce qui soulève évidemment la question de l'identité de l'université et de l'acceptation ou non d'une approche réductionniste qui en ferait pour l'essentiel un acteur économique.

* Les éditeurs de "Institutionnalization of World-Class University in Global Competition", 6^e ouvrage publié dans la collection *The Changing Academy – The Changing Academic Profession in International Comparative Perspective*, Springer, 2013.

** Sur ce point, lire l'ouvrage à paraître à l'automne 2014 de R.Lacroix et L.Maheu, *Faire une différence : les universités de recherche de calibre mondiale, Où et quelles sont-elles ?* Presses de l'Université de Montréal, Montréal, Canada.



LISTE ANNOTÉE D'UNE SÉLECTION DE PUBLICATIONS

BROWNE AND BEYOND: MODERNIZING ENGLISH HIGHER EDUCATION, Claire Callender, Peter Scott, Eds., London: Institute of Education Press, 2013 – 221 p. – ISBN 97-1-78277-023-7



Ce livre examine les impacts des réformes de l'enseignement supérieur anglais introduites suite à l'étude de Browne conduite en 2009. Les auteurs analysent l'histoire et le contexte des réformes ainsi que plusieurs thèmes s'y rapportant, notamment : la commercialisation et la marchandisation de l'enseignement supérieur ; les moteurs de la mobilité sociale et de l'élargissement de la participation et l'impact des frais d'inscription ; l'arrivée de nouveaux prestataires (en particulier des prestataires privés) ; les conséquences sur l'autonomie des universités et la liberté académique ; et l'impact sur la formation post-universitaire et la recherche.

GLOBAL MEDIA AND INFORMATION LITERACY ASSESSMENT FRAMEWORK: COUNTRY READINESS AND COMPETENCIES UNESCO – Paris: UNESCO, 2013 – 158 p. ISBN 978-92-3-001221-2



La maîtrise de l'information et des médias (MIM) regroupe la maîtrise des médias, la maîtrise de l'information, la maîtrise des TIC et la maîtrise du numérique sous un même concept. Cette publication introduit les principes qui sous-tendent ce concept et offre un cadre méthodologique permettant de conduire une évaluation

des compétences existantes aux niveaux national, institutionnel et individuel. Une annexe technique comprend des questionnaires qui ont été élaborés pour les agences nationales et les instituts de formation des enseignants. L'Association internationale des Universités a contribué à la rédaction de cette publication.

GLOBAL PERSPECTIVES ON INTERNATIONAL JOINT AND DOUBLE DEGREE PROGRAMS,

Matthias Kuder, Nina Lemmens, Daniel Obst, Eds. / Institute of International Education [IIE][USA]; German Academic Cooperation Association [DAAD], New York : IIE, 2013 – 248 p. ISBN 978-0-87206-363-1



Cette publication regroupe des articles sur les programmes internationaux de diplôme conjoint et de double diplôme dans différents contextes régionaux. La première partie du livre décrit et analyse la nature des programmes de diplôme collaboratif, en présentant les récentes recherches, évolutions et innovations dans ce domaine. La deuxième partie porte sur les perspectives institutionnelles, et présente des exemples d'approches et d'expériences concernant le développement et l'offre de programmes dans des établissements d'enseignement supérieur en Afrique, en Asie, en Europe, au Moyen-Orient, en Amérique du Nord et en Amérique du Sud. La troisième partie met l'accent sur des expériences nationales spécifiques. Les deux dernières parties examinent des questions spécifiques relatives aux diplômes conjoints : la demande des étudiants, l'employabilité des diplômés et l'assurance qualité.

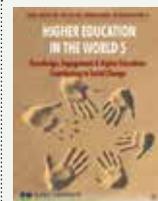
GLOBALIZATION AND INTERNATIONAL EDUCATION, Robin Shields, London: Bloomsbury Academic, 2013 – 139 p. (Contemporary Issues in Education Studies) – ISBN 978-1-4411-3576-6



Destiné aux étudiants en sciences de l'éducation, ce livre offre une présentation claire des principales questions internationales dans le domaine de l'éducation et analyse les transformations de l'éducation associées à la mondialisation. L'ouvrage met l'accent sur l'éducation et le développement, et contient un bref historique du développement international, des pratiques éducatives et du rôle actuel de l'Éducation pour Tous (EPT). La relation à l'éducation dans le cadre de conflits et de situations d'urgence est analysée. Le rôle des TIC dans l'éducation dans les pays en développement est également examiné. L'enseignement supérieur est spécifiquement examiné dans un chapitre du livre.

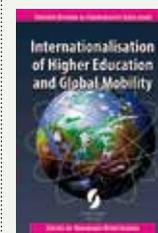
HIGHER EDUCATION IN THE WORLD 5: KNOWLEDGE, ENGAGEMENT AND HIGHER EDUCATION: CONTRIBUTING TO SOCIAL CHANGE. Global University Network for Innovation [GUNI]. – Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2014, 368 p. (GUNI Series on the Social Commitment of Universities, 5) ISBN: 978-0-2305-3556-5 – www.guninetwork.org/guni.report/hiw-5-2013

Cette publication analyse le rôle actif des établissements d'enseignement supérieur dans la création d'un monde plus juste et plus durable. Elle examine le concept d'engagement universitaire



communautaire et de responsabilité sociale aux niveaux mondial et régional. Les auteurs illustrent comment les universités ont lié le savoir à la société, présentant différents mécanismes, pratiques et structures et décrivant notamment l'impact de l'engagement dans l'enseignement, l'apprentissage, la recherche et les activités institutionnelles.

INTERNATIONALISATION OF HIGHER EDUCATION AND GLOBAL MOBILITY, Bernhard Streitwieser, Ed. – Oxford: Symposium Books, 2014 – 320 p. (Oxford Studies in Comparative Education) – ISBN 978-16873927-42-7



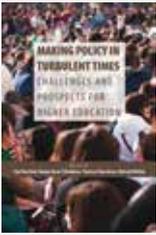
Ce livre regroupe des articles d'experts renommés dans le domaine de l'internationalisation de l'enseignement supérieur. La première partie présente une perspective internationale et propose une synthèse des principales tendances concernant la mobilité des étudiants et du personnel aujourd'hui. La deuxième partie du livre contient des études régionales spécifiques sur l'internationalisation et la mobilité. Enfin, les chapitres de la troisième partie proposent une description d'établissements individuels, de professionnels et de participants impliqués dans l'éducation internationale dans leur pratique quotidienne.

MAKING POLICY IN TURBULENT TIMES: CHALLENGES AND PROSPECTS FOR HIGHER EDUCATION,

REÇUES PAR L'AIU

Source: HEDBIB, base de données bibliographique gérée par l'AIU – <http://hedbib.iau-aiu.net/>

Paul Axelrod, Theresa Shanahan, Richard Wellen, Roopa Desai-Trilokekar, Eds. – Montreal and Kingston: McGill-Queen's University Press, 446 p. (Queen's Policy Studies Series) – ISBN 978-1-55339-332-0



Cette anthologie est le résultat d'une conférence internationale organisée au Canada en 2012. Des experts de premier plan dans le domaine de l'enseignement supérieur analysent et comparent les évolutions politiques et les convergences dans le climat économique actuel. Les auteurs examinent l'efficacité des politiques d'enseignement supérieur nationales et transnationales et les conséquences de l'économie sur les politiques. Ils étudient également en détail le financement et les agences de financement, l'importance de la recherche dans les développements politiques, l'accès à l'enseignement supérieur, l'impact de la mondialisation, l'autonomie des universités et le rôle des réseaux et des alliances universitaires. Bien que ce livre ait une portée internationale, il met particulièrement l'accent sur les évolutions politiques dans l'Union européenne et au Canada, ainsi qu'au Royaume-Uni et en Australie.

MOBILITY WINDOWS: FROM CONCEPT TO PRACTICE, Irina Ferencz, Kristina Hauschildt, Irma Garam, Eds. / Academic Cooperation Association [ACA]. Bonn: Lemmens, 2013, 148 p. (ACA Papers on International Cooperation in Education) – ISBN 978-3-86856-009-1

Cette publication examine les



« fenêtres de mobilité », c'est-à-dire la période consacrée à la mobilité internationale des étudiants dans le cadre d'un programme d'études. Elle est le résultat du projet 'Mapping Mobility Windows in European Higher Education' coordonné par l'ACA en coopération avec le DZHW en Allemagne et le Centre for International Mobility (CIMO) en Finlande. La publication se divise en trois parties. La première partie articule la définition et la typologie des fenêtres de mobilité. La deuxième partie examine comment les fenêtres de mobilité sont conçues et mises en œuvre, mentionnant les défis et présentant les solutions et les bonnes pratiques. La troisième partie présente un ensemble de recommandations destinées aux professionnels et décideurs politiques.

PORTABLE STATE GRANTS AND LOANS: AN OVERVIEW AND THEIR CONTRIBUTION TO OUTGOING STUDENT MOBILITY, Queenie K.H. Lam, Danja Oste / Academic Cooperation Association [ACA], Bonn: ACA, 2013 – 144 p. (ACA Papers on International Cooperation in Education) – ISBN 978-3-86856-011-4



Ce livre offre une présentation des systèmes d'aide financière aux étudiants dans 31 pays européens et décrit l'utilisation de bourses et prêts transférables par les étudiants mobiles européens. Il contient les présentations de 11 pays qui ont ouvert leurs systèmes, intégralement ou partiellement, à la mobilité étudiante sor-

tante. Ces présentations nationales concernent les pays suivants : Danemark, Finlande, Norvège, Suède, Pays-Bas, Irlande, Autriche, Allemagne, Liechtenstein, Luxembourg et France.

ENSEIGNER ET APPRENDRE : ATTEINDRE LA QUALITÉ POUR TOUS : RAPPORT MONDIAL DE SUIVI SUR L'EPT, 2013 – 2014, 2013-2014, UNESCO, Paris, 2014 – 462 p. ISBN 978-92-3-104255-3



Cette nouvelle édition du Rapport mondial de suivi sur l'EPT revêt une importance particulière pour l'enseignement supérieur car il aborde clairement la manière dont l'enseignement supérieur contribue de manière cruciale à atteindre les objectifs de l'EPT. Le rapport 1) place l'éducation au centre du développement, illustrant son rôle central dans l'agenda de développement post-2015 et 2) met l'accent sur les parties prenantes, telles que les instituts de formation des enseignants, dont l'objectif est de garantir un apprentissage équitable et de former les meilleurs enseignants. La publication se divise en trois parties. La première partie dresse un bilan des progrès réalisés en vue d'atteindre les six objectifs de l'EPT. La deuxième partie démontre clairement que les progrès accomplis dans le domaine de l'éducation sont cruciaux en vue d'atteindre les objectifs de développement après 2015. La troisième partie insiste sur l'importance de mettre en œuvre des politiques solides pour libérer le potentiel des enseignants et ainsi les aider à surmonter la crise mondiale de l'apprentissage.

DÉVELOPPER LA COMPÉTENCE INTERCULTURELLE PAR L'ÉDUCATION, Josef Huber, Christopher Reynolds, Eds. / Conseil de l'Europe, Strasbourg : Editions du Conseil de l'Europe, 2014, 128 p. (Pestalozzi Series, no. 3) – ISBN 978-92-871-7745-2



Ce livre aborde les principes éducatifs et présente un cadre conceptuel pour le développement de la compétence interculturelle par l'éducation. Il comprend un chapitre détaillant les différentes approches et activités pédagogiques qui favorisent le développement de la compétence interculturelle.

THE LISBON RECOGNITION CONVENTION AT 15: MAKING FAIR RECOGNITION A REALITY, Sjur Bergan, Carita Blomqvist / Conseil de l'Europe : Editions du Conseil de l'Europe, 2014, 312 p. (Série sur l'enseignement supérieur, n°19) – ISBN 978-92-871-7867-1



La Convention de Lisbonne sur la reconnaissance est le principal texte juridique international sur la reconnaissance internationale des qualifications et a été ratifiée par plus de 50 pays. Ce livre examine certains défis liés à la reconnaissance internationale des qualifications. Les auteurs analysent les politiques et les pratiques en matière de reconnaissance, intègrent la question de la reconnaissance au débat politique plus large sur l'enseignement supérieur, et examinent le rôle de la reconnaissance permettant aux individus de se déplacer librement à travers les frontières.



Septembre 2014

- 01-05** *University of Porto, Portugal*
ECER 2014 – The Past, the Future and Present of Educational Research in Europe
www.eera-ecer.de/ecer2014
-
- 03-05** *Manchester, Royaume Uni*
2nd World Symposium on Sustainable Development at Universities
www.haw-hamburg.de
-
- 04-07** *Innsbruck, Autriche*
EUPRIO 2014 – How to communicate in a world dominated by change
www.euprio.eu/conference
-
- 08-09** *Oxford Brookes University, Royaume Uni*
UK and Ireland Higher Education Institutional Research (HEIR) network 2014 Conference – From Research to Action
www.triumphgroupinternational.com/event/27thcher
-
- 08-10** *CNR-National Research Council, Rome, Italie*
27th Annual Conference of the Consortium of Higher Education Researchers (CHER) – Universities in transition: Shifting institutional and organizational boundaries
www.baice.ac.uk
-
- 08-10** *University of Bath, Royaume Uni*
British Association for International and Comparative Education Conference 2014 – Power, Politics and Priorities for Comparative and International Education
www.heirnetwork.org.uk/news/heir-network-2014-conference
-
- 16-19** *Prague, République Tchèque*
EAIE 2014 – Stepping into a new era – Deux sessions sont organisées par l'AIU
www.eaie.org/prague – Pour plus d'informations : iau@iau-aiu.net
-
- 17-20** *Cuernavaca, Mexique*
OWSD Fifth General Assembly and International Conference – Women Scientists in a Quest for Sustainability and Development
<http://owsd.ictp.it/news/cvcv>
-
- 19-21** *University of the Arctic, Yellowknife, Territoire du Nord, Canada*
Symposium on Traditional Knowledge
www.uarctic.org
-
- 25-26** *Moscou, Fédération de Russie*
ICDE International Conference 2014 – Connecting the World – Open, Distance and e-Learning
<http://eng.mesi.ru/icde2014>
-
- 26-27** *Istanbul, Turquie*
International Seminar on Education for Sustainable Development – ESD at the Crossroads
www.learningteacher.eu/istanbul-seminar-2014

Octobre 2014

- 20-23** *Dubrovnik, Croatie*
European Conference on Information Literacy
www.ecil2014.org
-
- 22-24** *Copenhague, Danemark*
International Alliance of Research Universities Congress – Global Challenges: achieving sustainability
www.iaruni.org/sustainability/sustainability-congress
-
- 23-24** *AGH University of Science and technology Krakow, Pologne*
EADTU Open and Flexible Higher Education Conference 2014 – Online learning and the future of higher education
<http://conference.eadtu.eu>
-
- 27-28** *Oxford, Royaume Uni*
8th EDEN Research Workshop – Challenges for Research into Open & Distant Learning: Doing Things Better; Doing Better Things
www.eden-online.org

CONFÉRENCE INTERNATIONALE 2015 DE L'AIU

INTERNATIONALISATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR: ALLER AU DELÀ DE LA MOBILITÉ

Sienne, Italie
28-30 octobre, 2015

🌀 THÈME

Internationalisation de l'enseignement supérieur: aller au delà de la mobilité

S'appuyant sur la recherche et l'expertise de l'AIU en matière d'internationalisation de l'enseignement supérieur et en ligne avec ses déclarations de principe, la Conférence explorera les nombreuses dimensions de l'internationalisation comme une clé pour l'amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur et de la recherche.

🌀 QUI?

300-400 Présidents, Vice-chanceliers, Recteurs et autres hauts responsables de l'éducation ainsi que des membres du corps professoral et des experts de l'internationalisation, des décideurs et des leaders d'association/ réseau et des étudiants.

🌀 QUAND?

28-30 octobre 2015

🌀 OÙ?

Université de Sienne, Italie

Pour en savoir plus et vous assurer que l'AIU vous tient informé(e):
www.iau-aiu.net

Contact : e.boisfer@iau-aiu.net

AIU - MAISON DE L'UNESCO

1 rue Miollis
75732 Paris Cedex 15, France
Tel : +33 1 45 68 48 00
www.iau-aiu.net

